

Rapport de synthèse mondial

**Plan d'action
pour intégrer le
volontariat dans
le Programme de
développement
durable à
l'horizon 2030**



Plan d'Action
pour intégrer le volontariat
dans le Programme 2030

Le présent rapport a été réalisé à la demande du Secrétariat du Plan d'action pour intégrer le volontariat dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, dans le cadre de la Réunion Technique Mondiale de 2020.

Les points de vue exprimés dans la présente publication sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Organisation des Nations Unies, y compris du Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), des États membres des Nations Unies ou de quelque organisme partenaire du Secrétariat du Plan d'action que ce soit.

Le Secrétariat a veillé à ce que, dans la mesure du possible, les données contenues dans cette publication soient soumises à vérification. Toutefois, aucune garantie ne saurait être apportée, qu'elle soit expresse ou tacite, concernant le document distribué. L'interprétation et l'utilisation de son contenu relèvent de la responsabilité du lecteur. En aucune façon le Secrétariat ne saurait être tenu responsable en cas de préjudice résultant de l'utilisation dudit contenu.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de récupération ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans autorisation préalable.

Rédaction : Clare Davis

Conception graphique : Ana Petak

Infographie : Frederica Lourenço

Édition, mise en page et traduction : Strategic Agenda, Londres, Royaume-Uni

Publié en juillet 2020.

AVANT-PROPOS

Au moment même où nous écrivons ces lignes, le monde fait face à une pandémie qui nous renvoie à notre humanité commune et souligne le besoin de nous appuyer sur nos forces collectives pour résoudre les problèmes mondiaux.

La bonne nouvelle étant que les volontaires démontrent, peut-être plus que jamais, à quel point il est important d'agir ensemble face aux problèmes de notre époque. Il suffit de lire les journaux pour voir que des personnes se portent volontaires dans le but de répondre aux besoins de leur communauté, en faisant preuve de courage, d'engagement et de créativité.

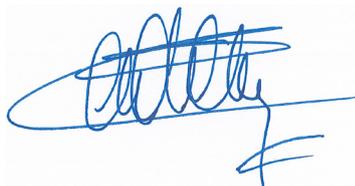
Il faut néanmoins prêter une attention toute particulière à ce que les médias ne disent pas. Le volontariat dans son ensemble reste complexe et souvent méconnu. En effet, la plupart des formes de volontariat peuvent être difficiles à recenser, qu'il s'agisse d'actions entreprises hors du cadre d'organismes formels, d'actions spontanées et parfois très personnelles en réponse à un besoin, ou d'initiatives menées dans des contextes humanitaires dangereux et en constante évolution. Ces modes de participation catalysent les changements et font évoluer les dynamiques en prenant des formes que nous commençons à reconnaître et à mesurer.

Il est ainsi essentiel et urgent de réinventer le volontariat. Afin de tirer pleinement parti de sa force pour réaliser les Objectifs de Développement Durable (ODD), nos politiques, programmes et pratiques doivent s'adapter aux évolutions du volontariat d'aujourd'hui. Nous devons comprendre ses dynamiques dans un monde qui est à la fois plus individualisé et plus interconnecté, et dans lequel les innovations peuvent aussi bien émanciper qu'exclure les personnes. Le *Plan d'action visant à intégrer le volontariat au Programme de développement durable à l'horizon 2030* exige de nous une meilleure compréhension des dynamiques à l'œuvre, ainsi qu'une reconfiguration de la structure mondiale du volontariat en vue de maximiser son impact et son caractère inclusif.

En ce début de Décennie d'Action, les personnes qui soutiennent les volontaires ont l'occasion de réinventer leur manière de travailler pour les placer au cœur des processus locaux, nationaux et mondiaux de mise en œuvre du programme de développement. Ensemble, nous pouvons y parvenir. Les ODD ont été conçus de manière à s'adapter aux enseignements tirés au fur et à mesure. Ils nous incitent à améliorer les normes et les pratiques qui ne favorisent pas l'inclusion, à diffuser celles qui remplissent les objectifs et à nous entraider pour avancer lorsque nos efforts particuliers ne suffisent pas. En 2020, nous devons nous appuyer sur les progrès déjà accomplis afin d'inscrire les actions volontaires de tous au cœur de nos efforts pour créer un avenir commun pour les peuples et la planète.

Nous devons également exprimer notre reconnaissance envers le milliard de personnes qui consacrent leur temps au volontariat, qui luttent avec un courage indéfectible contre la pandémie de coronavirus et qui participent sans relâche à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Enfin, nous souhaitons remercier toutes les personnes qui ont apporté leur contribution au présent rapport ainsi que tous les acteurs qui se mobilisent dans le cadre du Plan d'Action et qui démontrent chaque jour que l'action est le moteur du progrès. Nous espérons que la Réunion Technique Mondiale de 2020 sur le thème « Réinventer le volontariat à l'appui du Programme 2030 », et son Appel à l'Action contribueront à la réalisation de ces objectifs.

M. Olivier Adam
Coordonnateur Exécutif du Programme VNU.



M. Jagan Chapagain
Secrétaire général de la FICR.



TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	3
<hr/>	
1. Réinventer le volontariat	6
<hr/>	
2. Le volontariat à l'orée de la Décennie d'Action	8
<hr/>	
3. L'intégration du volontariat au Programme de développement durable à l'horizon 2030	13
3.1. Renforcer le sentiment que le programme de développement appartient aux peuples	16
3.2. Intégrer le volontariat aux efforts de mise en œuvre nationaux et mondiaux	20
3.3. Mesures et recherches sur le volontariat	24
<hr/>	
4. Réinventer les voies de l'intégration	28

5. 20 questions sur le volontariat en 2020 **32**

5.1. Ne laisser personne pour compte	34
5.2. De l'échelle locale à l'échelle mondiale	41
5.3. Politiques et partenariats	46
5.4. Points de vue de volontaires	52

Annexes **57**

Annexe A. Termes et concepts	58
Annexe B. Pays faisant état des contributions positives du volontariat aux ODD dans les Rapports des Examens Nationaux Volontaires 2016-2019	59
Annexe C. Pays rendant compte des objectifs du Plan d'action dans le cadre de leurs Examens Nationaux Volontaires 2016-2019	60
Annexe D. Pays ayant contribué au Plan d'action à travers les Analyses de la Situation Nationale	61
Annexe E. Liste des pays ayant effectué au moins une mesure du volontariat entre 2007 et 2019	62
NOTES	65
BIBLIOGRAPHIE	72

1. Réinventer le volontariat



Dans le cadre de l'action que nous menons pour renforcer les capacités et établir durablement les nouveaux objectifs de développement durable, le volontariat peut se révéler un moyen d'action puissant et polyvalent. Il peut en effet contribuer à mobiliser le public et à faire participer la population à l'élaboration des plans d'action nationaux et à la réalisation des objectifs de développement durable. Des groupes de volontaires peuvent contribuer à faire connaître les nouveaux objectifs au niveau local en organisant des débats entre les pouvoirs publics et la population afin de prendre des mesures concrètes, réalisables à différentes échelles.

Rapport de synthèse du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur le programme de développement pour l'après-2015¹

Depuis 2015, les gouvernements, la société civile et les autres acteurs collaborent pour agir, nouer des partenariats et mobiliser des ressources en vue de réaliser les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le Secrétaire général de l'ONU, s'adressant à l'Assemblée générale en janvier 2020, a appelé la communauté mondiale à se mobiliser pour une Décennie d'action à l'échelle mondiale, locale et individuelle². Rares sont ceux qui auraient pu imaginer à l'époque le bouleversement sans précédent que connaîtrait le monde quelques semaines plus tard. L'émergence de la pandémie de COVID-19 a exacerbé des obstacles au développement figurant parmi les plus persistants.

Alors que les dirigeants, les législateurs et les décideurs peinent à convenir d'une action commune à l'échelle mondiale, des citoyens du monde entier se mobilisent déjà sur la base du volontariat. Nombre d'entre eux contribuent à tenir la promesse de « ne laisser personne pour compte » : les groupes marginalisés et vulnérables s'assurent, grâce au volontariat, que leurs opinions, leurs capacités et leur influence aident à faire face aux défis communs.

Cependant, le volontariat pourrait avoir des effets bien plus déterminants s'il existait des structures, des systèmes et des partenariats qui lui permettraient de réaliser tout son potentiel, en reconnaissant ses caractéristiques complexes et changeantes ainsi que ses contributions globales et en y répondant de manière flexible. Le volontariat reste communément considéré comme distinct des autres aspects du développement. De même, les pratiques très diverses en matière de volontariat qui existent dans le monde sont rarement prises en compte en tant que contributions au développement durable. Néanmoins, en dépit des nombreuses difficultés, les nouvelles tendances et innovations qui émergent constituent des pistes intéressantes en mesure de renforcer l'impact du volontariat.

Le Plan d'action visant à intégrer le volontariat au Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Plan d'action) fixe trois objectifs destinés à accroître l'intégration du volontariat au développement durable : le renforcement du sentiment que le programme de développement appartient aux peuples, l'intégration du volontariat au cœur des stratégies nationales et mondiales de mise en œuvre, et la mesure du volontariat en vue de parvenir à une compréhension globale de l'engagement des peuples en faveur de la réalisation des ODD³.

C'est sur ces objectifs que portera la Réunion Technique Mondiale sur le thème « Réinventer le volontariat à l'appui du Programme 2030 », organisée lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2020⁴. En vue d'alimenter les discussions lors de la Réunion Technique Mondiale et d'aider les parties prenantes à réinventer le volontariat pour qu'il puisse mieux contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, le présent rapport vise à synthétiser les résultats des consultations et les autres données factuelles recueillies dans le cadre des processus du Plan d'Action au cours des trois dernières années⁵. Le rapport comporte deux parties :

La **première partie** donne une vue d'ensemble de l'état actuel de l'intégration du volontariat, alors que la Décennie d'action commence. Elle présente brièvement la manière dont le volontariat peut et doit contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, en fonction des trois objectifs du Plan d'Action : appropriation, intégration et mesure.

Dans la **deuxième partie**, des parties prenantes du Plan d'action exposent leur point de vue au sujet de la réalisation et de la réinvention du potentiel du volontariat en vue de la Décennie d'Action. Les contributions proviennent de sources très diverses, aussi bien de personnes issues du monde universitaire ou du monde politique que de volontaires en première ligne. Elles couvrent tous les secteurs et toutes les régions du monde.

2. Le volontariat à l'orée de la Décennie d'Action



Le volontariat n'est ni la panacée, ni une solution de facilité. Les contributions apportées par les volontaires doivent être replacées dans le contexte de forces sociales, politiques, économiques et culturelles complexes et interdépendantes.

Rapport de l'étude mondiale sur le volontariat menée par la FICR en 2015⁶

Le volontariat est une pratique complexe, en constante évolution. Il se transforme au gré de l'interconnexion croissante de notre monde et offre de nouvelles possibilités tout en étant confronté à des menaces et des obstacles changeants. Les communautés et les sociétés disposent de connaissances inégales au sujet du volontariat. Cependant, cinq ans après l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la production de données factuelles concernant le volontariat en faveur du développement durable en est toujours à ses prémices.

Pour intégrer efficacement le volontariat au Programme de développement durable à l'horizon 2030, il est nécessaire de partir d'un postulat commun permettant de comprendre la diversité et la portée des activités susceptibles d'intéresser les décideurs et les autres parties prenantes. Cette partie présente brièvement ce que nous avons appris au sujet des tendances et des modèles du volontariat dans le monde au cours des cinq premières années de l'institution des ODD.

Portée du volontariat

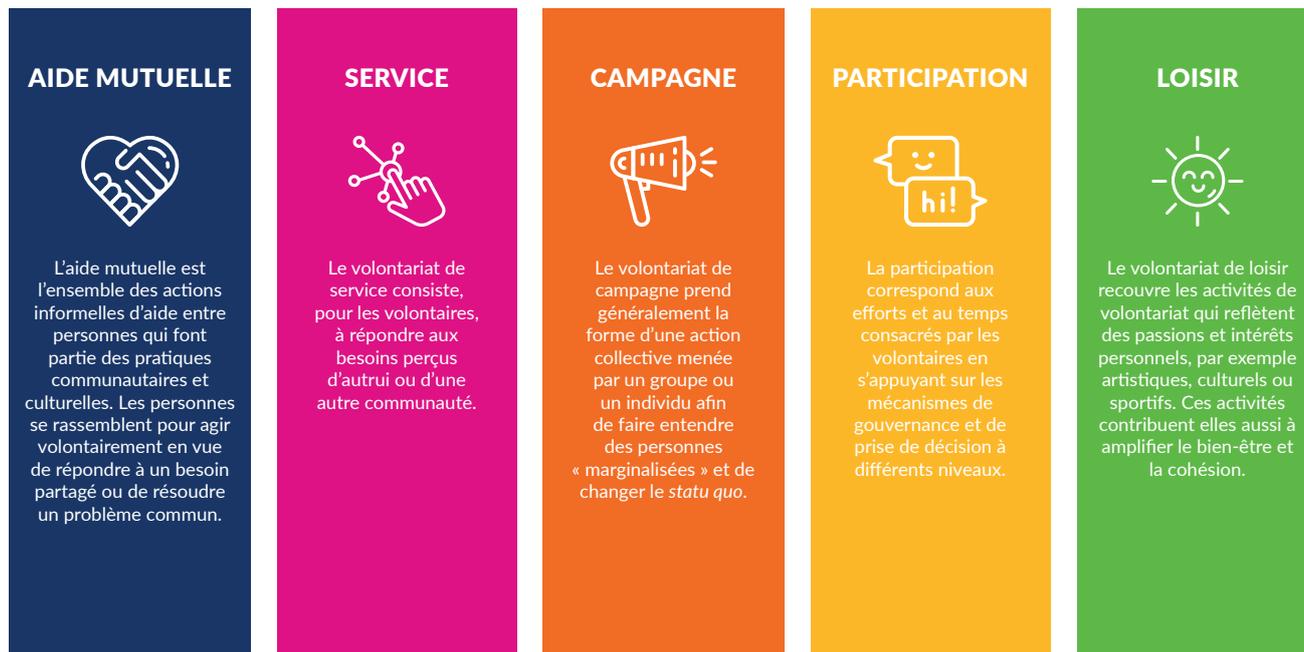
Selon les estimations, un milliard de personnes se portent volontaires chaque année pour aider leur communauté ou pour faire progresser les causes qui leur tiennent à cœur. Les efforts visant à mesurer leur nombre en sont encore à leurs débuts, mais ils montrent que le volontariat est universel, en dépit des variations régionales de la participation de différents groupes de population. On note une disparité entre les sexes en matière de charge de travail, de rôles et de secteurs de volontariat, les femmes étant surreprésentées⁸. Le volontariat est de plus en plus pratiqué par des personnes de tous âges, aussi bien des enfants et des adolescents scolarisés que des adultes qui travaillent à temps plein et des retraités, dénommés « volontaires seniors »⁹. La majorité des actions de volontariat sont organisées de manière informelle entre personnes et relèvent de l'entraide. Les autres actions sont menées dans le cadre de différents groupes, associations ou organismes, qui représentent une large partie de la main-d'œuvre d'un pays. Ensemble, ces deux formes d'action constituent une part non négligeable du produit intérieur brut (PIB), quel que soit le pays¹⁰.

Portée des actions de volontariat

Dans le but d'étudier les liens entre le volontariat et le développement, l'ONU a identifié quatre grands types de volontariat en 1999 : l'aide mutuelle et l'entraide, le volontariat de service et la philanthropie, les activités de plaidoyer et les campagnes de sensibilisation, ainsi que la participation¹¹. En 2020, de nouvelles recherches ont été entreprises dans le cadre du Plan d'action afin de réévaluer cette classification à la lumière des mutations observées en matière de volontariat et des données émergentes en provenance des pays du Sud concernant la diversité des pratiques de volontariat dans les pays à revenu faible ou intermédiaire¹². L'étude a conclu que les quatre types de volontariat identifiés en 1999 sont toujours pertinents en 2020. La part relative des différentes catégories de volontariat varie, mais elles se retrouvent dans différentes zones géographiques et différents contextes.

De plus, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, centré sur la capacité d'action de toutes les populations, estime qu'il est nécessaire de mieux prendre en compte la valeur intrinsèque du volontariat, à savoir ses bénéfices pour les volontaires eux-mêmes. Même lorsque des volontaires participent à des actions qui ne correspondent pas aux catégories d'origine, les bénéfices de ces activités pour leur santé, leur bien-être et leur capital social peuvent indirectement profiter à leur communauté et à la société au sens large. Le rapport de l'étude suggère l'existence d'une nouvelle catégorie de volontariat, le volontariat de « loisir » (lié par exemple aux arts, au sport ou à la protection de l'environnement), qui favorise à la fois le bien-être individuel et la cohésion des communautés. Cependant, le volontariat de loisir n'inclut pas les activités qui ne contribuent pas explicitement au développement durable, notamment les nombreuses formes de « volontourisme ». La figure 1 présente les catégories de volontariat mises à jour en 2020.

Figure 1. Les catégories de volontariat en 2020



Diversité des pratiques de volontariat

Au XXI^e siècle, les pratiques de volontariat évoluent rapidement, en réponse à différents bouleversements sociaux, économiques, politiques et technologiques. Ces pratiques sont susceptibles de dépendre bien davantage du contexte et des problèmes rencontrés. En outre, elles évoluent en fonction des besoins, des priorités et des préférences des volontaires eux-mêmes. Par exemple, l'intérêt pour le volontariat à court terme, lié à un événement ponctuel, continue de croître. Les volontaires tendent de plus en plus à s'engager en faveur de causes et d'objectifs spécifiques, auxquels ils s'identifient personnellement, plutôt que de s'investir dans une relation à long terme avec une organisation particulière. Le développement de nouvelles technologies et de la connexion à Internet a joué un rôle croissant dans la définition des formes de volontariat accessibles à certaines personnes et certains groupes.

Aux fins du présent rapport, il est probablement plus utile d'identifier les cinq variables clés qui définissent le volontariat au XXI^e siècle, à savoir l'espace d'intervention, la structure, l'intensité, l'aspiration et la catégorie, que de fournir une liste exhaustive des principales pratiques en 2020. La combinaison de ces composantes permet de caractériser les volontaires à un moment donné ou à différents points du cycle de vie (figure 2).

Figure 2. Les cinq composantes qui influencent les pratiques de volontariat en 2020



Conséquences pour l'intégration du volontariat au Programme de développement durable à l'horizon 2030

L'échelle, la portée, la diversité et la complexité des modèles mondiaux de volontariat en 2020 sont à l'origine de différentes considérations liées à la réinvention du volontariat dans le cadre de la Décennie d'Action. Il est nécessaire de réfléchir aux types de pratiques de volontariat les plus susceptibles de favoriser une appropriation tangible du programme de développement par les groupes les plus laissés pour compte. Il est également important de comprendre les modèles d'intégration et de partenariat qui correspondent le mieux aux différentes aspirations et motivations des volontaires, des dispositifs établis aux alliances plus informelles. Enfin, il faut déterminer de quelle manière les pratiques de volontariat du XXI^e siècle peuvent éclairer nos mesures, au-delà de l'échelle et de la portée des actions de volontariat.

L'étude des progrès réalisés en faveur des objectifs du Plan d'action permet d'identifier plusieurs besoins communs aux trois objectifs que sont l'appropriation, l'intégration et la mesure :

Reconceptualiser le volontariat. Le schéma dominant pour comprendre le volontariat dans le cadre du discours politique s'est construit et imposé à partir de l'expérience des pays du Nord. Jusqu'à présent, nous avons eu tendance soit à ignorer la richesse des pratiques du volontariat dans les pays du Sud et notamment du volontariat local au niveau communautaire, soit à ne pas les considérer comme des contributions légitimes au développement. Ces lacunes relatives à la conceptualisation du volontariat doivent être comblées au plus vite afin de constituer un socle significatif pour les politiques et les programmes intégrant le volontariat en faveur des ODD.

Prendre en compte toutes les sortes de volontariat. Aux yeux du grand public et dans le cadre des principaux courants de réflexion s'intéressant au développement, le volontariat est en règle générale considéré comme un service rendu à autrui ou comme une forme de philanthropie. Cependant, comme démontré ci-dessus, la prestation de services n'est qu'une des cinq grandes catégories de volontariat qui peuvent contribuer au développement durable. Les volontaires participent à un large éventail d'activités durant leur temps libre, des militants qui s'engagent dans des mouvements sociaux ou syndicats aux communautés d'internautes qui signalent le harcèlement en ligne. Cette diversité a des conséquences sur les approches stratégiques, en particulier dans les cas où les parties prenantes se sont traditionnellement intéressées davantage au volontariat formel et à temps plein. De nouveaux modèles sont nécessaires pour façonner l'ensemble des actions sociales et de volontariat dans toute leur diversité et agir en collaboration avec les volontaires.

Lutter contre les inégalités persistantes. Les modèles de participation démontrent que le volontariat reflète souvent les lignes de clivage que constituent le sexe, l'âge, la situation professionnelle et divers autres facteurs socioéconomiques. Pour assurer l'appropriation du programme de développement, il est nécessaire de tirer parti d'approches centrées sur la société dans son ensemble afin de dépasser le simple problème de la participation et de mieux faire entendre et représenter les personnes les plus laissées pour compte, au lieu de se contenter de déléguer les responsabilités aux personnes les moins en mesure de les assumer. Cela inclut les volontaires qui vivent dans des situations de conflit, ceux qui représentent l'unique soutien de leur communauté, mais aussi les personnes qui se mettent en danger.

Empêcher l'émergence de nouvelles inégalités. Les nouvelles possibilités et les pratiques changeantes en matière de volontariat sont également à l'origine de risques nouveaux. À titre d'exemple, le volontariat en ligne risque d'accroître par inadvertance la fracture numérique ; certains signes précoces suggèrent en effet que la pandémie de COVID-19 aggrave le retard numérique de certains groupes de personnes. Une évolution vers un volontariat fondé sur la nature des problèmes pourrait par ailleurs engendrer une concurrence en vue d'obtenir l'attention des volontaires, entraînant un désintérêt pour les causes moins visibles ou moins populaires. Les possibilités de participation ouvertes à chacun doivent prendre en compte ces difficultés, en particulier dans les contextes de développement les moins avancés, pour que le volontariat puisse favoriser l'inclusion.

Les tendances présentées ci-dessus font écho à la complexité de notre monde, dans lequel les institutions s'efforcent de se restructurer dans une période de changements rapides et constants. Le volontariat reflète ces schismes et comble les manquements selon ses propres termes. À la lumière de ce constat, la suite du rapport présente les témoignages des parties prenantes au sujet de l'intégration du volontariat dans le cadre de leur travail, au service des trois objectifs du Plan d'action, à savoir : le renforcement du sentiment que le programme de développement appartient aux peuples, l'intégration du volontariat au cœur des stratégies nationales et mondiales de mise en œuvre, ainsi que la mesure et le suivi.

3. L'intégration du volontariat au Programme de développement durable à l'horizon 2030

“ Lorsque l'on intègre le volontariat aux stratégies de développement nationales et aux projets des Nations Unies, les populations sont plus à même de contribuer au progrès dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la gouvernance, de l'amélioration des moyens de subsistance, de la sécurité et de la paix, de l'environnement, de l'égalité des sexes et de l'intégration sociale.

Intégrer le volontariat dans les activités de la décennie à venir : Rapport du Secrétaire général¹³

Le Plan d'action a été élaboré en 2014 et 2015 en concertation avec plus de 180 organisations¹⁴ et a été adopté par cent États membres des Nations Unies dans le cadre de la résolution A/RES/70/129 votée par l'Assemblée générale en 2015. Reconnaissant le potentiel du volontariat en tant que moyen permettant aux personnes de prendre en charge leur propre avenir, il a pour but d'en faire un moteur de développement inclusif centré sur les personnes.

Le Plan d'action définit trois objectifs à atteindre pour réaliser le plein potentiel du volontariat : i) le renforcement de l'appropriation du programme de développement durable par les peuples ; ii) une plus grande intégration du volontariat dans les stratégies nationales et mondiales de mise en œuvre ; iii) une compréhension plus globale du volontariat en faveur de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 grâce à des activités de recherche et de mesure¹⁵. Cette partie du rapport analyse les informations et données recueillies lors des consultations nationales, régionales et mondiales et des préparatifs de la Réunion Technique Mondiale dans le but d'évaluer les progrès réalisés en faveur des trois objectifs que sont l'appropriation, l'intégration et la mesure. L'analyse s'appuie sur quatre sources principales¹⁶ :

- les Analyses de la Situation Nationale soumises dans le cadre du rapport publié en 2015 par le Secrétaire général de l'ONU (A/70/118), qui appelait les États membres à produire des données factuelles concernant l'échelle, la portée et l'incidence du volontariat et à les communiquer au Programme des Volontaires des Nations Unies¹⁷ ;
- les Examens Nationaux Volontaires présentés par les États membres des Nations Unies aux Forums politiques de haut niveau organisés chaque année entre 2016 et 2019, qui détaillent les progrès nationaux accomplis en vue de la réalisation des ODD et s'inscrivent dans les mécanismes de suivi et d'évaluation du Programme de développement durable à l'horizon 2030¹⁸ ;
- les consultations sur le terrain et en ligne de différentes parties prenantes du Plan d'action, notamment les consultations régionales organisées par les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre des forums régionaux pour le développement durable, conformément à la résolution A/RES/73/140 adoptée en 2018 par l'Assemblée générale, et étayées par des rapports de synthèse régionaux¹⁹ ;
- les informations produites dans le cadre des préparatifs de la Réunion Technique Mondiale de 2020, qui comprennent un appel aux bonnes pratiques et à la mise en commun des expériences et des innovations pour aider ou mobiliser les volontaires²⁰, des analyses issues de recherches sur les catégories de volontariat²¹ et des données recueillies lors d'une enquête mondiale sur la manière dont le grand public perçoit le volontariat²².

Figure 3. Le processus du Plan d'action**Rapports de Synthèse Régionaux**

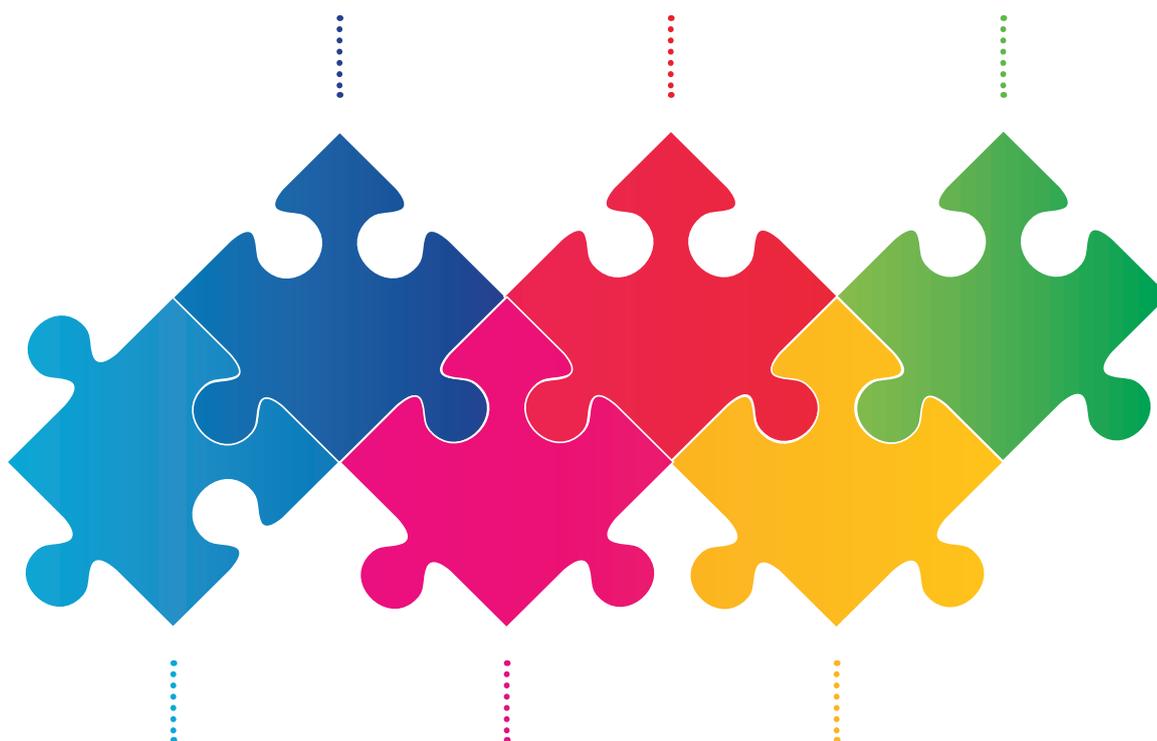
Cinq rapports de synthèse régionaux concernant le rôle et les contributions du volontariat en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ont été rédigés à l'aide des analyses de la situation nationale.

Consultations en ligne

Le Secrétariat a mené en 2019 et 2020 des consultations en ligne au sujet de l'avenir du volontariat, de la propension des volontaires à accélérer la poursuite des ODD, de la réinvention du volontariat chez les jeunes et du rôle du secteur privé.

Réunion Technique Mondiale de 2020

La Réunion Technique Mondiale de 2020 sur le thème « Réinventer le volontariat à l'appui du Programme 2030 », organisée en juillet 2020, est une plateforme destinée à favoriser la diffusion de connaissances, à faire progresser les débats relatifs au volontariat en faveur des ODD et à façonner ensemble l'avenir du volontariat au moyen d'un Appel à l'Action.

**Analyses de la Situation Nationale**

Entre 2016 et 2018, 43 États membres des Nations Unies ont soumis une Analyse de la Situation Nationale concernant la situation du volontariat, comportant des données sur l'échelle, la portée et l'impact du volontariat.

Consultations régionales

Cinq consultations régionales multipartites ont été organisées en collaboration avec les commissions économiques et sociales régionales des Nations Unies pour l'Afrique, l'Asie et le Pacifique, l'Europe, l'Amérique latine et les Caraïbes, et l'Asie occidentale, dans le cadre des forums régionaux pour le développement durable qui ont eu lieu entre mars et avril 2019.

Consultations complémentaires

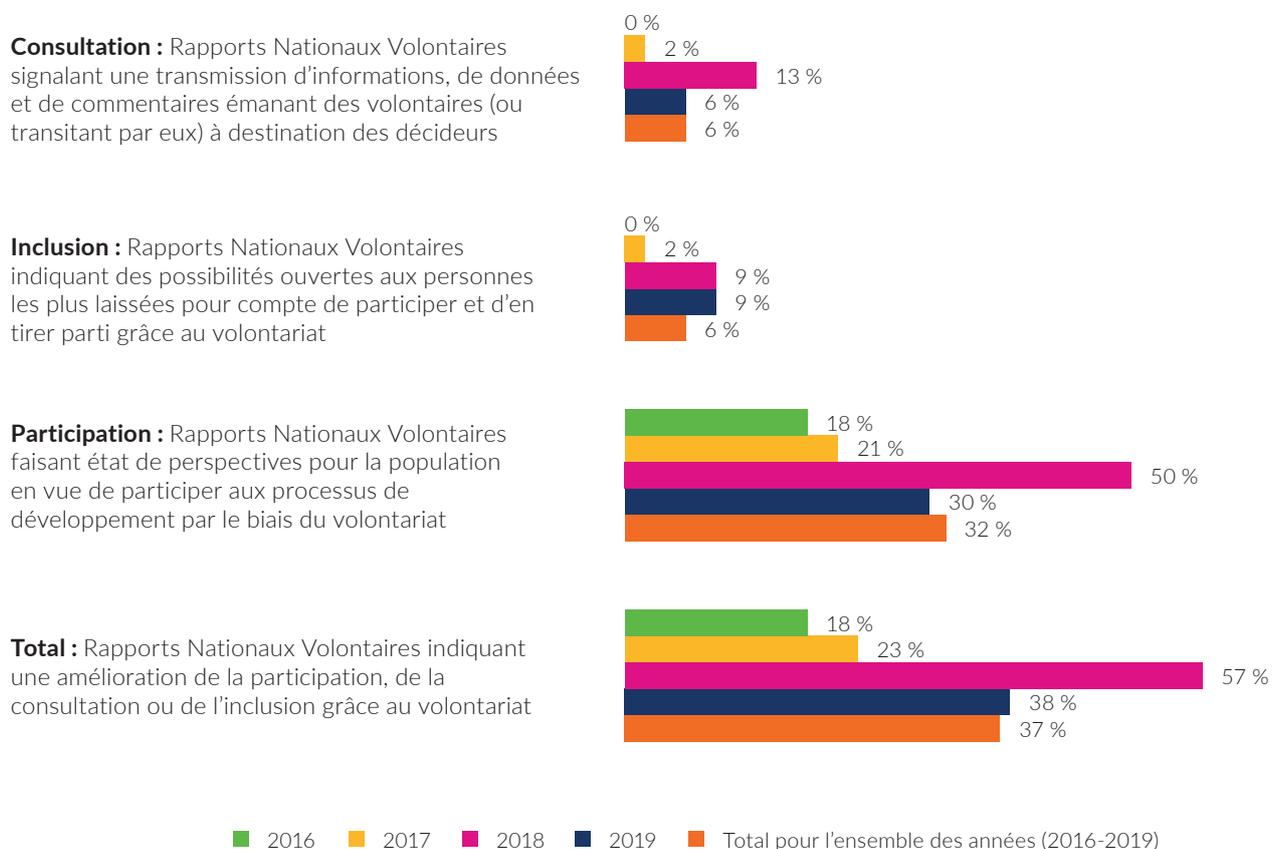
Sept consultations complémentaires ont été menées auprès de groupes cibles spécifiques : une table ronde d'experts en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) ; un séminaire d'experts sur le volontariat et les inégalités organisé avec le Bureau du Rapport sur le développement humain du PNUD ; une table ronde réunissant des chercheurs et des spécialistes provenant de Russie et de la Communauté d'États indépendants ; une table ronde avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) dans les États arabes ; un atelier technique sur l'accélération de la réalisation des ODD en Asie ; un événement visant à repenser le volontariat humanitaire, en collaboration avec le gouvernement du Kenya et la FICR ; et une séance consacrée à la réinvention du volontariat lors de la réunion régionale de l'Association internationale pour le volontariat (« International Association for Volunteer Effort », IAVE) organisée au Pérou.

3.1. Renforcer le sentiment que le programme de développement appartient aux peuples

L'élaboration du programme pour l'après-2015 est un processus de consultation stratégique d'une ampleur inédite. Près de 10 millions de personnes ont exprimé leur point de vue dans le cadre de la campagne « MY World » et les volontaires ont joué un rôle essentiel, en facilitant la participation des membres des communautés les plus reculées²³. Comme le reconnaît la déclaration relative au Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Programme ne peut être couronné de succès que si c'est une initiative « du peuple, par le peuple et pour le peuple »²⁴.

Le volontariat est l'un des principaux leviers dont dispose la population pour participer aux processus de développement. Cinq ans après le début des initiatives entourant les ODD, les gouvernements, la société civile et les autres partenaires commencent à reconnaître le potentiel du volontariat en tant que moyen de participation, de consultation et d'inclusion des groupes les plus laissés pour compte, comme le démontrent toutes les Analyses de la Situation Nationale soumises dans le cadre du processus du Plan d'action et 37 % des Examens Nationaux Volontaires (figure 4).

Figure 4. Données attestant de la capacité du volontariat à renforcer l'appropriation des processus de développement, issues des Examens Nationaux Volontaires de 2016 à 2019



Pourcentage de Rapports Nationaux Volontaires mentionnant la participation, l'inclusion ou la consultation par le biais du volontariat

Comme indiqué ci-dessous, l'engagement des volontaires a jusqu'à présent été en grande partie centré sur la sensibilisation aux ODD, l'organisation de consultations relatives aux problèmes de développement et la création de structures et de plateformes visant à mobiliser la population (en particulier les jeunes) en faveur des ODD. Ces canaux de participation et de consultation sont indispensables en vue d'un développement efficace, mais ils ne permettent pas à l'heure actuelle une appropriation pleine et entière. De nombreux exemples décrivent la mise en place de perspectives de participation pour la population dans le but d'instaurer des conditions favorables à une appropriation à l'avenir. Cependant, il existe moins de données factuelles témoignant d'une participation ou d'une influence directes sur la prise de décisions.

Parallèlement à cela, les efforts en faveur de l'inclusion ont rencontré un succès évident en matière de participation des jeunes, en tirant parti des nouvelles technologies pour susciter leur intérêt et les pousser à agir dans des contextes très variés. Les canaux et mécanismes permettant un partenariat avec d'autres groupes ont été plus difficiles à identifier ; il existe un risque que de nouvelles structures renforcent les préjugés à l'encontre des personnes les plus laissées pour compte, notamment celles qui vivent dans des situations de grande fragilité et de conflit.

Enfin, il n'est pas encore possible de déterminer si ces efforts permettent aux populations d'influencer les politiques et la planification relatives aux questions qui les touchent. La Décennie d'Action devrait s'appuyer sur les fondations déjà bâties pour inscrire instamment l'appropriation par la population du Programme de développement durable à l'horizon 2030 parmi les facteurs essentiels à sa réussite.

Participation

De nombreuses données démontrent que le volontariat permet à la population de **participer aux processus de réalisation des ODD**. Entre 2016 et 2019, 32 % des Examens Nationaux Volontaires ont signalé la création de perspectives de participation reposant sur le volontariat (figure 4). Les efforts ont en grande partie été centrés sur les jeunes, par exemple l'aide aux mécanismes de volontariat des jeunes et la sensibilisation de ces derniers aux ODD et aux problèmes locaux liés au développement²⁵. De plus, en particulier au niveau local, les volontaires apparaissent comme des agents clés pour encourager la participation de la communauté aux activités locales de développement et de renforcement de la résilience, selon le témoignage des représentants du Croissant-Rouge turc lors de la consultation régionale de la Commission économique pour l'Europe (CEE-ONU) (Encadré d'étude de cas 1)²⁶. Les gouvernements soutiennent de plus en plus la participation de leurs citoyens à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par le biais du volontariat²⁷. De même, les innovations, en particulier les applications, les plateformes et les médias sociaux, ont fréquemment été présentées comme des moyens d'amplifier les possibilités de participation²⁸.

Les consultations relatives au Plan d'action ont montré qu'un **large groupe de parties prenantes collaborent** en vue d'élargir la participation et d'établir un lien entre les efforts locaux et les priorités nationales. De nombreux réseaux et fédérations soutiennent les volontaires en assurant la diffusion des connaissances, le

Étude de cas – Encadré 1. Des réfugiés syriens engagés dans le volontariat en faveur d'autres réfugiés

La Turquie accueille près de quatre millions de réfugiés, dont plus de trois millions venus de Syrie depuis le début du conflit en 2011. Dans le cadre d'un partenariat entre la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et 14 sociétés nationales de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge, des milliers de Syriens se sont portés volontaires pour aider les autres réfugiés. Ils assurent des formations professionnelles et des cours de langue pour favoriser leur intégration et leur emploi. Le volontariat améliore la résilience des réfugiés et leur confiance en eux, tout en permettant la création de nouveaux réseaux de solidarité.

Source : Consultation régionale pour la région de la CEE organisée dans le cadre du Plan d'action

renforcement des capacités ou la coordination avec les gouvernements²⁹. Les entreprises accordent un soutien croissant aux volontaires, au même titre que les gouvernements et la société civile³⁰. De plus en plus de mesures sont prises afin d'encourager différentes parties prenantes à soutenir le volontariat, notamment la certification de participation individuelle des volontaires, instaurée au Cambodge³¹. La disponibilité des financements a souvent été citée comme un problème majeur. Cependant, de nouveaux mécanismes de financement ont parfois été mis en place en vue d'élargir la participation, parmi lesquels un dispositif de microsubventions pour les projets de volontariat dans les communautés en Slovaquie ou des plans d'augmentation des financements consacrés à différentes initiatives de volontaires au Kazakhstan³².

Cependant, sur le plan de la participation, **les catégories de volontaires bénéficiant d'un soutien sont relativement restreintes**. Le volontariat aux niveaux local et communautaire, en particulier le volontariat informel, qui représente 70 % de l'ensemble du volontariat dans le monde, a en grande partie été exclu des rapports, à quelques exceptions près, par exemple au Togo, où des comités de développement des villages soutiennent les volontaires communautaires³³. Le soutien en faveur de la participation tend également à être centré sur des groupes démographiques réduits : les jeunes sont surreprésentés par rapport aux autres groupes démographiques, par exemple aux personnes âgées³⁴.

Consultation

Une tendance commune s'observe au fil des rapports : la création de **canaux de partage d'informations destinés aux volontaires** pour établir des liens entre l'échelon local et les échelons nationaux et mondiaux. Ces canaux ont été mis en place notamment dans le cadre des processus nationaux de rapports relatifs aux ODD³⁵, et permettent aux volontaires de communiquer des informations concernant les priorités locales liées aux ODD³⁶ et des idées créatives pour la prise de décisions³⁷. Les réseaux et les coalitions des organisations qui emploient des volontaires sont souvent cités comme des moyens de porter davantage la voix des volontaires et des organisations elles-mêmes au niveau national³⁸. Dans plusieurs pays, les volontaires ont aussi pu commenter en temps réel les progrès et les difficultés pour les cadres de suivi des ODD³⁹, y compris en menant des collectes de données⁴⁰ et en créant des plateformes afin d'accroître la production de rapports⁴¹. Des campagnes s'appuyant sur des volontaires pour mener des activités de sensibilisation, souvent encouragées par des réseaux et dynamisées par la technologie et le plaidoyer en ligne, ont également été citées en exemple⁴².

Les enquêtes ont démontré une participation croissante des volontaires aux **consultations relatives aux politiques qui ont un lien direct avec leur action**. Par exemple, en Irlande, l'élaboration de la nouvelle stratégie nationale de volontariat s'est appuyée sur une consultation publique, et, au Paraguay, des consultations ont été organisées dans le cadre de l'élaboration de nouvelles lois sur le volontariat⁴³. Des données indiquent également que des institutions et des réseaux ont été mis en place afin d'encourager l'appropriation locale du cadre de soutien aux volontaires, notamment aux Émirats arabes unis, où des conseils locaux de jeunes volontaires veillent à ce que les politiques relatives à la jeunesse encouragent l'émancipation de celle-ci⁴⁴.

Cependant, même si la transmission de commentaires et de rapports locaux ont été encouragés, **il reste actuellement difficile de démontrer l'influence de ces mesures sur les politiques et les pratiques**. Si l'on compte nombre d'exemples de production de données locales et de communication des préoccupations locales par les volontaires en vue de tenir les autorités responsables de leurs actions, peu de documents expliquent les effets de ces démarches sur les décisions prises. Les gouvernements et les organisations doivent partager des exemples montrant dans quelle mesure la participation des volontaires encourage une réorientation des politiques et remet en question les priorités existantes, en précisant les espaces et les processus requis à cette fin.

Inclusion

Toutes sortes de personnes se portent volontaires, ce qui signifie que le volontariat peut permettre à des groupes **souvent exclus des processus de développement** de devenir des acteurs du changement. De

nombreuses interventions, en particulier celles des volontaires de la société civile, étaient centrées sur la mise en place de processus de développement plus inclusifs. Il s'agissait de campagnes de sensibilisation ciblées⁴⁵ ou encore de projets transformateurs pour accroître la participation, notamment au profit des réfugiés et des personnes handicapées⁴⁶. Fait surprenant s'il en est, les réponses aux consultations organisées dans le cadre du Plan d'action n'ont donné qu'assez peu d'exemples d'initiatives destinées à encourager la participation des femmes⁴⁷ ou à promouvoir les normes favorisant l'égalité des sexes, pourtant garante d'une meilleure appropriation⁴⁸.

Par ailleurs, il est de plus en plus **admis que le monde du volontariat n'offre pas les mêmes chances à tous**. Les consultations régionales ont mis en lumière les efforts des organisations qui emploient des volontaires pour lever les obstacles à l'accès au volontariat formel et organisationnel, afin que davantage de personnes puissent se mobiliser⁴⁹. Les lois et les politiques centrées sur les volontaires, visant à favoriser une participation inclusive, sont de plus en plus nombreuses (tableau 1)⁵⁰. Les dispositifs nationaux pouvant être considérés comme des politiques de volontariat évoluent eux aussi afin d'élargir la participation, par exemple en Côte d'Ivoire⁵¹.

Cependant, les données ignorent largement l'un des **risques posés par le volontariat, à savoir une diminution de l'autonomie, conjuguée à l'émergence de nouvelles inégalités, compromettant ainsi le sentiment d'appropriation**. En effet, ce facteur était absent de nombreux exemples de mise en place du volontariat pour mobiliser d'importantes populations de jeunes confrontés à une pénurie d'emplois et à la faiblesse des mécanismes de protection sociale. Aucune donnée relative à la création d'espaces dans lesquels les groupes marginalisés peuvent remettre en question les rôles qu'ils sont forcés d'adopter dans le cadre du volontariat en l'absence de prestation de services formelle n'a été communiquée. Il existe en outre des lacunes dans notre compréhension de l'ensemble des effets des technologies, notamment s'agissant de la menace qu'elles font peser sur le sentiment d'appropriation en créant ou en renforçant des obstacles et des modèles inégalitaires.

Tableau 1. Le volontariat inclusif dans les lois, les stratégies et les politiques

En Équateur, la loi inclusive sur la participation des citoyens, qui porte notamment sur le volontariat, promeut l'égalité des chances et admet la nécessité de favoriser activement la participation des femmes, des populations autochtones et des autres groupes marginalisés.

En Serbie, une initiative pour la période 2016-2025 a été élaborée, dans le cadre de la Stratégie pour l'inclusion sociale des Roms, en vue d'améliorer les compétences et l'aptitude à l'emploi des jeunes Roms grâce à des projets de volontariat encadrés par les autorités locales, provinciales et nationales.

L'égalité des sexes est l'une des principales valeurs défendues par la Loi sur le volontariat adoptée par l'Espagne, qui encourage le volontariat fondé sur l'égalité des chances et l'absence de discrimination.

Sources: Gouvernement de l'Équateur, 2008, Gouvernement de la Serbie, 2016, et Gouvernement de l'Espagne, 2015.

Cependant, cette prise de conscience générale n'a pas conduit à un niveau proportionnel d'intégration des politiques. Alors que près de la moitié des Examens Nationaux Volontaires ont reconnu le rôle joué par les volontaires, moins d'un cinquième (18 %) ont témoigné d'une intégration du volontariat dans les politiques et les plans nationaux relatifs aux ODD de 2016 à 2019 (figure 6). Ce problème a été largement reconnu lors des consultations organisées dans le cadre du Plan d'action, à commencer par la consultation régionale de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), où les participants ont souligné la tendance à limiter l'aide au volontariat aux besoins des jeunes gens⁵³. De nombreux pays ont mis en lumière les contributions des volontaires dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de la santé et de l'éducation, mais rares sont ceux à avoir indiqué leur intégration dans des cadres politiques intersectoriels. Cela signifie que les contributions des volontaires en faveur des ODD n'ont pas été coordonnées en synergie avec les autres initiatives.

Figure 6. Données factuelles relatives à l'intégration du volontariat aux politiques et plans nationaux en faveur des ODD figurant dans les Examens Nationaux Volontaires de 2016 à 2019



Pourcentage de Rapports Nationaux Volontaires mentionnant au moins une fois l'intégration du volontariat aux politiques et plans nationaux

Mise en œuvre sans intégration

Les lois et les politiques centrées spécifiquement sur la promotion du volontariat tendent à se généraliser.

Il existe certes des exemples d'approches plus décentralisées de soutien au volontariat⁵⁴, mais, à l'heure actuelle, au moins 82 pays disposent de lois nationales et 58 de politiques, dispositifs, stratégies et plans nationaux spécifiques à ce sujet⁵⁵. Un grand nombre d'entre eux ont été mis en place au cours des deux dernières décennies en vue d'apporter un soutien autonome, de définir la portée du volontariat et de déterminer les paramètres des partenariats et des financements⁵⁶. À quelques exceptions près, telles que la nouvelle législation sur le volontariat du Burundi (loi n° 1/014 du 5 juillet 2018 portant création d'un corps de volontaires burundais), ancrée dans le plan national de développement durable du pays pour 2025, on constate un manque manifeste d'intégration et d'alignement sur des priorités politiques plus générales⁵⁷.

Il existe **peu de données témoignant de l'inclusion du volontariat par les États membres dans leurs politiques sectorielles et leurs stratégies nationales de développement**. La forme d'intégration la plus commune est de loin celle liée aux politiques et cadres relatifs aux jeunes. Elle est en phase d'expansion dans les pays du Sud caractérisés par une population jeune importante et un taux de chômage élevé⁵⁸. La prise en compte du volontariat tend également à s'accroître dans la mise en œuvre des politiques et plans de réduction des risques de catastrophe, même si ce n'est pas toujours le cas lors de leur conception. D'après les données disponibles, les volontaires sont inclus dans les plans d'urgence dans le but de soutenir les autorités

publiques et les stratégies coordonnées ; ils participent également à des discussions régulières avec les acteurs gouvernementaux (étude de cas – encadré 2)⁵⁹.

Par ailleurs, le **processus du Plan d'action a mis en lumière un petit nombre d'exemples de prise en compte du volontariat** relatifs à des priorités nationales telles que le développement social, la sécurité sociale et la cohésion sociale. Certaines d'entre elles sont présentées dans le tableau 2. La plupart de ces cas sont récents : ils se sont produits dès 2018. Il est essentiel que les parties prenantes partagent leurs connaissances et leurs données au fur et à mesure de leurs progrès afin de permettre une compréhension plus approfondie des possibilités et des obstacles liés à une approche intégrée dans le contexte des ODD.

Tableau 2. Exemples de prise en compte du volontariat dans les politiques et les stratégies

Le treizième plan quinquennal de développement de la Chine mentionne le volontariat dans les domaines de la santé, de la culture et de la prestation de services communautaires et de sécurité sociale. Il se fixe pour objectif d'aboutir à 13 % de résidents de la communauté inscrits comme volontaires.

À Chypre et en Arabie saoudite, le volontariat a été intégré aux programmes scolaires en vue de promouvoir la responsabilité sociale, l'inclusion et les compétences professionnelles.

L'Égypte tient compte du volontariat dans sa stratégie nationale de développement durable afin de favoriser l'agriculture durable. L'État a mis en place des mécanismes visant à encourager le volontariat et la participation des organisations qui emploient des volontaires à la protection de l'environnement.

Le Liban a intégré le volontariat à sa stratégie nationale de développement social en vue de renforcer la cohésion des communautés.

À Malte, la stratégie nationale relative au vieillissement pour la période 2014-2020 vise à pousser les personnes âgées à devenir volontaires grâce à des programmes nationaux et à une plateforme en ligne.

Le Plan prioritaire de consolidation de la paix du Sri Lanka s'appuie sur les volontaires et soutient la mobilisation des femmes ainsi que leur participation à la gouvernance et aux processus de prise de décisions.

Sources: Gouvernement de l'Arabie saoudite, 2018, Gouvernement de la Chine, 2015, Gouvernement de Chypre, 2018, Gouvernement de l'Égypte, 2015, Gouvernement du Liban, 2011, Gouvernement de Malte, 2018a, Gouvernement du Sri Lanka, 2018.

Étude de cas – Encadré 2. Prise en compte du handicap dans la gestion des catastrophes

L'Indonésie a intégré le principe de ne laisser aucun volontaire pour compte dans le cadre de ses pratiques de gestion des catastrophes. Des unités de services incluant les personnes handicapées ont été mises en place et des personnes handicapées font maintenant partie du corps de gestion des catastrophes, fort de 5 000 volontaires. En partie grâce à cette approche inclusive et participative, l'Indonésie a pu réduire significativement l'impact des catastrophes sur les personnes entre 2015 et 2018, d'après les mesures de l'indice de risque de catastrophe indonésien (Indeks Risiko Bencana).

Source : Gouvernement de l'Indonésie, 2019

Coordination et facilitation

Dans tous les contextes, quel que soit l'état de l'intégration globale, **les plateformes nationales, les organismes de coordination et les réseaux ont été présentés comme cruciaux pour articuler, soutenir et créer des canaux de communication** reliant l'ensemble des acteurs du volontariat⁶⁰. Plus de 40 % des pays qui ont soumis des Analyses de la Situation Nationale ont indiqué disposer d'un organisme national de coordination du volontariat⁶¹. L'importance de disposer de canaux permettant des communications régulières entre les institutions et les parties prenantes a elle aussi été fortement soulignée, par exemple à Madagascar, où l'organisme national de coordination s'appuie sur 19 coordinateurs du volontariat, répartis entre les ministères et les institutions publiques⁶².

De nombreux pays ont mis en place des mécanismes de volontariat afin d'orienter les efforts de leurs citoyens vers la réalisation des ODD. Dans les Analyses de la Situation Nationale soumises, plus de 40 % des pays ont indiqué disposer d'au moins un mécanisme national⁶³, et environ 30 % ont évoqué l'existence de dispositifs de volontariat internationaux. De nombreux pays ont mentionné le volontariat international dans leurs examens nationaux volontaires⁶⁴. Des mécanismes de volontariat destinés aux jeunes, par exemple le Réseau de service et d'évaluation d'Azerbaïdjan (ASAN), ont fréquemment été présentés comme faisant partie intégrante des politiques et stratégies nationales relatives aux jeunes⁶⁵, et certains gouvernements ont fait état d'une intégration croissante du volontariat international⁶⁶.

Au niveau mondial, les volontaires peuvent s'exprimer dans le cadre des Nations Unies depuis 2015⁶⁷. Toutefois, **l'action des volontaires est en grande partie méconnue dans les stratégies et les plans de mise en œuvre aux niveaux mondial et régional.** Le volontariat ne reçoit pas l'attention et le soutien mérités dans les grands cadres ou documents stratégiques qui traitent de questions qui tendent à mobiliser tangiblement les volontaires, comme les migrations, le risque de catastrophes naturelles, l'urbanisation et, plus récemment, la COVID-19⁶⁸.

Au niveau régional, les stratégies qui encouragent le volontariat le font souvent en vue de renforcer les capacités des jeunes et d'intensifier la solidarité et l'identité régionale⁶⁹. De nombreux pays du Sud reconnaissent le volontariat comme relevant **de la coopération Sud-Sud**, soulignant ainsi leur évolution, passant du statut de bénéficiaire à celui de pourvoyeur de volontaires internationaux⁷⁰.

Des données factuelles lacunaires

Globalement, **l'intégration de projets de volontaires dans l'action élargie en vue de la réalisation des ODD** ne s'appuie sur suffisamment de données probantes, et ce malgré la reconnaissance du rôle essentiel que jouent les volontaires dans leur mise en œuvre⁷¹. Plusieurs exceptions sont à relever, à l'instar du Burkina Faso, où le programme national de volontaires fait partie intégrante des programmes plus globaux de réduction de la pauvreté⁷². Pour autant, la plupart des projets communiqués étaient autonomes, faisant état d'une valeur ajoutée au profit des volontaires (comme l'acquisition de compétences) ou de la cohésion nationale (citoyenneté, etc.), au-delà de leurs mérites dans le cadre *stricto sensu* de l'action élargie des ODD.

La plupart des mesures spécifiques de soutien aux volontaires ou d'intégration du volontariat dans les stratégies et les politiques publiques **n'ont pas confirmé que les approches étaient guidées par des données factuelles.** Il a été amplement fait état de nouvelles mesures visant à promouvoir le volontariat, mais les données factuelles concernant leur impact sur l'intégration des contributions des volontaires dans la mise en œuvre des ODD faisaient défaut. Or de telles mesures sont à incorporer dès le début dans la conception d'un projet pour comprendre en quel sens le volontariat change la donne, le cas échéant.

En outre, il ressort que **les politiques de soutien et d'intégration du volontariat se bornent à un éventail d'initiatives relativement limité.** Le volontariat local et communautaire et les volontaires informels étaient en grande partie exclus de tous les types de soutien, tandis que dans les stratégies de réduction des risques de catastrophes, le volontariat spontané (qui constitue souvent les premières interventions en temps de catastrophe) a été largement exclu des efforts d'intégration⁷³.

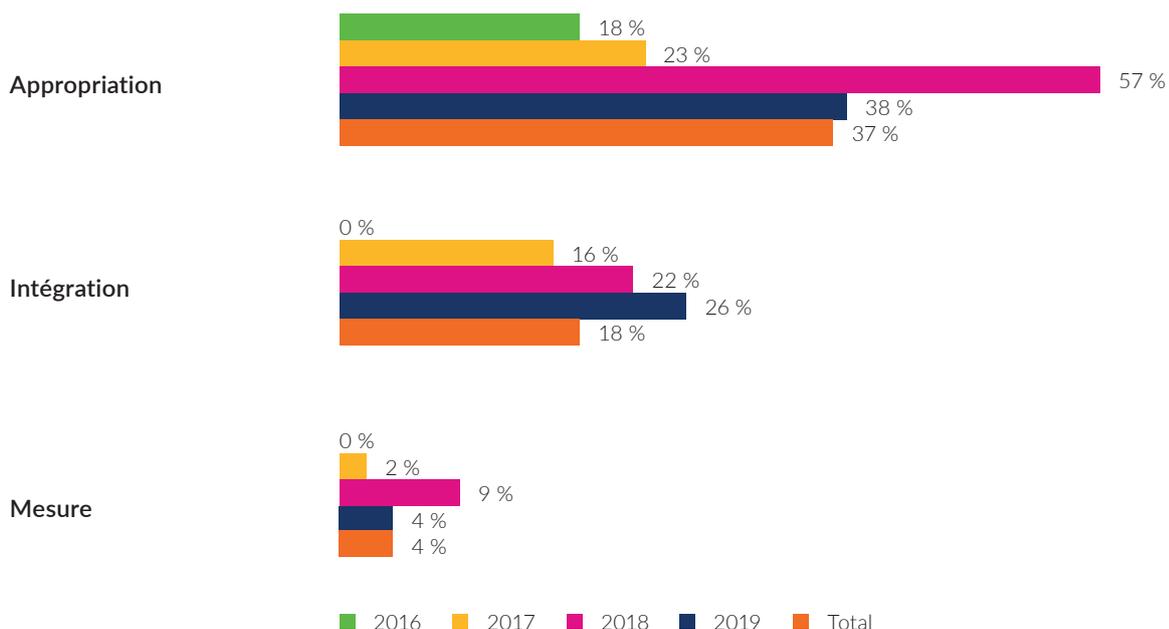
Enfin, **les projets et les initiatives ont eu tendance à faire appel aux volontaires en tant que « petites mains »** pour porter à exécution des mécanismes « descendants » à grande échelle, en particulier en ce qui concerne les services de base. Bien qu'il s'agisse là d'un atout notoire du volontariat, il ne faudrait pas omettre les autres contributions potentielles des volontaires – notamment en matière de soutien à l'innovation, de collaboration et d'auto-organisation –, lesquelles étaient en grande partie absentes des stratégies et des plans.

3.3. Mesures et recherches sur le volontariat

L'intégration efficace du volontariat dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 requiert des données factuelles pertinentes, ainsi que de meilleures connaissances pour soutenir l'action publique et la planification. En outre, comme le reconnaît le Plan d'action lui-même, la mesure du volontariat pourrait aider les parties prenantes à mieux comprendre les enjeux en matière de capacité d'agir, de dignité et de bien-être dans le cadre des ODD.

Jusqu'à récemment, il était fréquent de reconnaître les efforts des volontaires lors du partage d'expériences et à l'occasion de recherches spécifiques à un contexte et au niveau des projets, plutôt que de procéder à des analyses systématiques orientées vers des politiques et des stratégies à grande échelle. Il existe actuellement un décalage entre les recherches réalisées par les parties prenantes du volontariat et celles qui visent à analyser, prévoir et mesurer les progrès accomplis s'agissant des priorités nationales et mondiales. C'est ce que confirment les Examens Nationaux Volontaires, en révélant que les informations sur la mesure du travail des volontaires figurent au dernier des rangs des trois objectifs du Plan d'action, soit seulement 4 % pour l'ensemble des examens de 2016 à 2019.

Figure 7. Données factuelles à l'appui de chacun des trois objectifs du Plan d'action dans les Examens Nationaux Volontaires (2016–2019)



Pourcentage d'Examens Nationaux Volontaires prenant en compte des données factuelles relatives aux objectifs du Plan d'Action

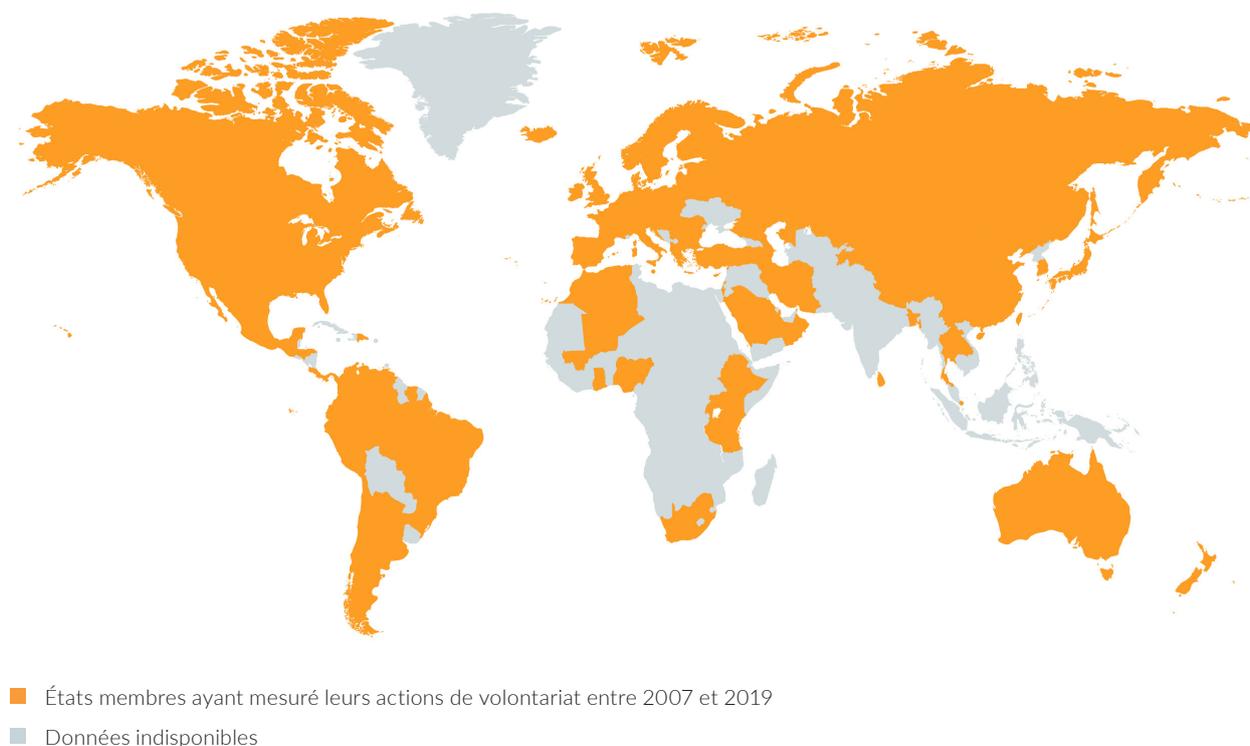
En dépit des modestes avancées enregistrées ces cinq dernières années, il est urgent d'accélérer le travail de mesure, de recherche et de collecte de données, afin d'adopter une approche fondée sur des données factuelles pour intégrer le volontariat au cœur de la Décennie d'Action. À cette fin, il convient d'établir de nouveaux partenariats entre les pouvoirs publics, le secteur privé, le monde universitaire et la société civile pour assurer à la fois la pertinence et la qualité de ce travail.

La priorité porte notamment sur des recherches et des mesures qualitatives, afin de mieux cerner les environnements propices au volontariat et la valeur du volontariat pour les groupes les plus laissés pour compte, par rapport à d'autres approches de développement. Les mesures statistiques continuent de faire défaut dans les pays du Sud ; or elles demeurent importantes pour construire une base commune et comparable entre les pays. Les données communiquées par les volontaires présentent un énorme potentiel, mais elles nécessitent des moyens et des mécanismes pour les intégrer correctement dans les systèmes nationaux. Il y a lieu de faire preuve d'innovation pour mieux cerner et mettre en place les modèles capables de combler les écarts entre les actions des volontaires et les objectifs stratégiques de l'action publique.

Les mesures statistiques demeurent incomplètes

Il existe un déséquilibre régional dans les efforts de mesure officiels⁷⁴. Les données de l'Organisation internationale du Travail (OIT) font ressortir d'importants déséquilibres géographiques dans les mesures, les pays du Nord étant ceux où elles sont effectuées le plus systématiquement (figure 8)⁷⁵. Selon les estimations de l'OIT, seuls dix pays d'Afrique subsaharienne et cinq pays de la zone des États arabes ont mesuré leurs actions de volontariat dans les statistiques officielles entre 2007 et 2019⁷⁶.

Figure 8. Efforts mondiaux de mesure officiels entre 2007 et 2019



L'absence de données ne concerne pas que le monde universitaire : **d'après les consultations régionales, il s'agit là d'un obstacle aux efforts d'intégration**⁷⁷. De nombreuses parties prenantes ont fait part d'un manque de données à même de rendre compte des contributions uniques du volontariat. Devant cette absence de données tant sur les effets que sur l'ampleur du volontariat, il est particulièrement difficile de plaider à l'échelon national en faveur de l'intégration du volontariat dans des stratégies de plus grande envergure⁷⁸. La mise à disposition de données ventilées est perçue comme un élément essentiel pour vérifier le degré d'appropriation et s'assurer que personne n'est laissé pour compte ; pourtant elle fait souvent défaut⁷⁹.

Les outils de mesure statistique devraient également être améliorés pour mieux étayer l'action des volontaires dans divers contextes. Il s'agit là d'un domaine spécifique qui a pris de l'ampleur depuis 2018, avec la mise à l'essai et l'élaboration de nouveaux outils et de nouvelles orientations en matière d'enquêtes dans les pays du Sud, à l'initiative du programme VNU et de l'OIT. Ces outils permettent une meilleure application de la définition statistique internationale sur le travail volontaire de 2013 – un impératif pour comparer les données sur l'action citoyenne dans les rapports ayant trait aux ODD⁸⁰.

De nombreux pays ont exprimé un vif intérêt à l'idée d'effectuer des mesures, y compris en allant au-delà de l'ampleur et des contributions escomptées, tout en reconnaissant les limites auxquelles ils sont confrontés⁸¹. Plusieurs exemples de mesure de la valeur économique du volontariat, y compris en nature, ont été communiqués⁸². Des pays ont également exprimé leur intérêt à mesurer la valeur non monétaire du volontariat, au-delà du PIB, en suivant des exemples donnés par des pays comme le Bhoutan, qui a élaboré un indice du bonheur national intégrant le volontariat⁸³.

Élargir l'angle des recherches

L'évolution des approches vis-à-vis de la recherche et des données offre la possibilité de combler les lacunes et d'élargir l'horizon couvert par les enquêtes. Les recherches qualitatives sur le volontariat accordent de plus en plus d'attention aux expériences du volontariat local et informel, ainsi qu'à ses effets tout au long du cycle de vie⁸⁴. Les parties prenantes tentent de démontrer la valeur économique et sociale du volontariat à l'aide de nouvelles approches et de nouveaux outils⁸⁵. Des études et des échanges de connaissances entre pays sont également de plus en plus répandus, y compris au sein des pays du Sud et entre eux⁸⁶. On assiste également au partage de nouveaux modèles et d'approches inédites qui aident dans une certaine mesure à saisir la valeur et les contributions des volontaires dans tous les domaines⁸⁷. Le réexamen des ensembles de données existants fournit également de précieux éclairages pour les décideurs. Le Plan d'action Challenge Innovation 2020 incite à intensifier la recherche dans ces domaines, avec la mise sur pied d'une communauté chargée de l'innovation en matière de mesure et la publication prochaine de sept documents exploratoires pour la Réunion Technique Mondiale (figure 9)⁸⁸.

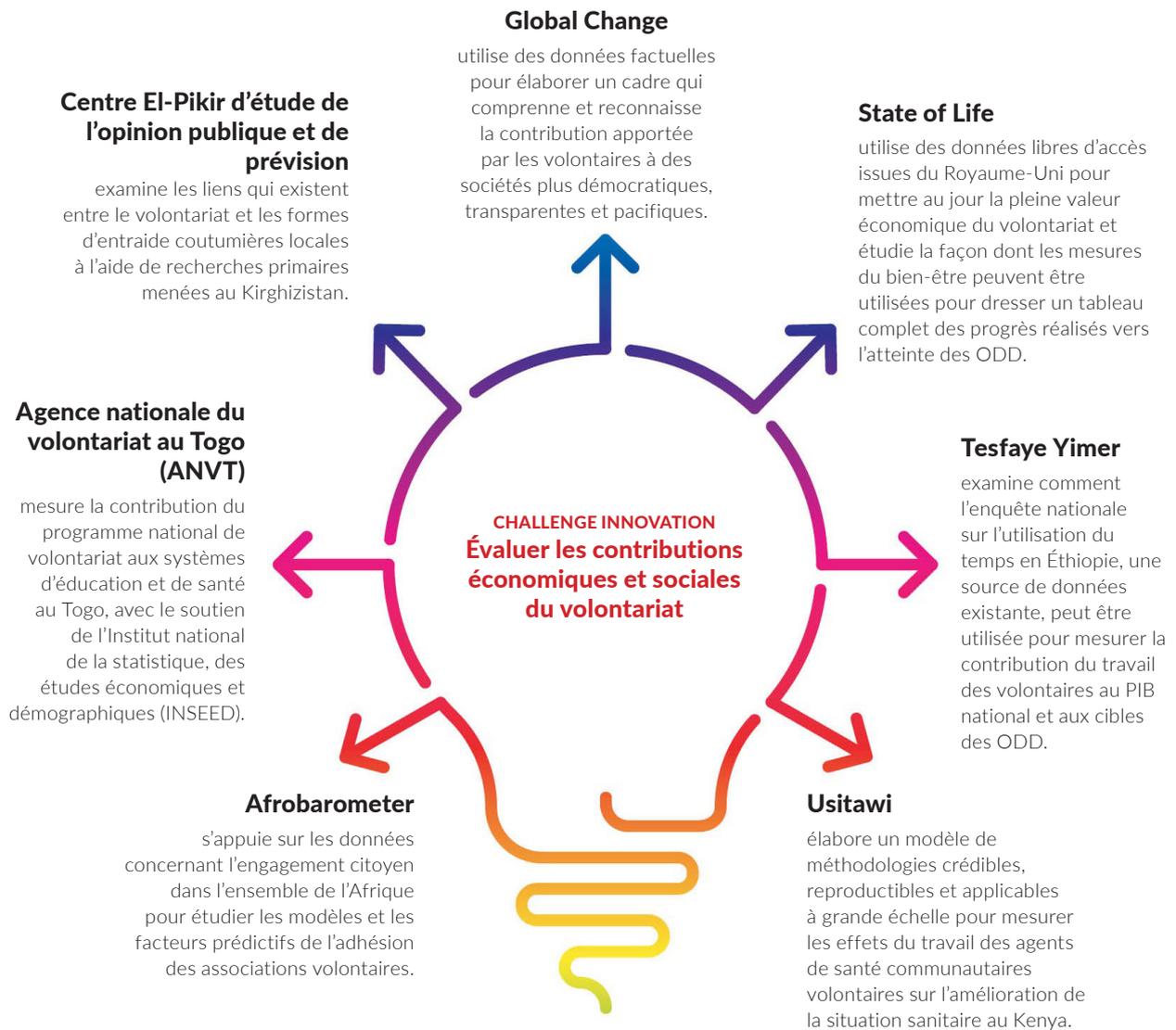
De nombreuses **initiatives de production participative** et de nombreuses **plateformes en ligne** ont été mises en place pour **recueillir des données sur le volontariat**⁸⁹. L'émergence rapide de ces méthodes souligne la nécessité de repenser les processus classiques de mesure et de surveillance des volontaires par l'adoption d'une perspective axée sur les mégadonnées. Pour ce faire, il convient de mettre en place des collectes de données dirigées par les citoyens, par le biais des technologies, en vue de dresser un tableau complet de l'action volontaire du niveau local au niveau mondial, toutes fonctions et tous secteurs confondus.

Malgré le potentiel de ces nouveaux outils et la demande de données plus sophistiquées par leurs biais, les **taux d'adoption et d'utilisation restent faibles**. Peu d'éléments attestent l'existence d'un dialogue entre les personnes collectant des données et les décideurs politiques. En réalité, il semble se produire un cercle vicieux, où le manque d'intégration politique empêche l'élaboration de structures et d'initiatives qui permettraient de mieux mesurer les effets en temps réel du volontariat, ce qui pourrait faciliter l'intégration de ces actions dans les efforts plus larges du Programme 2030.

Bien que la portée de la recherche s'élargisse et se diversifie, celle-ci reste limitée. Le volontariat dans les pays du Sud est de plus en plus étudié par des chercheurs issus de ces mêmes régions, mais souvent à partir d'un point de départ théorique marqué par l'influence des pays du Nord. Il est également urgent de s'intéresser de plus près aux questions d'appropriation et d'intégration. Certaines questions demeurent insuffisamment

étudiées, par exemple l'efficacité du volontariat dans la lutte contre diverses formes d'inégalités ou le risque que le volontariat puisse créer de nouveaux modèles inégalitaires.

Figure 9. Le Plan d'action Challenge Innovation



4. Réinventer les voies de l'intégration



L'avenir du volontariat est synonyme d'investissement dans la longue marche vers le développement durable, vers la réalisation d'un objectif commun : vivre dans un monde où chaque personne se sente bien.

Marie Mpacko Ngosso, répondante à l'enquête « Shape the Future of Volunteering: Online Conversations »⁹⁰

Les actions volontaires d'un milliard de personnes constituent une ressource essentielle pour les pratiques de travail au XXI^e siècle, offrant des possibilités considérables de transformation économique et sociale. Il reste à savoir toutefois si nos stratégies, nos politiques et nos méthodes de travail à échelle mondiale et nationale peuvent progresser au même rythme que ce facteur de changement. En s'appuyant sur les processus du Plan d'action de 2015-2020, cette dernière section met en avant plusieurs voies possibles pour maximiser les retombées de l'action des volontaires dans le cadre du Programme 2030.

Le présent rapport démontre que des progrès constants ont été réalisés vers l'atteinte des trois objectifs du Plan d'action. Toutefois, le potentiel du volontariat demeure inexploité. Les efforts de renforcement de l'appropriation sont restés axés sur une démarche de sensibilisation, de consultation et de participation. De même, pour ce qui est de la mobilisation des groupes les plus laissés pour compte, les efforts ont principalement ciblé les jeunes. Il est primordial que la Décennie d'Action marque une transition vers une appropriation plus significative par tous pour assurer la réalisation des ODD.

Il reste encore à la plupart des pays à inscrire le volontariat dans leurs plans de développement nationaux. Par ailleurs, les projets, programmes et partenariats de volontariat demeurent en grande partie isolés les uns des autres. Souvent, les investissements et le soutien déployés ciblent des volontaires formels et travaillant à temps plein, pour les inciter à intensifier la prestation et atteindre les personnes les plus laissées pour compte. La prochaine génération de politiques et de plans devrait s'appuyer sur ce constat pour examiner les contributions que peuvent apporter des volontaires de tous horizons, en particulier au niveau local, en tant qu'innovateurs, entrepreneurs, dirigeants, experts locaux et partenaires appréciés orientant eux-mêmes la dynamique de leur développement.

On constate une lente progression des mesures, bien que la couverture demeure inégale et que les modèles soient étroits et déconnectés des processus de prise de décisions. Il reste encore beaucoup à faire pour tirer pleinement parti des importantes contributions que peuvent apporter un milliard de volontaires ainsi que les organisations qui les soutiennent dans le cadre de la Décennie d'Action.

De nombreux enjeux importants ont été cernés dans le cadre des processus du Plan d'action, et les parties prenantes devront unir leurs efforts pour y répondre. Sont ainsi concernés les problèmes liés aux ressources et aux capacités, qui freinent les efforts d'intégration, les problèmes liés à la reconnaissance du volontariat par la population et les pouvoirs publics, ainsi que les tensions sous-jacentes entre la participation de l'État d'une part et l'espace dévolu à la société civile et les libertés civiques d'autre part. Cependant, le manque de données factuelles disponibles pour aller de l'avant reste le dénominateur commun à tous ces enjeux. Les consultations entrant dans le cadre du Plan d'action n'ont fait qu'effleurer la question. La Réunion Technique Mondiale de juillet 2020 n'est pas seulement la fin d'un processus, mais elle entend marquer le début d'un partage accru des connaissances, des expériences et des recherches entre les parties prenantes.

Pour autant, aux côtés de tous ces défis, un grand nombre de possibilités se dessinent. En dépit des progrès limités accomplis en matière d'intégration du volontariat, la valeur de ces activités à une multitude d'égards est largement reconnue. Malgré la lenteur du mouvement, le désir d'intégration s'exprime à de nombreux niveaux. Même si ses effets ne font pas l'objet d'assez d'études, l'action en faveur de l'appropriation par le volontariat est largement reconnue et reçoit un soutien croissant. Enfin, l'utilisation de mesures a suscité un intérêt considérable. S'est également manifestée une volonté d'avoir recours à des innovations et à des approches inédites permettant de recueillir des données de manière rentable.

La voie à suivre

Le volontariat et son écosystème évoluent continuellement et rapidement. La réinvention du volontariat en vue d'atteindre les ODD nécessite à la fois de faire le point sur les progrès réalisés à ce jour et d'anticiper les adaptations à apporter pour relever les nouveaux défis susceptibles de se présenter au cours de la décennie à venir. Parmi les trois objectifs du Plan d'action, plusieurs voies peuvent contribuer à maximiser les retombées du volontariat sur le Programme 2030.

Tout d'abord, **la définition du volontariat dans le monde doit être ajustée** pour soutenir toutes les formes de volontariat, en particulier les activités locales, traditionnelles et nouvelles dans les pays du Sud. Cette redéfinition, qui a déjà lieu dans les domaines de la recherche universitaire et de la recherche menée par les organisations employant des volontaires, est encore largement absente du discours politique mondial sur le volontariat, qui reste axé sur le volontariat formel – au niveau de la prestation de services, bien souvent. Une meilleure compréhension des nuances qui influent sur le contexte et les contours du volontariat, comme l'âge, le genre, la diversité et les inégalités socioéconomiques, peut ouvrir de nouvelles voies d'action et contribuer à empêcher l'apparition, par inadvertance, de nouvelles inégalités alors même que l'on tente de faire disparaître celles qui existent déjà. Cette démarche devrait se refléter dans la manière dont les pays envisagent des modèles d'inclusion et d'appropriation, la nature de l'intégration dans les stratégies et les plans à l'échelle nationale et les mesures mises en place pour mettre en évidence la valeur réelle du volontariat, en particulier au niveau local.

Pour aider à comprendre le volontariat et à le positionner de manière à maximiser ses retombées dans l'espace politique, **cette activité est à envisager comme une stratégie transformatrice**. Il est peu probable que des projets et des programmes basés sur des modèles descendants soient propices au développement des caractéristiques les plus importantes du volontariat et en démontrent la valeur dans les approches axées sur l'ensemble de la société. Par exemple, les réflexions axées sur l'avenir relevant du Plan d'action suggèrent que les investissements politiques dans le volontariat constituent⁹¹ une force mondiale de partage et de création conjointe de solutions, une force locale pour lutter contre la polarisation sociale, politique et économique en réunissant divers groupes sociaux, iii) un levier propice à une plus grande équité intersectionnelle et, enfin, un moyen de s'opposer au « solutionnisme numérique » (c'est-à-dire à l'application de la technologie à la vie des individus sans consultation ni compréhension globale de ses implications sur nos structures sociales).

Les efforts de mesure des volontaires doivent soutenir une intégration efficace. Depuis une dizaine d'années, on a tenté à de nombreuses reprises de quantifier les contributions des volontaires de plusieurs façons, en mettant fortement l'accent sur leur valeur économique⁹². Toutefois, il est également nécessaire d'adopter de nouveaux modèles plus globaux pour fournir des données et des éléments d'appréciation des contributions et des impacts du volontariat afin de le positionner là où il ajoute le plus de valeur. Au titre du Plan d'action, les parties prenantes ont élaboré un cadre pour rendre compte des contributions économiques et sociales apportées par le volontariat dans le contexte du Programme 2030⁹³. Il est possible d'envisager, à terme, l'adoption d'indicateurs communs pour le volontariat afin de favoriser une approche globale de la prise de décisions qui renforce ou complète les mesures du PIB, en aidant à intégrer des indicateurs du bien-être dans les processus décisionnels⁹⁴.

De nouvelles approches et de nouveaux outils pour le volontariat sont à élaborer. Comme le montre ce rapport, jusqu'à présent, la panoplie des moyens d'action politiques propices au volontariat a essentiellement consisté en des lois nationales et en des politiques et programmes de volontariat qui mobilisent des volontaires de manière formelle. À mesure que les parties prenantes auront recours au volontariat pour promouvoir la paix et le développement, il sera nécessaire d'évaluer les approches adoptées et d'actualiser et de déployer les outils utilisés. Quels types de financement peuvent aider les groupes informels à accéder à des ressources ? Quels types d'espaces peuvent être créés pour permettre à des personnes de divers milieux sociaux de se porter volontaires en tant que partenaires à part entière ? Quelles sont les structures de gouvernance les plus adaptées pour porter davantage la voix des volontaires locaux dans la prise de décisions ? Dans le cadre du Plan d'action, des pistes sont élaborées en collaboration avec des communautés se trouvant en situation de crise humanitaire ou victimes des effets du changement climatique et d'inégalités sociales et économiques omniprésentes en vue de trouver de nouvelles solutions et de diversifier les options de soutien.

Élargir les perspectives

Alors que nous comprenons de mieux en mieux la nature du volontariat et le potentiel qu'il présente à l'heure actuelle, sa réinvention a déjà commencé. Les éléments d'appréciation présentés par les parties prenantes dans le cadre du processus du Plan d'action font le bilan de l'intégration accomplie jusqu'à présent. Les discussions

qui auront lieu lors de la Réunion Technique Mondiale permettront à un large éventail d'acteurs de se réunir afin de réfléchir à la suite que nous voulons y donner.

Pour engager ce dialogue, il a été demandé à chacun des contributeurs de la prochaine section du rapport d'aborder un enjeu qui est essentiel pour déployer la force du volontariat pendant la Décennie d'Action et au-delà⁹⁵. Plutôt que d'apporter des réponses tranchées, ces interventions sont destinées à amorcer des conversations parmi toutes les parties prenantes du Plan d'action dans le but d'aider à renforcer le volontariat pendant la Décennie d'Action. Leurs contributions portent sur quatre domaines principaux :

- Ne laisser personne pour compte : comment le volontariat peut-il permettre de s'assurer que personne n'est exclu des processus de développement ? Ces contributions s'intéressent à la façon dont le volontariat peut permettre aux retombées des ODD d'atteindre le « dernier kilomètre » pour intervenir auprès des communautés les plus vulnérables, émanciper les personnes marginalisées et donner la parole à tous dans les processus décisionnels.
- De l'échelle locale à mondiale : comment les actions quotidiennes des volontaires, en particulier ceux qui travaillent au sein de leurs communautés, peuvent-elles créer les piliers essentiels à la réalisation du Programme 2030 ? Ces contributions s'intéressent à la façon dont un large éventail d'activités de volontariat peuvent renforcer la solidarité, améliorer la production de rapports concernant des enjeux complexes comme le changement climatique et répondre aux besoins des populations se trouvant en situation de conflit.
- Politiques et partenariats : quel soutien pouvons-nous apporter pour maximiser le potentiel du volontariat tout en protégeant les libertés et prévenant les risques d'abus ? Ces contributions s'expriment sur les mesures que peuvent prendre les pays et leurs partenaires de développement pour redéfinir un environnement propice au volontariat qui transcende les approches cloisonnées du passé.
- Perspectives des volontaires : comment les diverses perspectives des volontaires peuvent-elles façonner la réinvention du volontariat à l'appui du Programme 2030 ? Cette dernière série de contributions examine quelques-uns des grands enjeux à prendre en compte pour faire en sorte que le volontariat, pendant la Décennie d'action, soit éclairé par les perspectives des volontaires, même si les formes et les pratiques de mobilisation sont en constante évolution.

5. 20 questions sur le volontariat en 2020



Ne laisser personne pour compte

- Pouvons-nous valoriser le volontariat et le rendre égalitaire ? *Phumzile Mlambo-Ngcuka, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive d'ONU Femmes*
- Comment les technologies peuvent-elles faciliter l'accès au volontariat et non faire surgir de nouveaux obstacles ? *Gabriela Andrea Perona Zevallos, directrice exécutive du Projet spécial pour le bicentenaire de l'indépendance du Pérou*
- Le volontariat peut-il rapprocher les communautés migrantes des communautés d'accueil ? *Serge Bagamboula, chercheur, Collectif Formation Société asbl, membre du Bureau d'études pour les sans-papiers en Belgique*
- Quelles contributions les coalitions de volontaires peuvent-elles apporter à la lutte pour les droits des autochtones ? *José Francisco Calí Tzay, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*
- Comment faire évoluer le volontariat informel au-delà de son rôle de filet de sécurité à l'intention des personnes les plus laissées pour compte ? *Dr Lungile Patience Mabundza, département de sociologie et de l'action sociale, Université d'Eswatini*
- Comment le « volontariat des séniors » soutient-il la contribution des personnes âgées aux ODD ? *Association des centres de volontaires (Fédération de Russie)*

De l'échelle locale à mondiale

- Comment le volontariat dans le cadre de l'activisme social peut-il rapprocher les communautés ? *Lysa John, Secrétaire générale de CIVICUS*
- Comment les volontaires peuvent-ils passer du rôle de sonneurs d'alarme à celui de meneurs de la lutte contre le changement climatique ? *Aotearoa Climate Emergency (Nouvelle-Zélande)*

- Les volontaires peuvent-ils contribuer à la localisation des ODD par la collecte de données ? *Dr Poornima Dore, cheffe de la Gouvernance guidée par les données chez Tata Trusts (Inde)*
- Le volontariat local peut-il être maintenu en toute sécurité en situation de conflit ? *Bessy Valle Paz, responsable du volontariat à la Croix-Rouge hondurienne, et Stefan Agerhem, Conseiller principal sur le volontariat en situation d'urgence et de conflit à la Croix-Rouge suédoise*
- Quand la recherche et les politiques publiques rendront-elles mieux compte des complexités du volontariat, au-delà de la prestation de services ? *Tania Haddad, professeure adjointe d'administration publique et de gestion des organismes à but non lucratif à l'Université américaine de Beyrouth (Liban)*

Politiques et partenariats

- Comment s'assurer que le volontariat n'est pas une politique supplétive ? *S.E. Mme Victoire Tomegah-Dogbé, ministre du Développement à la base, de l'artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes (Togo)*
- Le volontariat peut-il nous aider à nous adapter à l'avenir du travail ? *Claudia Costin, directrice du Centre pour l'excellence et l'innovation dans les politiques d'éducation (Brésil) et membre de la Commission de l'OIT sur l'avenir du travail*
- Quels sont les nouveaux types de partenariat à envisager pour stimuler le volontariat dans les pays du Sud ? *Litia Mawi, ambassadrice (à la retraite) des Fidji pour le Pacifique et envoyée spéciale auprès du Conseil des organisations régionales dans le Pacifique (Fidji)*
- Le volontariat international fait-il partie du paysage du développement de l'après 2020 ? *Helge Espe, conseiller principal pour l'Agence norvégienne pour l'échange et la coopération (Norec)*
- Comment le volontariat des jeunes peut-il renforcer la coopération mondiale dans le cadre de la Décennie d'Action ? *Zhang Zhaohui, vice-président et secrétaire général de l'Association des jeunes volontaires chinois*

Points de vue des volontaires

- Comment pouvons-nous garantir que nos approches relatives au volontariat s'appuient sur une base de données vaste et diverse ? *Dr Jacob Mati, maître de conférences à l'université de Sol Plaatje (Afrique du Sud) et Helene Perold (Afrique du Sud), directrice de Helene Perold & Associates*
- Quels sont les liens entre l'activisme de la génération Y (les Millenials) et les autres formes de volontariat ? *Annisa Hasanah, entrepreneuse sociale et volontaire appartenant à la génération Y (Indonésie)*
- À quoi le « volontariat réinventé » pourrait-il ressembler sous la bannière de l'ONU ? *Alliance des groupes de volontaires*
- Que faut-il pour faire du XXI^e siècle le siècle du volontariat ? *Anton Bilokon, volontaire auprès de la Société ukrainienne de la Croix-Rouge, et Saja Awad, volontaire des Nations Unies national dans l'État de Palestine*

5.1. Ne laisser personne pour compte

Pouvons-nous valoriser le volontariat et le rendre égalitaire ?

Phumzile Mlambo-Ngcuka, Secrétaire générale adjointe des Nations Unies et Directrice exécutive d'ONU Femmes

Partout dans le monde, le travail des volontaires est essentiel à la survie et à l'épanouissement des communautés. Le volontariat permet à tous les individus, y compris les femmes et les plus marginalisés, de façonner leur développement personnel par le renforcement des compétences essentielles, la consolidation de liens communs et l'établissement de nouvelles relations. Avec l'appui voulu, le volontariat peut aussi faire progresser l'égalité entre les sexes en modifiant la perception du rôle des femmes dans la société, en les aidant à acquérir un capital social et en renforçant leurs capacités en matière de leadership.

Par exemple, l'initiative « HerStory », dirigée par des jeunes et soutenue par le Bureau d'ONU-Femmes pour la région des États arabes, rassemble 300 jeunes volontaires de toute la région pour assurer un suivi des moyens de communication de masse et des réseaux sociaux ; recueillir des témoignages sur les conséquences du COVID-19 à travers le prisme du genre ; et repérer ainsi que combattre la désinformation et les stéréotypes de genre néfastes véhiculés dans les entrées rédigées en arabe sur Wikipédia⁹⁶.

Néanmoins, les rôles et les activités des volontaires dans la communauté peuvent aussi refléter, voire perpétuer, les inégalités entre les genres. Le Rapport sur l'état du volontariat dans le monde 2018 a démontré que le travail volontaire est effectué en majeure partie par des femmes, en particulier lorsque l'on ne tient compte que des activités informelles⁹⁷. À l'échelle mondiale, les femmes accomplissent déjà en moyenne trois fois plus de tâches familiales et domestiques non rémunérées que les hommes⁹⁸. Si ces tâches sont effectuées pour des personnes ne faisant pas partie de la famille ou du ménage (faire des repas pour autrui, accompagner quelqu'un à un rendez-vous médical, garder des enfants à titre gratuit, etc.), il s'agit alors de travail volontaire. Le volontariat peut ainsi renforcer les rôles genrés et les inégalités sociales, politiques et économiques auxquelles les femmes et les filles sont déjà confrontées.

Pour « réinventer le volontariat » et parvenir à l'égalité des sexes dans le cadre de la Décennie d'action, il nous faut réfléchir à la manière de corriger ces déséquilibres. Cela doit commencer par une revalorisation et

“ **Les rôles et les activités des volontaires dans la communauté peuvent aussi refléter, voire perpétuer, les inégalités entre les sexes.**

une reconnaissance accrue des rôles de volontaires traditionnellement dévolus aux femmes. Dans le cadre de la lutte contre la crise du COVID-19, par exemple, des volontaires ont livré des repas à des voisins, cousu des masques et offert leurs services à des lignes d'assistance téléphonique pour répondre à des appels au sujet de violence domestique. Toutes ces contributions sont autant de liens sociaux essentiels, notamment au fonctionnement de nos économies. Ainsi, la contribution des femmes à tous les types de services à la personne a été évaluée à 11 000 milliards de dollars, soit 9 % du PIB mondial⁹⁹.

Une autre étape importante de la réinvention du volontariat consiste à s'attaquer aux normes sociales et fondées sur le genre qui découragent les hommes d'entreprendre des activités volontaires et limitent les perspectives offertes aux femmes. Il s'agit pour cela de permettre l'attribution de rôles non traditionnels aux femmes et de leur donner la parole dans les espaces de prise de décision, de manière à parvenir à une plus grande inclusion et de présenter des modèles encourageant le leadership des femmes. Il est également indispensable d'encourager les hommes à se porter volontaires à des rôles qui sont traditionnellement dévolus aux femmes, comme l'apport d'un soutien émotionnel aux communautés en situation de crise ou de conflit. Au niveau local, il convient de mettre en place plus d'initiatives comme « L'École des maris » au Niger¹⁰⁰, qui cherche à équilibrer les rôles liés au genre en responsabilisant et faisant participer davantage les hommes pour répondre à des enjeux touchant la santé et l'hygiène, par exemple, au sein de la communauté. À l'instar de la campagne d'ONU-Femmes #HeForSheAtHome (qui encourage les hommes et les garçons à assumer une part égale des tâches ménagères pendant et après la pandémie de coronavirus), il faut également que les hommes s'acquittent de leur juste part du travail volontaire, en reconnaissant l'existence de ces inégalités au niveau communautaire.

Au sein d'ONU-Femmes, nous avons également constaté à quel point l'accès à des possibilités de volontariat formel contribue à l'épanouissement de notre personnel. Nous comptons actuellement 234 volontaires des Nations Unies qui travaillent avec nous, ce qui équivaut à 8 % de notre effectif. En outre, 64 % d'entre eux sont des volontaires nationaux, apportant ainsi leur expertise locale et contribuant à renforcer les capacités nationales. Pourtant, nous devons encore faire plus pour veiller à ce que tous les types de volontariat, y compris le volontariat local, puissent contribuer à l'égalité entre les sexes. Alors que nous œuvrons ensemble à reconstruire des sociétés plus fortes et plus égalitaires, y compris par le biais de la campagne « Génération Égalité »¹⁰¹ d'ONU-Femmes, il est important de reconnaître et d'apprécier à sa juste valeur le travail volontaire comme un élément crucial de l'action mondiale qui s'impose, en veillant à ce qu'il relève d'un effort partagé et d'une marque de solidarité entre tous les genres.

Comment les technologies peuvent-elles faciliter l'accès au volontariat et non faire surgir de nouveaux obstacles ?

Gabriela Andrea Perona Zevallos, directrice exécutive du Projet spécial pour le bicentenaire de l'indépendance du Pérou

En 2021, le Pérou célébrera deux cents ans d'indépendance. Pour marquer l'événement, nous avons redoublé d'efforts pour atteindre les ODD en favorisant le dialogue national autour du développement durable, ainsi qu'en lançant une mobilisation citoyenne inédite par le biais de notre Programme de volontaires nationaux du bicentenaire. Ce nouveau programme vise à créer un groupe de citoyens engagés et à leur donner les outils dont ils ont besoin pour devenir des agents du changement social au moyen de l'action volontaire.

Il est essentiel de comprendre comment les technologies peuvent améliorer le programme pour faire en sorte qu'il bénéficie aux plus vulnérables. Ces derniers mois, les nouvelles difficultés posées par la pandémie de COVID-19 n'ont fait qu'accentuer la nécessité de cette démarche. Le confinement obligatoire a privé des milliers de Péruviens vulnérables de l'accès à des denrées alimentaires ou à la protection sociale. L'impossibilité de quitter leur domicile les a en outre mis face à des risques accrus de violence domestique. Pour s'attaquer à ces problèmes, le ministère du Développement et de l'inclusion sociale a mis en place un nouveau réseau en ligne destiné à élargir et à intégrer l'action du Programme des volontaires nationaux du bicentenaire dans les interventions publiques de lutte contre la pandémie. C'est la première fois que le volontariat en ligne est mis en œuvre au Pérou à une telle échelle.

Cette initiative lancée sur Internet a permis à des volontaires de venir immédiatement en aide à des milliers de personnes vulnérables en leur apportant un soutien psychologique et en les informant des aides publiques et des services disponibles, y compris à l'intention des personnes handicapées et des personnes âgées. Ainsi, la crise de la COVID-19 a mis en évidence l'utilité des technologies pour élargir le champ d'action et atteindre les populations les plus vulnérables. Par ailleurs, cette situation illustre bien toute la souplesse du recours aux technologies. Tout au long de la pandémie, le programme a dû gérer et recruter des volontaires à distance en plus d'élaborer de nouveaux supports de formation et processus de soutien en ligne à l'intention des participants.

Toutefois, la crise nous montre aussi que pour être vraiment efficaces, nous devons nous assurer que la numérisation est véritablement inclusive, non seulement pour fournir des services aux personnes les plus laissées pour compte, mais aussi pour assurer la pleine participation de citoyens de tous horizons par l'intermédiaire du volontariat. Au Pérou, les technologies ne doivent pas servir à dresser de nouveaux obstacles à la participation, mais à faciliter l'accès au volontariat pour permettre à tous les citoyens d'apporter leur contribution. La mise en place des mesures a été coordonnée avec des entreprises privées de téléphonie et d'Internet au niveau national, ce qui a permis d'appuyer les interventions de nos volontaires tout au long de la pandémie de COVID-19. Grâce aux partenariats conclus avec ces entreprises, les volontaires ont pu bénéficier de données gratuites sur leur téléphone mobile pour accéder à la plateforme de volontariat et passer des appels, et ce indépendamment de leur situation financière.

Ainsi, un appui matériel aux activités n'est pas la seule forme de soutien nécessaire pour permettre la mobilisation de citoyens de tous horizons. Lors des interventions de lutte contre la pandémie, nous avons rapidement mesuré toute l'importance de veiller à ce que notre réseau numérique soit en mesure de fournir un soutien, notamment psychologique, aux volontaires. En adoptant une méthodologie « en cascade », mise au point avec l'aide du programme VNU et du PNUD, des groupes de volontaires ont été formés pour fournir un soutien émotionnel ainsi que des conseils touchant à la santé mentale à d'autres volontaires.

Toutefois, des difficultés demeurent pour veiller à ce que les technologies soient propices à un volontariat inclusif. Par exemple, nous devons élaborer des protocoles pour mieux protéger les données à caractère personnel et poursuivre les efforts engagés pour surmonter les obstacles à l'accès numérique et faire en sorte que chaque personne puisse bénéficier du volontariat, quelle que soit sa situation personnelle.

Le Pérou poursuit une démarche de développement durable sur le plan national et mondial allant de pair avec les technologies et les actions de ses citoyens. Lorsqu'elles sont utilisées de manière accessible et favorisent une large participation communautaire, les nouvelles technologies peuvent être de puissants outils ouvrant des perspectives de volontariat. Elles peuvent ainsi permettre à des volontaires, au Pérou et partout dans le monde, d'unir leurs forces et de promouvoir, que ce soit en personne ou à distance, la solidarité, l'entraide, l'empathie et le pouvoir transformateur de l'action collective.

“ Au Pérou, les technologies ne doivent pas servir à dresser de nouveaux obstacles à la participation, mais à faciliter l'accès au volontariat pour permettre à tous les citoyens d'apporter leur contribution.

Le volontariat peut-il rapprocher les communautés migrantes des communautés d'accueil ?

Serge Bagamboula, chercheur, Collectif Formation Société asbl, membre du Bureau d'études des sans-papiers en Belgique

De tout temps, les guerres, les catastrophes naturelles, la famine, la pauvreté et les autres conséquences des grands bouleversements mondiaux ont entraîné des migrations internationales et au sein des pays mêmes. Les déplacements massifs de personnes en quête de sécurité, de sûreté ou d'une vie meilleure continuent de poser des défis aux gouvernements des pays d'accueil et aux organisations humanitaires.

Au titre de la Convention de Genève et d'autres instruments internationaux, les États sont tenus d'accueillir les personnes déplacées afin de préserver le droit fondamental à la vie et à la sécurité personnelle¹⁰². Les États n'ont pas le droit de renoncer à fournir soutien aux réfugiés et aux populations déplacées. Toutefois, lorsqu'ils sont lents à intervenir, il est fréquent que des volontaires issus des communautés d'accueil se mobilisent pour aider à améliorer les conditions de vie des nouveaux arrivants. Qu'il s'agisse de distribuer de la nourriture, de l'eau et des articles d'hygiène personnelle ou de faciliter l'accès à un logement décent, à des soins de santé, à l'éducation et à l'emploi, le volontariat noue des liens entre les acteurs et entre les services qu'ils procurent. Ce soutien contribue à renforcer les liens sociaux et à créer des sociétés plus hospitalières, plus humaines et plus équilibrées.

“ **Le volontariat n'est pas un acte de charité, mais plutôt de solidarité.** ”

Le volontariat des communautés d'accueil n'est pas un acte de charité, mais plutôt de solidarité. Les associations au sein desquelles travaillent ces volontaires garantissent la sécurité et la dignité des personnes qu'elles accueillent. Elles se chargent de fournir des informations, des conseils, de la formation (linguistique et pédagogique), du soutien et de l'aide matérielle, autant d'éléments essentiels au renforcement des capacités des migrants.

Pour autant, il est fréquent d'oublier que les migrants et les réfugiés contribuent souvent eux-mêmes au renforcement de leurs propres compétences et capacités. Dès lors qu'on leur en donne les moyens, les migrants peuvent rompre les cycles de la dépendance par leurs contributions significatives à tous les domaines de la vie, y compris par le volontariat. Le volontariat permet aux migrants de se sentir utiles et contribue à rétablir leur autonomie et leur bien-être général. Leur participation intellectuelle et physique au moyen du volontariat est à encourager par les autorités publiques, qui peuvent mettre sur pied des projets de volontariat sollicitant la participation conjointe des migrants et de la population locale.

L'opinion publique n'est pas toujours favorable à l'accueil de migrants. Cependant, par leur action, les volontaires des communautés d'accueil et des populations migrantes peuvent aider à dissiper les préjugés sur la migration. Le volontariat repose sur un rapport donnant-donnant : il profite aussi bien aux volontaires qu'aux personnes à qui ils viennent en aide. À ce titre, il s'agit là aussi d'une perspective utile pour analyser la relation qui existe entre la migration et le développement. S'il ne fait nul doute que les autorités publiques doivent venir en aide aux migrants, il est également important de soutenir et d'encourager les volontaires et le volontariat pour continuer de réduire les inégalités et de nouer de vrais liens entre les migrants et les communautés d'accueil.

Quelles contributions les coalitions de volontaires peuvent-elles apporter à la lutte pour les droits des autochtones ?

José Francisco Calí Tzay, Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

On estime à 370 millions le nombre de personnes autochtones dans le monde. Pourtant, la plupart d'entre elles restent largement exclues des grands processus décisionnels. De ce fait, bien que représentant 5 % de la population mondiale, 15 % des populations autochtones souffrent d'extrême pauvreté¹⁰³. Le racisme structurel, la discrimination et la marginalisation continuent de priver les peuples autochtones du droit à un véritable développement durable autodéterminé, par opposition au « développement » imposé par d'autres personnes. Cette situation bafoue non seulement leurs droits fondamentaux, en créant des conditions propices aux conflits, mais elle empêche également les efforts de développement de s'appuyer de manière durable sur leurs précieuses compétences, connaissances et créativité.

Pour lutter contre cette marginalisation, qui se retrouve toutes régions géographiques et toutes traditions culturelles confondues, le volontariat constitue un moyen vital pour les peuples autochtones de s'organiser eux-mêmes et de s'autonomiser autour de leurs propres priorités. Le volontariat encourage la mise en œuvre de stratégies collectives et contextuelles pour remédier aux problèmes¹⁰⁴. Il s'agit là d'une considération

particulièrement importante pour les peuples et les groupes marginalisés qui n'ont pas accès au pouvoir politique et sont dépourvus de moyens.

Les réseaux de volontaires et les assemblées populaires formés par des communautés autochtones à Tehuantepec, au Mexique, partagent des informations et coordonnent des actions visant à revitaliser les formes traditionnelles d'autogouvernance face aux attaques dont sont victimes des défenseurs autochtones des droits humains¹⁰⁵. De même, au Guatemala, des campagnes menées par des volontaires au sein de communautés autochtones revendiquent le droit à la consultation concernant des projets de développement impliquant des ressources naturelles¹⁰⁶. Enfin, des volontaires autochtones du monde entier ont dirigé des interventions visant à protéger les communautés autochtones des graves risques que la pandémie de COVID-19 présente pour eux¹⁰⁷.

Toutefois, les volontaires autochtones et les coalitions de volontaires se heurtent aux mêmes obstacles qui existent dans les autres contextes de volontariat. Le volontariat n'est en aucun cas une solution miracle. Les efforts des coalitions de volontaires peuvent être récupérés par des étrangers, avec le risque de voir les causes défendues par les peuples autochtones s'amoinrir ou se faire absorber par des préoccupations soutenues à plus grande échelle ou par un plus grand nombre de personnes. S'ajoute à cela le risque universel que, faute d'un encadrement adéquat, le volontariat en vienne à exclure, à exploiter ou à priver de leur autonomie les groupes les plus vulnérables. En raison de la dynamique du pouvoir qui s'exerce au sein des communautés et entre elles, il est possible que ceux qui sont déjà marginalisés ne bénéficient pas du volontariat ou finissent par être encore plus exploités. Lorsque les emplois sont rares, ce n'est pas le volontariat qui permet de nourrir une famille, et il est important de reconnaître les limites de l'action volontaire lorsque des moyens de subsistance adéquats viennent à manquer.

Quand les peuples autochtones unissent leurs forces pour aller au-delà de l'action individuelle ou collective, ils se donnent les moyens d'élargir les coalitions entre les populations marginalisées pour influencer sur les processus de prise de décisions. Soutenues par le volontariat, ces coalitions ont fait progresser les causes des peuples autochtones, ont amélioré le partage de l'information et contribué à la mise en commun plus efficace des ressources. Elles continueront de faire avancer les mouvements autochtones dans le cadre de cette Décennie d'Action, jusqu'à ce que soient pleinement respectés les droits des peuples autochtones à prendre leurs propres décisions pour leurs communautés et à participer à tous les processus de prise de décisions les concernant.

L'auto-organisation volontaire est un moyen important (et souvent le seul à disposition) pour les populations autochtones d'exprimer leurs préoccupations. La réinvention du volontariat dans le cadre de la Décennie d'Action relève d'une démarche de réflexion sur les meilleurs moyens de soutenir les volontaires autochtones dans les espaces dont ils sont exclus depuis trop longtemps, tout en évitant que leurs efforts ne soient récupérés ou exploités. Il s'agit alors d'inscrire ce soutien dans des politiques, des stratégies et des partenariats plus larges pour veiller à ce que les revendications autochtones soient entendues et y donner suite avant qu'il ne soit trop tard.

“ **L'auto-organisation volontaire est un moyen important (et souvent le seul à disposition) pour les populations autochtones d'exprimer leurs préoccupations.** ”

Comment faire évoluer le volontariat informel au-delà de son rôle de filet de sécurité à l'intention des personnes les plus laissées pour compte ?

D^r Lungile Patience Mabundza, département de sociologie et de l'action sociale, Université d'Eswatini

D'après l'Organisation internationale du Travail, environ 10 % seulement des populations de l'Afrique subsaharienne seraient couvertes par un régime public de sécurité sociale¹⁰⁸. Savoir comment les 90 % restantes se protègent est essentiel pour comprendre l'importance du volontariat informel, en particulier dans les milieux à faible revenu. L'Eswatini est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure où près de

60 % de la population vit en dessous du seuil national de pauvreté¹⁰⁹. En outre, la sécurité sociale de l'État ne couvre et ne protège que les salariés ; les personnes les plus pauvres sont ainsi laissées pour compte, d'où toute l'importance que revêt le volontariat informel comme mécanisme de survie et de résilience¹¹⁰.

La mobilisation locale est essentielle à la viabilité du développement. Le volontariat informel encourage les modèles de développement axés sur les personnes, orientés vers les solutions et fondés sur la responsabilité, la solidarité et la réciprocité¹¹¹. Alors que les services offerts par les volontaires informels sont vitaux pour

« Souvent, les efforts des volontaires informels passent inaperçus, sont ignorés et ne sont pas appréciés à leur juste valeur.

répondre aux besoins élémentaires de la communauté, le volontariat informel peut aussi contribuer à renforcer la capacité entrepreneuriale, le capital social et la participation à la gouvernance communautaire. Sous l'impulsion de volontaires informels, la capacité d'adaptation des communautés peut apporter des solutions locales à des problèmes locaux, en permettant aux habitants de mieux se préparer aux contraintes et aux perturbations futures¹¹².

Tous ces facteurs soulignent le rôle extrêmement important dévolu au volontariat informel pour atteindre les ODD, ces activités contribuant à protéger les communautés des risques. Or, souvent, les efforts des volontaires informels passent inaperçus, sont ignorés et ne sont pas appréciés à leur juste valeur par les gouvernements et leurs partenaires

de développement. Des efforts plus importants doivent donc être déployés pour valoriser le volontariat informel comme atout pour la réalisation des ODD, tout en veillant à ce que les volontaires informels ne soient pas exploités et que leur travail ne soit pas utilisé comme substitut à d'autres formes de soutien nécessaire à mesure que d'autres filets de sécurité voient le jour.

Parallèlement à ces mesures de soutien aux volontaires informels, de nouvelles stratégies s'imposent pour favoriser la prise en charge progressive de tous les citoyens au moyen de filets de sécurité plus formels.

Lorsque les temps sont durs, le volontariat informel ne suffit pas. S'impose également un soutien universel et durable aux personnes les plus laissées pour compte, au-delà de celui qui peut être fourni par les communautés elles-mêmes.

Pour ce faire, il faut réunir d'autres éléments d'appréciation pour comprendre comment des formes d'action volontaire peuvent accompagner la prise en charge progressive, au moyen de filets de sécurité, des populations dépourvues d'un emploi formel dans les milieux les plus pauvres. Par exemple, des projets de volontariat développant les compétences des volontaires et mettant leur temps et leurs efforts à la disposition des autorités pourraient permettre d'alléger des lignes budgétaires afin d'élargir la couverture de la protection sociale. Toutefois, toutes ces possibilités ne peuvent servir de filet de sécurité que si elles sont à caractère universel, indépendamment de l'âge, du sexe ou du handicap.

Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille abandonner les forces distinctives que le volontariat informel apporte à nos communautés, comme l'idée d'un lien de partage reliant l'humanité, ou *ubuntu*¹¹³. Il va de soi qu'il faut protéger ces aspects du volontariat, si importants pour les communautés. Tant que les États continueront d'être aux prises avec des ressources et des moyens limités, le volontariat informel continuera de fournir un soutien vital aux plus vulnérables.

Les acteurs du développement doivent reconnaître qu'un développement véritablement transformateur et participatif doit s'appuyer sur les capacités existantes des communautés et les compléter. De même, si nous voulons atteindre les ODD, il est nécessaire de réfléchir de manière innovante à la façon dont les efforts des volontaires peuvent également contribuer à assurer la bonne combinaison de systèmes informels et formels pour protéger les plus vulnérables. Il devrait s'agir là d'un effort commun entre les citoyens et les États pour la Décennie d'Action.

Comment le « volontariat des séniors » soutient-il la contribution des personnes âgées aux ODD ?

Association des centres de volontaires, Fédération de Russie

Le volontariat est une expérience transformatrice tout au long du cycle de la vie et bénéficie de la participation de tous les groupes d'âge de la société. Même si tous les types de volontaires œuvrent souvent à résoudre les problèmes auxquels sont confrontées les populations âgées, il est également important de cesser de traiter ces populations comme un groupe sans défense et de reconnaître leur capacité d'agir et leurs contributions au développement durable¹¹⁴.

Tout porte à croire que les activités de volontariat réalisées par des adultes âgés peuvent contribuer à améliorer la qualité de vie en créant un sentiment d'appartenance, d'appropriation et de satisfaction d'être en mesure de donner quelque chose en retour à la société¹¹⁵. En Russie, c'est bien la reconnaissance de ces avantages qui éclaire le principe du volontariat tout au long de la vie, autour duquel s'articule la stratégie nationale de soutien aux volontaires. Cette approche offre la possibilité de s'engager activement par le biais du volontariat à des individus de tous les groupes d'âge, y compris les plus âgés, dénommés « volontaires séniors ».

L'Association des centres de volontaires est la plus grande organisation employant des volontaires en Russie et surveille l'évolution du volontariat des séniors dans tout le pays afin d'améliorer le soutien aux initiatives dans ce domaine. Des données récentes montrent que depuis 2013, le nombre de personnes de plus de 55 ans qui participent au volontariat est passé de 3 % à 9 % du total de la population russe¹¹⁶. Trois facteurs expliquent cette hausse.

Premièrement, c'est au niveau présidentiel que le développement du volontariat des séniors en Russie a été décrété une priorité, reprise par les pouvoirs publics en coordination avec les organisations nationales et locales impliquant des volontaires. Adoptée en 2016, la stratégie nationale d'actions en faveur des personnes âgées dans la Fédération de Russie jusqu'en 2025 intègre le volontariat dans la politique gouvernementale de « longévité active ». Dans le cadre de sa propre stratégie, l'Association des centres de volontaires s'est associée avec les pouvoirs publics pour mettre en œuvre le programme national « Jeune dans l'âme »¹¹⁷. Y participent actuellement près de 30 000 volontaires âgés de 55 ans et plus, par l'intermédiaire de plus de 300 organisations.

Deuxièmement, le renforcement des capacités a été retenu comme un domaine important pour encourager le volontariat des séniors. Le programme « Jeune dans l'âme » a élaboré une formation sur mesure, à la fois pour les volontaires et pour les superviseurs. Celle-ci comprend des recommandations et des bonnes pratiques sur l'organisation d'activités de volontariat pour les personnes âgées ainsi que des informations visant à favoriser le vieillissement en bonne santé du corps et de l'esprit. En 2019, l'Association des centres de volontaires a lancé le site www.dobro.ru, la plus grande plateforme en ligne réunissant des ressources liées au volontariat de Russie et de la Communauté des États indépendants. Le site, dont le nom (*dobro*) veut dire gentillesse en russe, comprend deux plateformes en ligne : l'une fait le lien entre les volontaires et les projets de volontariat, et l'autre est consacrée à l'apprentissage et met des supports spécifiques sur le volontariat des séniors à disposition.

Enfin, la reconnaissance est un élément essentiel pour valoriser et encourager les contributions individuelles des volontaires séniors et favoriser des pratiques innovantes. Un forum à l'intention des volontaires séniors est organisé tous les ans au mois d'octobre en Russie pour célébrer la Journée internationale des personnes âgées, et des concours nationaux annuels comme « Volontaire de Russie » reconnaissent les initiatives existantes et fournissent un soutien pour encourager la mise en œuvre de nouveaux projets impliquant des volontaires âgés dans tout le pays.

Alors que l'âge moyen de la population mondiale vieillit, les personnes âgées ont un rôle essentiel à jouer dans la réalisation du Programme 2030 et des ODD. Même si le vieillissement de la population touche

“ Les activités de volontariat réalisées par des adultes âgés peuvent contribuer à améliorer la qualité de vie en créant un sentiment d'appartenance, d'appropriation et de satisfaction. ”

chaque pays à un rythme qui lui est propre, le volontariat des seniors mérite une plus grande reconnaissance et davantage de soutien, non seulement comme facteur essentiel au vieillissement en bonne santé, mais aussi comme force stratégique favorisant le développement durable et le renforcement de la cohésion communautaire.

5.2. De l'échelle locale à l'échelle mondiale

Comment le volontariat dans le cadre de l'activisme social peut-il rapprocher les communautés ?

Lysa John, Secrétaire générale de CIVICUS

La participation est un droit humain profondément enraciné dans notre besoin de former et d'exprimer des opinions et d'influencer les structures qui façonnent nos vies. Alors que les communautés sont de mieux en mieux connectées par les technologies, leur cohésion est de plus en plus menacée. La polarisation grandissante, le changement climatique, les guerres, les inégalités économiques et les maladies ignorent les frontières nationales. Aujourd'hui plus que jamais se fait sentir la nécessité d'œuvrer ensemble pour remédier à des problèmes communs. La scène internationale est donc devenue une sphère d'action légitime permettant aux individus et aux organisations de revendiquer leurs droits et faire progresser le changement en cette Décennie d'Action pour les ODD.

L'activisme social est une forme puissante de volontariat, propice à l'inclusion sociale grâce à la mobilisation des citoyens à des processus de développement participatif¹¹⁸. Les combats les plus réussis de ces derniers temps – contre le colonialisme et l'autoritarisme, et pour les droits des femmes et des LGBTQI – englobent les actes spontanés, volontaires et locaux des citoyens ainsi qu'une planification et un engagement au niveau des organisations. Par l'entremise du volontariat, les individus peuvent faire changer la donne. Ce type d'activisme peut commencer par un « like » sur les médias sociaux, bien que les nouvelles technologies offrent également des outils pour mobiliser les citoyens de manières inédites et créatives.

Seulement 3 % de la population mondiale vit actuellement dans des pays où les droits fondamentaux d'expression, de réunion et d'association sont, en général, protégés et respectés¹¹⁹. Ces derniers temps nous savons comment la menace que fait peser la pandémie de COVID-19 sur la santé publique est exploitée pour restreindre les libertés, et réprimer les revendications démocratiques. Les ODD doivent donc fournir l'occasion de modéliser de nouveaux processus démocratiques internationaux et nationaux pour l'engagement civique. Il est important de faire prendre conscience au public que les ODD ne seront atteints que par l'adoption de mécanismes clairs favorisant l'engagement civique, comme ceux offerts par le volontariat et l'activisme social.

Une mobilisation renouvelée du volontariat de l'activisme social s'impose pour fédérer les communautés. Il nous faut stimuler et entretenir trois aspects : la participation, la confiance et la compétence. De même, les organisations de développement qui emploient des volontaires doivent accompagner ces derniers dans leur démarche d'activisme. C'est ce qui permettra de créer des liens avec les citoyens qui participent déjà à des activités volontaires au niveau communautaire, depuis l'échelle locale jusqu'à l'échelle internationale. On peut citer en exemple « Innovation for Change » (I4C), un réseau mondial dirigé par la communauté qui collabore

“ Les possibilités offertes aux individus et aux communautés de contribuer aux ODD par le biais du volontariat peuvent aider à formuler un nouveau discours puissant sur notre avenir partagé.

à la protection de l'espace civique et s'inspire d'expériences mondiales pour surmonter les restrictions aux libertés fondamentales de réunion, d'association et de parole¹²⁰, ou encore la plateforme collaborative du Groupe sur la diversité et l'inclusion pour la mise en réseaux et l'action (DIGNA), qui permet aux individus et aux organisations de créer conjointement des stratégies d'inclusion dans divers contextes¹²¹.

Il est impératif que la Décennie d'Action marque le prélude à une série de nouveaux débats inclusifs, à l'échelle nationale et locale, au sujet du sens que revêt l'unité et sur le caractère universel des valeurs démocratiques. Y contribueront les groupes traditionnellement exclus et ceux qui auparavant n'étaient pas reconnus comme citoyens. Ce faisant, nous devons promouvoir l'inclusion des groupes exclus dans les systèmes et institutions démocratiques existants et créer de nouveaux espaces qui permettent aux volontaires d'acquérir les compétences et la confiance nécessaires à leur participation. Comme le montrent les exemples de budgétisation participative et d'octroi de subventions sous le contrôle de la communauté, les meilleures décisions sont prises quand il est demandé aux populations de collaborer pour définir leurs priorités économiques et sociales.

C'est en favorisant des moyens pour encourager les individus et les communautés à contribuer aux ODD par le biais du volontariat qu'il sera possible de formuler un nouveau discours puissant sur notre avenir partagé, qui réponde aux griefs contemporains et offre une vision positive unissant les communautés. La Décennie d'Action est l'occasion de réaffirmer les liens directs qui existent entre développement et démocratie et de reconnaître le rôle essentiel des volontaires en tant qu'agents du changement dans le cadre de ces processus.

Comment les volontaires peuvent-ils passer du rôle de sonneurs d'alarme à celui de meneurs de la lutte contre le changement climatique ?

Aotearoa Climate Emergency, Nouvelle-Zélande

Qu'ils soient défenseurs des droits civiques et politiques ou de l'égalité et de la protection de l'environnement, les volontaires ont eu l'occasion de démontrer à maintes reprises leur rôle crucial dans la sensibilisation du public et la définition d'un consensus, aboutissant à des changements concrets. Pourtant, malgré des décennies de discussions depuis le Sommet de la Terre de Rio en 1992, l'action climatique brille par son absence de consensus social et politique. Il est ici intéressant de noter que la réponse à la crise de la COVID-19 n'a pris que quelques semaines. Pour non pas seulement sonner l'alarme et sensibiliser le public à la crise climatique qui s'abat sur notre planète, des volontaires du réseau Aotearoa Climate Emergency (ACE) ont encouragé la création d'assemblées citoyennes comme moyen pour l'État de consulter les citoyens et de les mobiliser autour des enjeux climatiques.

Le réseau ACE a été formé par des volontaires en février 2019. Sa stratégie s'appuie sur l'expérience de la Nouvelle-Zélande, où des volontaires ont mené des campagnes ciblant l'apartheid, la réforme électorale et la réforme de la loi relative aux drogues. En promouvant les assemblées citoyennes, ce réseau s'inscrit dans le droit fil de la tradition maorie *hui*, un terme signifiant « discussions publiques officielles ». Ces tribunes peuvent servir de fondement à l'établissement d'un consensus autour des problèmes les plus insolubles auxquels nous sommes confrontés partout dans le monde. En 2019, nous avons organisé la première conférence des assemblées citoyennes sur le climat en Nouvelle-Zélande¹²². Depuis, les volontaires d'ACE ont animé des webinaires et partagé des informations sur la manière dont les citoyens peuvent participer et contribuer à transformer la politique climatique. Pour relier et renforcer les *hui*, les volontaires d'ACE échangent avec des groupes très divers depuis l'échelon communautaire jusqu'aux échelons supérieurs, notamment avec des partis politiques, des syndicats, des journalistes et des organisations maories et pasifika.

Notre expérience nous montre que l'action climatique menée par des volontaires devrait servir de modèle à d'autres assemblées citoyennes. Tout d'abord, les messages doivent être percutants et positifs. Dans le cadre de notre action, les connexions en ligne ont permis à un réseau de volontaires de se former rapidement et de maintenir le contact. Toute la difficulté consiste désormais à faire perdurer l'enthousiasme initial. Dans un deuxième temps, œuvrer dans un but commun favorise un esprit de cohésion. Des préparatifs minutieux permettent de fixer des objectifs clairs et d'assurer l'efficacité et le bon déroulement des réunions, où chacun se verra accorder la parole. Enfin, il est important de créer une culture organisationnelle non partisane et

inclusive, ouverte à des individus de tous horizons et de toutes appartenances. C'est en prêtant attention à tous les points de vue avec respect et confiance qu'un consensus peut naître.

La crise actuelle de la COVID-19 souligne non seulement le caractère indispensable de l'intervention de l'État face à des enjeux complexes, mais aussi le rôle essentiel des volontaires et d'une collaboration productive avec le gouvernement. Il en va de même pour l'urgence climatique. Les pouvoirs publics et la population doivent agir ensemble dans un but commun. Les modes de pensée à l'égard du changement climatique peuvent et doivent changer rapidement. Par l'entremise des assemblées citoyennes, les volontaires peuvent contribuer à renforcer les relations entre l'État et la population et à bâtir un consensus sur l'action climatique, qui s'impose de toute urgence pour garantir la réussite de la Décennie d'Action.

« Grâce aux assemblées citoyennes, les volontaires peuvent contribuer à renforcer les relations entre l'État et la population. »

Les volontaires peuvent-ils contribuer à la localisation des ODD par la collecte de données ?

D^r Poornima Dore, Responsable de la Gouvernance guidée par les données à Tata Trusts (Inde)

Les ODD énoncent les critères de développement auxquels nous aspirons en tant que communauté mondiale. Néanmoins, le développement durable ne sera en définitive jugé réussi que si les plus laissés pour compte en bénéficient. Les volontaires peuvent jouer un rôle précieux dans la production de données visant à cerner les lacunes et les priorités locales, renforcer les interventions locales et relayer les besoins à toutes les parties prenantes.

En Inde, nous disposons déjà d'un cadre d'indicateurs nationaux pour contextualiser les ODD, localisé à l'aide de cadres établis au niveau de l'État et même des villages (*gram panchayats*). Cependant, les districts locaux ont souvent du mal à tenir à jour et à trianguler des ensembles de données solides sur les indicateurs des ODD. Au sein de notre portefeuille « Gouvernance axée sur les données » chez Tata Trusts, nous avons été amenés à beaucoup travailler avec les administrations locales, les communautés et les volontaires de plus de 90 districts répartis dans 27 États à la création de bases de données détaillées composées d'indicateurs de développement au niveau communautaire et des institutions locales, en vue de les incorporer dans les canaux de planification officiels. Nous les avons recoupés avec les indicateurs des ODD correspondant afin de mesurer progressivement les progrès accomplis vers des objectifs de développement plus larges.

Cette approche serait impossible sans la contribution essentielle de volontaires motivés au sein de la communauté. Dans le cadre du programme DELTA de Tata Trust, des volontaires sont formés, à titre individuel, au niveau du ménage ou des institutions, à la collecte de données pour appuyer la planification communautaire. Ces volontaires, qui font partie d'équipes de terrain mixtes baptisées « DELTA Champions », reçoivent également une formation sur la sensibilisation de la communauté à la collecte de données.

Des données locales aident à revitaliser les institutions au niveau communautaire. Les volontaires font part des données recueillies aux communautés pour en discuter lors des *gram sabhas* (assemblées villageoises). Les résultats montrent que cette méthode a ravivé l'activité des *gram sabhas*, ainsi que des *mahila sabhas* (assemblées de femmes), en impliquant un nombre croissant de citoyens dans les processus de développement au niveau des villages¹²³. Les données fournissent également aux autorités locales des

« Ces volontaires renforcent les liens au « dernier kilomètre » entre les autorités locales et les communautés rurales, pour jeter les bases du progrès du développement local au titre du Programme 2030. »

informations de planification afin de les aider à atteindre les objectifs locaux. Des méthodes innovantes d'audit social sont utilisées pour recueillir les retours de la communauté (comme des fresques murales sur les bâtiments publics) et en rendre compte aux autorités.

Nos « DELTA Champions » sont devenus des acteurs précieux qui aident à la localisation des ODD et donnent les moyens aux communautés de recueillir et de partager elles-mêmes les données sur les enjeux qui les touchent, et d'y donner suite. Ces volontaires permettent également de collecter des données à grande échelle. Entre 2017 et 2018, plus de 3 200 volontaires ont recueilli des renseignements sur les besoins et les priorités de plus de 1,7 million de personnes¹²⁴. Membres d'un groupe de « DELTA Champions » particulièrement motivés, ces volontaires renforcent les liens au « dernier kilomètre » entre les autorités locales et les communautés rurales pour jeter les bases du progrès du développement local au titre du Programme 2030.

Le volontariat local peut-il être maintenu en toute sécurité en situation de conflit ? Bessy Valle Paz, Responsable du volontariat à la Croix-Rouge hondurienne (Honduras), et Stefan Agerhem, Conseiller principal sur le volontariat en situation de conflit et d'urgence à la Croix-Rouge suédoise (Suède)

Les volontaires locaux jouent un rôle essentiel dans les interventions d'aide humanitaire et de lutte contre les crises, notamment lorsque les bailleurs de fonds internationaux se retirent en raison des risques sécuritaires ou que les institutions et les infrastructures publiques sont trop fragiles pour y faire face. Depuis quelques années, les dangers que courent les volontaires humanitaires locaux suscitent une attention internationale accrue. En revanche, bien que ce soient eux qui distribuent la plus grande partie de l'aide humanitaire au prix de risques personnels importants, ces volontaires ne reçoivent qu'une attention limitée de la part des décideurs et des chercheurs. L'expérience montre que les bailleurs de fonds humanitaires hésitent à financer des investissements dans des infrastructures et des systèmes de sécurité destinés aux volontaires et renâclent encore plus à soutenir des processus de changement organisationnel.

La sécurité et le bien-être de ses volontaires figurent aux premiers rangs des priorités de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Pour autant, de nombreuses sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont eu beaucoup de mal à appliquer cette vision aux niveaux national et local. Les statistiques actuelles confirment cette situation : entre 2016 et 2019, la Fédération a fait part du décès de 93 employés et volontaires. Les données mondiales ne reflètent toutefois pas le nombre bien plus élevé de personnes blessées, traumatisées ou stigmatisées, auquel s'ajoutent les cas non signalés d'employés et de volontaires tués dans l'exercice de leurs fonctions.

Si l'on dispose de nombreuses connaissances au sujet des volontaires internationaux ou du personnel d'organisations humanitaires nationales ou internationales, la dynamique du volontariat humanitaire local reste méconnue¹²⁵. Les dernières recherches réalisées par la Fédération révèlent un décalage entre les approches qui considèrent les volontaires comme des donateurs bienveillants et les situations où les volontaires sont issus de communautés vulnérables et sinistrées et où leur activité de volontariat les met encore plus en danger¹²⁶.

En dépit des difficultés présentes, de nombreuses sociétés nationales adhèrent au concept du devoir de protection. Avec le soutien de la Fédération, des sociétés nationales ont créé des modèles, des systèmes organisationnels et des outils qui sont viables et qui permettent aux volontaires de participer de manière sûre et satisfaisante, même avec des moyens financiers limités. Les données recueillies en situation de crise, lors des interventions de lutte contre la pandémie d'Ebola ou auprès de communautés déplacées, par exemple, ont permis de faire évoluer le soutien psychosocial apporté aux volontaires, qui est désormais considéré comme un domaine d'intervention essentiel¹²⁷. Les sociétés nationales, comme le Croissant-Rouge soudanais, ont réussi à combiner des offres d'apprentissage à des mécanismes d'orientation et des processus de suivi interne pour normaliser et institutionnaliser le soutien psychosocial des volontaires¹²⁸.

La mise à disposition des volontaires d'une assurance-accident est un autre domaine où les sociétés nationales ont fait de grands progrès. Depuis plus de dix ans, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge propose aux volontaires un régime mondial d'assurance-accident, afin

d'aider les sociétés nationales privées d'accès à des produits d'assurance locaux. Toutefois, ces régimes ont leurs limites, en particulier dans l'hémisphère Sud et les pays à faible revenu. La Croix-Rouge hondurienne a confié cette question à un laboratoire d'innovation afin de trouver des solutions locales¹²⁹.

Toutefois, il est plus difficile de déterminer comment réduire les risques pour les volontaires. Alors que beaucoup d'acteurs humanitaires peuvent se retirer des lieux lorsque les risques deviennent trop grands, la plupart des volontaires locaux, eux, ne disposent pas d'un choix de sortie sûr. Ils n'ont pas d'autre solution que de rester au sein de leur communauté et de faire face aux mêmes dangers que leurs voisins. Parfois même, ils sont confrontés à des risques accrus en tant que volontaires au sein d'une organisation humanitaire. Des volontaires mieux préparés, mieux formés et plus qualifiés sont plus résilients et plus aptes à réduire certains de ces risques. Plusieurs volontaires ayant participé aux interventions de lutte contre le virus Ebola en Afrique de l'Ouest ont raconté comment la résilience acquise leur a donné la confiance nécessaire pour se porter volontaires au sein de leur communauté, même si cela signifiait faire face à des risques et une incertitude accrus. L'appartenance à un groupe de volontaires résilients a renforcé leur volonté à participer à une action de volontariat, ainsi que leur motivation. Pour renforcer cette résilience, la ressource pédagogique intitulée « Be Careful » (Soyez prudents) de la Croix-Rouge suédoise fournit aux volontaires une formation qui leur permettra de s'auto-évaluer, pour déterminer s'ils sont prêts à s'engager dans une situation dangereuse, et leur apprendra comment réduire et atténuer les risques¹³⁰.

Assurer la sécurité et le bien-être des volontaires est l'une des tâches les plus difficiles, sur les plans éthique et moral, pour les organisations qui emploient des volontaires. Le déploiement de toutes les mesures possibles pour leur fournir un soutien, les systèmes et les outils nécessaires permet aux volontaires de s'épanouir et de développer leur résilience. Seule une association de volontaires résilients et d'organisations qui les soutiennent dans l'exécution de leur devoir de protection donnera aux individus le sentiment de sécurité et la motivation nécessaires pour assurer les services vitaux du volontariat humanitaire.

Quand la recherche et les politiques publiques rendront-elles mieux compte des complexités du volontariat, au-delà de la prestation de services ?

Tania Haddad, Professeure adjointe d'administration publique et de gestion des organismes à but non lucratif à l'Université américaine de Beyrouth (Liban)

Le volontariat est une pratique humaine et, partant, d'une complexité intrinsèque aux facettes multiples. Dans la région des États arabes, les volontaires jouent un rôle majeur dans les communautés à travers leur participation directe non seulement à la prestation de services, mais aussi à l'identification des besoins et des moyens spécifiques au contexte pour y répondre. Comme dans d'autres régions, les études sur le volontariat arabe font état de l'absence chronique de politiques publiques et de priorité accordée à l'engagement citoyen et au volontariat dans les programmes nationaux des États arabes¹³¹. Il semblerait que les choses changent, que ce soit sous l'effet de l'évolution des tendances socio-économiques et politiques que des efforts actifs de la société civile. Toutefois, bien que le volontariat se développe et prenne de l'essor, il a tendance à être considéré sous l'angle restreint de la prestation de services aux personnes dans le besoin. Les décideurs et les chercheurs doivent faire davantage pour mieux comprendre, soutenir et intégrer les rôles du volontariat au-delà de la prestation de services.

La réinvention du volontariat nécessite d'adopter une vision plus large et plus nuancée des différents types sous lesquels il se décline¹³². Une telle démarche suppose de prendre en compte l'ensemble des rôles joués par les volontaires (dirigeants, évaluateurs, défenseurs, influenceurs de résultats, etc.) et de reconnaître que certains de ces rôles sont assumés par des personnes qui ne se considèrent pas comme des volontaires,

« Alors que beaucoup d'acteurs humanitaires peuvent se retirer des lieux lorsque les risques deviennent trop grands, la plupart des volontaires locaux, eux, ne disposent pas d'un choix de sortie sûr. »

ou choisissent de ne pas se voir ainsi. Le soutien aux volontaires devrait aussi refléter cette conceptualisation générale. Par exemple, les gouvernements devraient créer un environnement qui favorise et intègre les contributions que le volontariat peut apporter au renforcement de la cohésion sociale ou à l'édification de communautés plus résilientes. Il appartient au secteur privé d'aller au-delà du volontariat philanthropique assumé par les employés des entreprises, pour soutenir le volontariat communautaire formel et informel qui existe sur place.

Il convient en outre d'étayer ces efforts par de nouveaux éléments de preuve. Il est nécessaire de combler les lacunes qui existent entre la production de connaissances et les communautés, et de centrer les recherches sur la diversité des cultures et des pratiques locales du volontariat afin qu'elles dépassent le cadre de l'analyse purement quantitative des résultats. Nous devons étudier non seulement les facteurs qui motivent les volontaires ou en augmentent le nombre, mais aussi comment les expériences en matière de volontariat sont intrinsèquement subjectives et liées aux connaissances locales sur le développement, la résilience et la durabilité. Des recherches ethnographiques sur le volontariat sont indispensables pour rendre compte de ces nuances.

Le volontariat et sa signification sont complexes et constamment réinventés. Au titre de la Décennie d'action, nous devons mieux appréhender cette complexité dans le cadre de l'appui aux volontaires pour exploiter le plein potentiel du volontariat, lequel dépasse la seule prestation de services. Il nous faut prendre du recul pour examiner les différents types de pratiques du volontariat qui sont favorisées par le soutien existant et celles qui sont ignorées. Il nous faut par ailleurs examiner comment les tendances du volontariat seront amenées à évoluer à l'avenir, ainsi que les possibilités et menaces nouvelles que ces changements entraîneront.

“ Une telle démarche suppose de prendre en compte l'ensemble des rôles joués par les volontaires (dirigeants, évaluateurs, défenseurs, influenceurs de résultats, etc.) ”

5.3. Politiques et partenariats

Comment s'assurer que le volontariat n'est pas une politique supplétive ?

S.E. Mme Victoire Tomegah-Dogbé, Ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes (Togo)

Des programmes, des politiques et une législation sur le volontariat national sont de plus en plus courants en Afrique et dans le monde entier comme moyens pour les pouvoirs publics de faciliter l'engagement volontaire des individus. Or, pour éviter que le volontariat relève d'une politique supplétive, il est indispensable de l'inscrire dans les priorités de développement nationales, en fonction des besoins et des difficultés de chaque pays.

Dans le cas du Togo, la politique nationale du volontariat était initialement rattachée aux jeunes, facilitant leur accès à l'emploi et leur participation au développement national¹³³. Le Togo dispose d'une politique nationale de jeunesse depuis 2007, qui reflète les aspirations et les préoccupations des jeunes, désireux d'accroître leur émancipation, leur épanouissement personnel et leur pleine participation. En mobilisant les jeunes autour du volontariat, les pouvoirs publics cherchent à leur donner les moyens de renforcer leurs compétences personnelles et professionnelles pour qu'elles profitent à leur communauté.

Depuis, le pays a mis en œuvre plusieurs initiatives de volontariat pour lutter contre le chômage des jeunes et promouvoir l'inclusion sociale. Le Programme de Promotion du Volontariat National au Togo (PROVONAT) a été lancé en 2010 avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), du Programme VNU et de France Volontaires. Il est régi par une loi spécifique promulguée en 2011. De même, l'Agence Nationale du Volontariat au Togo (ANVT) a été créée en 2014 avec pour mission de « faire du volontariat un outil innovant et inclusif au service du développement durable ». Notez l'évolution qu'a connue l'intégration du volontariat dans les politiques nationales au Togo : alors qu'il s'agissait au départ d'une priorité accordée aux jeunes, il est devenu une priorité rattachée au développement du pays.

Cet organisme national a procédé à plusieurs réformes pour aligner ses travaux sur les ODD. Il a diversifié ses objectifs pour offrir des possibilités de volontariat aux personnes âgées ou qui ne terminent pas leurs études et fait en sorte d'accroître la valeur socio-économique et environnementale des contributions des volontaires dans le pays. Il a également intensifié ses efforts de mesure et d'évaluation des contributions des volontaires aux ODD, notamment au moyen d'une nouvelle plateforme en ligne, afin d'appuyer la prise de décisions dans le cadre de la Décennie d'Action. Toutes ces nouvelles initiatives ont bénéficié d'un soutien financier de l'État.

L'inscription récente du volontariat dans le Plan national de développement 2018-2022 du pays constitue un moyen essentiel de garantir les bonnes conditions à l'autonomisation des jeunes et des femmes et d'entretenir un sens des responsabilités parmi les jeunes Togolais, fondé sur trois valeurs essentielles : paix, solidarité et engagement en faveur du développement durable du pays.

Sur la base des progrès des dix dernières années, plus de 30 000 volontaires ont été mobilisés pour participer à des programmes publics, contribuant ainsi au développement des capacités et mettant à profit leurs compétences et leur créativité pour ouvrir la voie au développement durable. Des avancées notables ont été enregistrées dans la réalisation des ODD suivants : ODD 4 (éducation de qualité), ODD 8 (travail décent), ODD 10 (inégalités réduites), ODD 13 et ODD 15 (mesures relatives à la lutte contre le changement climatique et vie terrestre), ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces) et ODD 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).

Les gouvernements doivent réfléchir à l'avenir, écouter davantage les volontaires sur le terrain et veiller à mieux intégrer le pouvoir de l'action volontaire dans les stratégies sectorielles et les priorités de développement national. Dès lors que le volontariat est bien pris en compte, les volontaires peuvent réaliser leur plein potentiel, et l'importance de leurs actions sur le développement durable s'en ressent à tous les niveaux.

“ **Les pouvoirs publics doivent réfléchir à l'avenir, écouter davantage les volontaires sur le terrain et veiller à mieux intégrer le pouvoir de l'action volontaire dans les stratégies sectorielles et les priorités de développement national.** ”

Le volontariat peut-il nous aider à trouver une voie dans l'avenir du travail ?

Claudia Costin, directrice du Centre pour l'excellence et l'innovation dans les politiques de l'éducation (Brésil) et membre de la Commission de l'Organisation internationale du Travail sur l'avenir du travail

La pandémie de COVID-19 continue de perturber l'emploi, la santé, l'économie et l'éducation, révélant et aggravant les problèmes de développement sous-jacents, comme la pauvreté et les inégalités. Avant même la pandémie, les sociétés étaient déjà aux prises avec les implications de la quatrième révolution industrielle. Une fois la crise passée, il nous restera à faire face aux défis pressants et aux perturbations majeures que pose ce qu'on appelle « l'avenir du travail », avec l'introduction de l'intelligence artificielle et l'accélération de l'automatisation qui présagent l'une comme l'autre de changements radicaux dans les modes de vie et de travail.

Les événements de ces derniers mois ont montré le potentiel que présentent les plateformes en ligne et l'intelligence artificielle pour améliorer l'accès à l'éducation et aux soins de santé. De même, à la lumière du chômage de masse causé par la pandémie et de la mise en chômage partiel des salariés, ces événements mettent aussi en avant toute l'importance des interventions de politique publique pour fournir des dispositifs de sécurité solides aux personnes les plus vulnérables à la précarité sociale et économique. Cependant, et de manière encore plus évidente peut-être,

“ **Le volontariat peut être un précieux moyen de donner un sens et un but à son travail.** ”

ils font aussi apparaître combien le volontariat peut être un précieux moyen de donner un sens et un but à son travail.

Ici au Brésil, l'action des volontaires a été essentielle pour combler le manque de soutien aux plus vulnérables. Beaucoup de gens ont offert de leur temps pour aider à éduquer les enfants ou à livrer des repas à ceux qui sont confinés à domicile. Les volontaires contribuent aussi à veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte. Par exemple, des enseignants se sont portés volontaires pour réaliser des vidéos éducatives à diffuser sur des chaînes télévisées communautaires pour faire en sorte que les enfants ne pouvant accéder aux plateformes en ligne puissent toujours recevoir un enseignement.

Se pose alors la question de savoir ce que cette démarche signifie pour l'avenir du travail, un contexte particulièrement complexe qui évolue rapidement. Le volontariat est généralement associé à l'adhésion du volontaire à des causes qui sont présentes au sein de la communauté ou qui lui sont importantes sur le plan personnel. Il puise dans des capacités profondément humaines qui ne sauraient être supplantées par l'automatisation, comme l'empathie, la résolution intuitive des problèmes et l'adaptabilité. Les enjeux qui se profilent à l'horizon – depuis l'insécurité de l'emploi et les effets du changement climatique à la sombre perspective de pandémies futures – exigeront de chacun d'entre nous de renforcer sa contribution à l'action collective pour trouver des solutions communes, priorité qui s'inscrit au cœur de la motivation de beaucoup de ceux qui se portent volontaires.

À mesure que les machines remplaceront de nombreux emplois humains, ce qui modifiera nos perspectives sur le travail et les loisirs, et alors que l'espérance de vie augmente, il est fort probable que les individus trouveront de l'intérêt et du sens à se livrer tout au long de leur vie à la pratique du volontariat. Une fois la crise passée, et après 2030, lorsque nous aurons du mal à faire en sorte que l'égalité progresse au même rythme que les progrès technologiques rapides et l'évolution radicale de nos modes de travail, j'espère qu'avec le recul, nous saurons tirer les enseignements de cette pandémie. La coexistence des technologies, du travail rémunéré et du volontariat ne s'est pas toujours faite sans mal, et les démarcations continuent de fluctuer. Nos récentes expériences nous montrent que le volontariat demeure important pour les volontaires eux-mêmes, en ce qui leur procure un sentiment d'utilité et renforce leur bien-être dans le monde du travail dans son ensemble.

Quels sont les nouveaux types de partenariat à envisager pour dynamiser le volontariat dans les pays du Sud ?

Litia Mawi, ambassadrice (à la retraite) des Fidji pour le Pacifique et envoyée spéciale auprès du Conseil des organisations régionales dans le Pacifique (Fidji)

Le Programme 2030 appelle à des partenariats innovants et mutuellement bénéfiques, de plus en plus tournés vers l'égalité et l'appropriation locale, tout en permettant à des initiatives publiques nationales et internationales de s'unir autour de défis mondiaux communs. Afin de maximiser le potentiel du volontariat pour les ODD, de nouveaux partenariats et modes collaboratifs trans-sectoriels et transnationaux, à tous les niveaux de la société, doivent être envisagés pour refléter ces principes.

De nouveaux partenariats doivent être noués en appui au volontariat local pour répondre à la dynamique de pouvoirs à l'œuvre et promouvoir l'égalité. Ceux-ci doivent dépasser les modèles verticaux où des organisations nationales ou internationales « sous-traitent » la mise en œuvre des projets aux communautés locales du Sud. Au niveau national, des initiatives multisectorielles et des approches à l'échelle de l'ensemble de l'administration publique peuvent être un moyen de favoriser la collaboration afin de constituer un environnement optimal pour relever des défis complexes. Il est également essentiel pour les acteurs multipartites de redoubler d'efforts dans les pays en développement : lorsque l'administration locale ou nationale, des organisations à but non lucratif et le secteur privé travaillent de concert, ils peuvent créer de nouveaux espaces pour rassembler divers groupes autour d'actions de volontariat.

Au-delà des projets et des moyens financiers officiels, de nouveaux partenariats de volontariat doivent aussi s'appuyer sur une base de connaissances et de données empiriques, conformément à l'ODD 17. Des partenariats fondés sur les connaissances permettront aux acteurs du volontariat des pays du Sud de définir ensemble

les défis à relever et de se concerter pour trouver des solutions. Une coopération fondée sur les connaissances permettra également d'aboutir à des partenariats limitant les dépendances et les problèmes causés par les relations de pouvoir asymétriques observées entre tous les pays.

Le volontariat, matérialisé par une coopération Sud-Sud et régionale, offre un moyen de partager les connaissances et les compétences, tout en renforçant la confiance, ainsi que la résilience à l'échelle régionale. Mentionnons à ce propos un exemple concluant dans ma région, à savoir le projet « Wake Up! » de la Division de la santé publique de la Communauté du Pacifique, qui incite de jeunes volontaires à sensibiliser les habitants de la région aux maladies non transmissibles, l'une des principales causes de décès dans cette aire géographique¹³⁴. Pour autant, la mise en œuvre d'une coopération internationale efficace nécessite des conditions de financement fiables. Il s'agit là d'un problème auquel se heurtent de nombreux pays du Sud. Dans mon pays, par exemple, le projet de volontariat des Fidji¹³⁵ est actuellement au point mort, faute de moyens financiers. Les projets en question sont autant d'occasions d'établir des partenariats triangulaires avec les donateurs, où les partenaires potentiels ne demandent pas « que pouvons-nous faire pour vous aider ? », mais plutôt « comment pouvons-nous ajouter de la valeur à ce que vous faites déjà ? ».

Alors que les pays du Sud envisagent de nouveaux modèles de partenariat, leur priorité doit être l'autosuffisance collective comme moteur de croissance en vue de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La création de nouveaux partenariats pour le volontariat exige des parties prenantes qu'elles s'accordent sur les objectifs à long terme du partenariat à proprement parler, afin de préserver leur capacité d'agir aux niveaux national et local et de consolider leur base de connaissances ainsi que les principes d'égalité et d'avantage mutuel. Ces nouveaux partenariats doivent être considérés non seulement comme des instruments de coopération cruciaux, mais aussi comme autant d'occasions de réinventer le volontariat et les politiques destinées à l'appuyer.

Le volontariat international fait-il partie du paysage du développement de l'après 2020 ?

Helge Espe, conseiller principal pour l'Agence norvégienne pour l'échange et la coopération (Norec)

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 revêt un caractère universel. Les ODD sont tout aussi pertinents sous les latitudes équatoriales que dans les régions polaires de la Norvège septentrionale. Même si les conditions varient d'un pays à l'autre, nous sommes tous concernés. Dans le cadre de ce programme commun, nos examens nationaux volontaires font état de difficultés et de succès relevés lors du Forum politique de haut niveau.

Le panorama a considérablement évolué par rapport aux pratiques traditionnelles de l'aide humanitaire et du développement. Par le passé, des flux considérables de ressources, tant financières qu'en nature, transitaient du Nord vers le Sud, mettant en exergue une distinction fondamentale entre « donateurs » et « bénéficiaires ». Ces flux sont de plus en plus entremêlés dans le nouveau paysage du développement. On constate ainsi l'essor de nouvelles économies émergentes et à revenu intermédiaire dans le Sud et une explosion de la coopération Sud-Sud.

Le discours sur le volontariat international était dominé par des jeunes issus des classes moyennes des pays donateurs traditionnels du Nord, mus par des sentiments sincères et des intentions louables, qui voyageaient pour « faire le bien » dans les pays du Sud. Fort heureusement, ce stéréotype perd de son poids avec le recrutement accru de volontaires internationaux issus des pays du Sud, à l'aune de l'évolution du paysage du

« **De nouveaux partenariats s'imposent, dépassant les approches hiérarchiques où des organisations nationales ou internationales « sous-traitent » la mise en œuvre des projets aux communautés locales.** »

développement. Les jeunes de tous les pays éprouvent une sensibilité, des aspirations et des préoccupations communes pour l'avenir du monde dans lequel nous évoluons.

La Conférence des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et triangulaire (BAPA+40) en 2019 a reconnu le rôle du volontariat Sud-Sud et celui des échanges de personnel pour la réalisation des ODD. Si nous souhaitons battre en brèche les vieux schémas, il s'agit là d'une voie à suivre pour garantir le bien-fondé et l'impact continu du volontariat au cours de la décennie 2020. Les échanges Sud-Sud représentent désormais près des deux tiers du portefeuille de la Norec.

La question se pose toutefois de savoir pourquoi le volontariat Sud-Nord manque si souvent à l'appel. Après tout, si « nous » leur rendons visite, pourquoi n'en font-ils pas autant en venant vers « nous » ? Les obstacles mentaux à une véritable réciprocité reflètent simplement la réalité des frontières et barrières à l'immigration. Rien ne saurait justifier de refuser aux jeunes du Sud les opportunités dont ont bénéficié ceux du Nord, à savoir se rendre à l'étranger pour partager, acquérir et mettre à profit leur expérience, indépendamment de leur pays d'origine. Si nous acceptons que nous avons tous quelque chose à apporter et que nous gagnons tous à apprendre les uns des autres, pourquoi cet apprentissage ne se répartirait-il pas équitablement entre le Nord et le Sud ?

Norec a précisément répondu à cette question en conviant chaque année en Norvège quasiment le même nombre d'employés et de volontaires qu'elle en a déployé à l'étranger au cours des deux dernières décennies, sans négliger pour autant le volontariat Sud-Sud. Nous finançons des échanges d'effectifs ou de volontaires entre partenaires à condition que le nombre d'arrivants et de partants des deux ou trois pays concernés soit à peu près équilibré. D'ailleurs, la loi norvégienne sur l'immigration prévoit une clause spéciale à cet effet.

Des obstacles évidents au volontariat des pays du Sud vers les pays du Nord persistent, à l'image des problèmes de visas, les obstacles à l'immigration et la mobilité ; mais le plus grand frein est certainement notre état d'esprit. En effet, prévaut un sentiment de supériorité (« que pourraient-ils bien nous apprendre ? »), conjugué à la croyance que les pays du Nord n'ont pas besoin des contributions des pays du Sud. Plus que toute autre chose, l'apprentissage est un état d'esprit, et non un colis qu'il faut livrer d'un pays A à un pays B. Si les États membres des Nations Unies acceptent à présent le caractère fondamentalement universel du Programme de développement durable à l'horizon 2030, nous devrions tous agir dans ce but en facilitant les flux de volontaires et de personnel dans les deux sens.

Notre expérience confirme que passer une année de volontariat à l'étranger inspire autant les jeunes des pays du Sud que ceux des pays du Nord. Cette expérience marque souvent un tournant dans leur vie, qu'ils se soient rendus dans un autre pays du Sud ou au Cap nord de la Norvège. En outre, les données existantes montrent que le temps consacré au volontariat et les contributions réalisées par les volontaires après leur retour chez eux sont tout aussi importants que leurs contributions au cours de leur déploiement.

Si nous restons conscients de ces avantages, nous pourrions bénéficier à long terme du volontariat international dans les pays du Sud et du Nord. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ne pourra être entièrement réalisé que grâce à l'égalité et à la réciprocité, qui devraient donc constituer les fondements à partir desquels repenser le volontariat.

« Parmi les freins au volontariat Sud-Nord, on peut citer les problèmes de visa ou encore les entraves à l'immigration et à la mobilité, mais les schémas mentaux en vigueur sont vraisemblablement les principaux obstacles. »

Comment le volontariat des jeunes peut-il renforcer la coopération mondiale dans le cadre de la Décennie d'Action ?

Zhang Zhaohui, vice-président et secrétaire général de l'Association des jeunes volontaires chinois

Cela fait six mois que des pays du monde entier se battent contre la pandémie de COVID-19. Les crises mondiales comme celle liée au COVID-19 représentent une menace réelle pour la réalisation des ODD ; elles soulignent aussi la nécessité de l'unité et du partage entre tous les êtres humains. Au cours de cette crise et de nombreuses autres, les réseaux mondiaux de volontaires ont établi des liens entre les pays et les aires géographiques, en dépassant les frontières existant entre et parmi les gouvernements, le monde universitaire et la société.

Nous devons tenir compte de l'ensemble de ces forces au cours des dix prochaines années, dans le cadre de nos efforts collectifs pour réaliser les ODD. Cependant, bien que toutes les catégories de volontariat contribuent de manière essentielle à la réalisation des ODD, le volontariat international offre aux jeunes des occasions réelles de participer et de prendre des initiatives selon des modalités qui peuvent leur être inaccessibles dans d'autres sphères, notamment au travail et au sein de leur famille.

S'appuyant sur son expérience nationale de déploiement de jeunes volontaires dans des zones moins développées des campagnes chinoises, l'Association des jeunes volontaires chinois envoie chaque année des jeunes volontaires dans des pays en développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, dans le cadre de son programme de volontariat à l'étranger. Ces jeunes travaillent aux côtés de la population locale, à laquelle ils apportent leur propre point de vue et leur propre expérience, en faveur du développement de l'agriculture locale, du système de santé, de l'éducation et d'autres domaines. Ainsi, en Éthiopie, de jeunes volontaires chinois ont collaboré avec des experts locaux en vue d'accroître la production agricole locale.

Il est également essentiel de travailler en sollicitant la coopération ou la médiation des organisations mondiales et régionales. Dans le cadre de la pandémie récente, les actions conjointes internationales ont montré l'importance de la coopération au niveau humain, en faveur de laquelle le volontariat joue un rôle indispensable. Au cours des dernières années, l'Association des jeunes volontaires chinois a mis en œuvre son programme pour les jeunes volontaires chinois à l'étranger en collaboration avec VNU. Les jeunes participant au programme sont envoyés auprès d'organismes des Nations Unies en tant que volontaires dans différents domaines. Ce programme vise à promouvoir le développement économique et social, à encourager l'inclusion et à réduire les inégalités dans les pays en développement.

Ainsi, le volontariat international des jeunes permet un partage de compétences et de connaissances entre les pays, en particulier ceux du Sud, en s'appuyant sur l'énergie et la créativité des jeunes. Par ailleurs, et c'est peut-être son rôle majeur, il est à l'origine d'une compréhension mutuelle entre les jeunes. Lorsque les volontaires chinois retournent chez eux et retrouvent leur communauté, leurs amis et leur famille, ils reviennent forts d'une meilleure compréhension des communautés, des cultures et des défis d'autres pays, et rapportent avec eux de nouvelles solutions à des problèmes anciens. En outre, comme ils sont jeunes, ils gardent en mémoire ces leçons et cette compréhension pendant longtemps, ce qui contribue à faire d'eux des citoyens du monde, enrichis d'amitiés tissées aux quatre coins de la planète, et ouverts à d'autres modes de pensée.

Afin de pleinement tirer parti de la force du volontariat des jeunes dans le cadre de la Décennie d'Action, les pays et les autres parties prenantes doivent collaborer. Pour ce faire, il faut d'abord renforcer la coordination à grande échelle du volontariat des jeunes et favoriser le partage d'informations aux niveaux mondial et régional. De nouvelles initiatives, telles que des projets centrés sur les ODD et menés conjointement avec l'ONU, devraient également être lancées. Ensuite, il est essentiel d'améliorer par des efforts communs les pratiques et les normes existantes en matière de volontariat international, afin de lever les obstacles à la

« Afin de pleinement tirer parti de la force du volontariat des jeunes dans le cadre de la Décennie d'Action, les pays et les autres parties prenantes doivent collaborer. »

coopération entre les différents acteurs et secteurs. Enfin, il importe de mettre en lumière la valeur ajoutée unique du volontariat des jeunes en mesurant son incidence, en employant de nouvelles méthodologies pour évaluer l'ensemble des retombées positives du volontariat et en partageant des données comparables entre pays et organisations.

Je ne doute pas que, grâce à ces étapes, le volontariat international des jeunes favorisera le bon déroulement du Programme de développement durable à l'horizon 2030 pendant la Décennie d'Action.

5.4. Points de vue de volontaires

Comment pouvons-nous garantir que nos approches relatives au volontariat s'appuient sur une base de données vaste et diverse ?

D^r Jacob Mati, maître de conférences principal à l'université de Sol Plaatje (Afrique du Sud) et Helene Perold (Afrique du Sud), directrice de Helene Perold & Associates

Les discussions sur les recherches concernant le volontariat sont biaisées par le simple fait que la plupart de ces recherches ont été réalisées par des chercheurs des pays du Nord au sujet de programmes de volontariat des pays du Nord. La rareté des recherches sur le volontariat dans les pays du Sud est à l'origine de lacunes considérables dans nos connaissances et d'importants déséquilibres sur le terrain. Ces problèmes menacent l'idée même que le volontariat puisse contribuer de manière significative à la réalisation des ODD.

Les recherches mondiales menées au sujet du volontariat sont marquées par trois grandes questions, auxquelles nous devons consacrer toute notre attention de manière urgente si nous souhaitons adopter une approche plus globale, plus sensible à la question de la diversité et plus équilibrée pour recueillir des données : le contexte de la production de connaissances, les infrastructures en faveur du développement des recherches relatives au volontariat, ainsi que les perspectives de sensibilisation pour étayer l'élaboration de politiques. Il est impératif de surmonter les problèmes dans ces différents domaines pour combler nos méconnaissances et comprendre pleinement de quelle manière le volontariat peut contribuer à la réalisation des ODD dans différents contextes.

Tout d'abord, malgré le dynamisme et la diversité des mécanismes de volontariat dans les pays du Sud, le programme, le processus et les résultats de la production « mondiale » de connaissances dans le cadre des recherches sur le volontariat sont dominés par des personnes et de puissants réseaux de recherche et de pratique issus des pays du Nord. Les recherches et théories alternatives mises au point dans les pays du Sud témoignent d'une préférence pour les données relatives à l'expérience et aux effets du volontariat international et local (par exemple, les liens entre pauvreté, inégalités et volontariat), aux échanges de volontaires selon les schémas Sud-Sud et Sud-Nord (en particulier concernant les jeunes)¹³⁶ et à l'économie politique du service civique et du volontariat¹³⁷. Afin de lutter contre le déséquilibre des forces et les inégalités communément observés à l'échelle mondiale en matière de production de connaissances, il est nécessaire de mettre en place des relations de partenariat accordant une importance particulière à l'inclusivité et à la réciprocité dans les programmes et les pratiques de recherche ainsi que dans l'élaboration de théories. La pandémie de COVID-19 a créé des occasions de mettre à profit les technologies pour instaurer une collaboration juste. Il faut poursuivre nos efforts dans cette direction afin d'assurer un plus large accès aux perspectives de recherche internationales et une collaboration équitable entre chercheurs et entre institutions de différents pays ou régions, qui permettront de façonner une théorie du volontariat véritablement universelle.

“ **Les recherches mondiales sur le volontariat sont régies par un déséquilibre des forces et des ressources entre les pays du Nord et du Sud.**

Ensuite, la mise en place des infrastructures nécessaires à des recherches systématiques sur le volontariat nécessite des investissements. Les infrastructures de recherche manquent encore cruellement de ressources dans

les pays du Sud. Ainsi, il n'existe pas un seul centre consacré à l'étude du volontariat en Afrique. Les infrastructures qui s'en approchent le plus sont deux centres d'étude de la philanthropie : le Centre John D. Gerhart pour la philanthropie, l'engagement citoyen et l'entrepreneuriat responsable de l'Université américaine du Caire, en Égypte, et le Centre sur la philanthropie et l'investissement social africains de l'Université de Witwatersrand à Johannesburg, en Afrique du Sud. Les pays du Sud ont besoin de davantage d'institutions de ce type : elles donnent un crédit intellectuel aux recherches sur le volontariat et permettent une meilleure représentation du point de vue et de l'expérience des volontaires et organisations des pays du Sud au niveau académique. En outre, la place de ces institutions dans le monde académique leur donne accès aux réseaux internationaux, aux revues universitaires et aux autres plateformes de production et de diffusion de connaissances et de contenus influents. Par ailleurs, point important s'il en est, elles forment la prochaine génération de chercheurs en tant que chefs de file de la production de connaissances locales.

Enfin, la domination des réseaux de connaissances et des ressources des pays du Nord signifie que les recherches sur le volontariat des pays du Sud n'ont qu'une influence limitée sur le discours et la prise de décisions aux échelles nationale et internationale. L'expérience de Volunteer and Service Enquiry Southern Africa, une agence de recherche à but non lucratif spécialisée dans le volontariat, active de 2003 à 2013 en Afrique du Sud, montre les difficultés que rencontrent les petits groupes de recherche indépendants des pays du Sud pour se faire entendre, en particulier dans les publications scientifiques qui influencent le monde politique. Ces difficultés viennent du fait que la communauté universitaire dominante et les responsables des revues scientifiques et des maisons d'édition renforcent les inégalités dans notre domaine de recherche. De plus, le coût d'achat élevé de ces publications les rend moins accessibles pour les communautés scientifiques et professionnelles des pays du Sud. Les acteurs s'attellent à trouver un équilibre entre des ambitions « internationales » et une pertinence « locale » doivent investir dans des initiatives de recherche collaborative, ainsi que dans des actions de sensibilisation à l'endroit des instances politiques et du monde de l'édition.

Comme le volontariat international lui-même, les recherches mondiales sur le volontariat se caractérisent par un déséquilibre des forces et des ressources entre les pays du Nord et du Sud. Les facteurs structurels dont il est ici question entraînent des « fractures dans le domaine de la recherche » qui constituent une menace pour la constitution de bases de données factuelles permettant d'appréhender la contribution du volontariat à la réalisation des ODD. Le COVID-19 a révélé l'importance du volontariat local et communautaire dans le monde entier. Nous devons à présent comprendre l'incidence, l'influence et les défis inhérents aux expériences de volontariat dans les pays du Sud. La Décennie d'Action pourrait être l'occasion d'instaurer des pratiques de recherche collaborative qui mettent en lumière, à l'échelle mondiale, le rôle du volontariat en matière d'action humanitaire, de consolidation de la paix et de développement durable.

Quels sont les liens entre l'activisme de la génération Y (les Millenials) et les autres formes de volontariat ?

Annisa Hasanah entrepreneuse sociale et volontaire appartenant à la génération Y (Indonésie)

Les jeunes de la génération Y s'engagent activement comme volontaires pour les causes qui leur tiennent à cœur. En parallèle, les formes et la nature de l'action des volontaires s'adaptent rapidement à l'évolution des modes de vie et aux progrès technologiques. Les formes traditionnelles et conventionnelles de volontariat perdurent, par exemple dans les centres communautaires locaux, les lieux de culte et les institutions d'éducation. De nouvelles possibilités de volontariat plus ponctuel et à court terme viennent toutefois les compléter. La génération numérique a saisi ces occasions, sans nécessairement faire preuve de loyauté à l'égard d'organisations ou à de groupes spécifiques pendant de longues périodes. Les jeunes remettent en question le *statu quo* et créent de nouveaux espaces de volontariat, en particulier à l'aide des technologies et des réseaux sociaux.

« La génération Y intègre le volontariat à de nombreux aspects de la vie personnelle et professionnelle. »

En tant que volontaire de la génération Y, je sais que mes pairs intègrent souvent le volontariat dans leurs choix de vie. Nos aînés regrettent peut-être que nous ne faisons pas assez de dons ou que nous ne consacrons pas assez de temps aux activités traditionnelles de volontariat, mais nous pouvons leur rétorquer qu'eux ne font pas toujours des choix cohérents sur le plan éthique tout au long de leur vie. La montée en puissance de l'entrepreneuriat social, ainsi que d'autres concepts plus discutables tels que le « volontourisme » (volontariat associé au tourisme) ou le « travail loisir », a estompé les frontières entre le travail, les études et les loisirs, ce qui a permis aux jeunes de la génération Y d'intégrer le volontariat à de nombreux aspects de leur vie personnelle et professionnelle.

En 2016, j'ai dirigé une entreprise sociale visant à accroître la sensibilisation aux questions environnementales dans mon pays, l'Indonésie. Nous avons créé un jeu de plateau, l'Ecofunopoly¹³⁸, afin de sensibiliser les gens aux concepts liés au changement climatique, notamment les émissions de CO₂, la gestion des déchets et les feux de forêt. Avant de constituer une entreprise sociale, nous étions un mouvement volontaire. Nous avons mobilisé des jeunes volontaires au sein d'une structure flexible et ouverte, qui leur a fourni une plateforme à partir de laquelle mener les activités de conception, de mise en œuvre et de plaidoyer du projet. La nature occasionnelle et adaptée des tâches convenait à la génération Y, et, avec l'aide de volontaires, nous avons pu mettre en place des expériences d'apprentissage intéressantes et créer une communauté. Cet exemple montre de quelle manière le volontariat peut ouvrir aux jeunes la voie de l'entrepreneuriat, en favorisant un esprit mû par le « changement social » qui imprègne leur éthique de travail et les valeurs de leurs entreprises.

Les changements rapides sont la norme pour ma génération, et cela se voit dans les nouvelles approches que nous introduisons dans le monde du volontariat. Ainsi, en Indonésie, la méthode traditionnelle de levée de fonds des volontaires consistait à faire du porte-à-porte ou à contacter directement des personnes pour leur demander des dons. Elle est de plus en plus souvent remplacée par des plateformes de dons en ligne créées par des jeunes volontaires, qui y voient l'occasion de moderniser les pratiques traditionnelles de levée de fonds. Ces plateformes en ligne sont liées à différentes causes et campagnes, dans des domaines variés, ce qui permet aux donateurs de choisir les campagnes qui les intéressent. De façon générale, elles doivent leur succès à l'éclectisme de la génération Y. Par ailleurs, d'autres organisations indonésiennes ont adopté ce concept et les modalités de dons parmi les générations plus âgées prennent de nouveaux contours.

Par conséquent, la prise en compte du changement, aussi bien dans le volontariat que dans la participation aux organismes de volontariat, est essentielle pour les jeunes. Nous ne devenons pas volontaires simplement par habitude ou par tradition : nous voulons que notre action change la donne. Lorsque nous envisageons l'avenir du volontariat, nous devons veiller à rendre l'ensemble de l'expérience du volontariat adaptable, pertinente et intéressante pour les jeunes gens. Les organisations de volontariat ne devraient pas avoir peur du dynamisme que les jeunes appellent de leurs vœux et instillent dans leurs pratiques. En effet, les ODD eux-mêmes nous enjoignent à revoir et à améliorer la manière dont nous vivons, dont nous travaillons et dont nous agissons en tant que volontaires. Les jeunes de la génération Y n'ont certes pas toutes les réponses, mais leur appétence pour le changement et leur adaptabilité peuvent s'avérer très utiles au volontariat, alors que celui-ci se réinvente dans la perspective de la Décennie d'Action.

À quoi le « volontariat réinventé » pourrait-il ressembler sous la bannière de l'ONU ?

Alliance des groupes de volontaires (Volunteer Groups Alliance)

L'Alliance des groupes de volontaires est le groupe de parties prenantes qui représente les volontaires auprès de l'ONU. Les membres de cette coalition mondiale d'organisations et de réseaux présents dans plus de 150 pays sont conscients de l'importance des volontaires et du soutien qu'ils requièrent pour promouvoir la paix et le développement. Néanmoins, depuis 2015, nous constatons un changement : la reconnaissance de cette importance s'est étendue bien au-delà de notre communauté de volontaires. En effet, le rapport de synthèse du Secrétaire général sur le programme de développement durable pour l'après-2015 confirme que les ambitions fixées par les ODD ne pourront pas être concrétisées sans la contribution de volontaires et d'organisations menées par des volontaires, agissant dans les pays en développement comme dans les pays

développés et bénéficiant d'un soutien digne de ce nom. Dès sa conception, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 était le programme « du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Le volontariat permet aux États membres de s'assurer que cette approche centrée sur les populations continue à être respectée lors de sa mise en œuvre.

Cependant, le processus de réinvention du volontariat pour en faire une ressource essentielle en faveur des ODD n'est pas achevé. Alors que les États membres et les institutions internationales se préparent à la Décennie d'Action, l'Alliance des groupes de volontaires imagine un monde dans lequel les ressources, le capital social et les connaissances de premier plan des volontaires feront d'eux les moteurs réels du développement. Nous savons que ces objectifs peuvent être atteints grâce aux étapes décrites ci-dessous.

D'abord, il faut réinventer le volontariat grâce aux connaissances, c'est-à-dire tenir compte des données relatives au volontariat à toutes les étapes des processus du Programme de développement durable à l'horizon 2030, à l'échelle nationale comme au niveau de l'ONU. Les données factuelles sont essentielles pour que les contributions des volontaires au développement durable soient prises en compte. En 2019, des pays du monde entier, notamment le Cambodge, le Chili, la Côte d'Ivoire, le Ghana, l'Islande, la Mongolie, le Pakistan et la Sierra Leone, ont mentionné le volontariat dans leurs Examens Nationaux Volontaires. Les États membres devraient collaborer avec les organisations qui emploient des volontaires et les organisations de la société civile pour inclure des informations relatives à l'échelle, à la contribution et à l'impact du volontariat, y compris informel, dans ces Examens.

Ensuite, il faut réinventer le volontariat par la discussion, c'est-à-dire créer de nouveaux espaces dans lesquels les personnes qui agissent en faveur des ODD pourront faire entendre leur voix. Des millions de volontaires, d'horizons variés, jouent un rôle crucial non seulement dans la réalisation des ODD mais aussi en faveur de la production de rapports dans le cadre de celle-ci. Les gouvernements devraient mobiliser des volontaires pour assurer le suivi du développement durable à tous les niveaux, dans le cadre d'un engagement plus large en faveur de la participation civique, notamment en acceptant les données produites par les citoyens et d'autres données factuelles en complément des procédures officielles. Les États membres devraient également consulter les communautés au sujet des politiques de développement durable à tous les niveaux, tirer parti des nouvelles formes de technologie, et collaborer avec les volontaires afin de prêter attention aux personnes fréquemment exclues ou laissées pour compte et de leur permettre de mieux se faire entendre.

Enfin, il faut repenser la manière dont nous travaillons ensemble afin de collaborer avec le milliard de volontaires présents dans le monde entier, en renforçant le rôle de « connecteurs » des États membres et en mettant en place des partenariats afin de garantir l'harmonisation des pratiques de volontariat entre les secteurs. Le renforcement des partenariats intersectoriels est indispensable pour faire progresser le volontariat à l'échelle mondiale. Il est impératif de rassembler les gouvernements, la société civile, le secteur privé, le monde universitaire et la communauté internationale pour assurer une discussion collective présentant leurs différents points de vue.

Les représentations du volontariat ont grandement changé depuis la promulgation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Les dynamiques de pouvoir se sont éloignées des anciens paradigmes du volontariat opposant pays du Nord et pays du Sud. Elles sont aujourd'hui plus centrées non seulement sur l'importance du volontariat en tant qu'outil puissant pour la réalisation des ODD mais aussi sur les infrastructures nécessaires pour que la participation des volontaires soit couronnée de succès. Les États membres reconnaissent de plus en plus le pouvoir des volontaires, mais il est possible d'aller plus loin. Grâce à des données plus probantes, des consultations participatives et des partenariats affirmés, les États membres pourraient aider à repenser leur engagement et soutenir les volontaires afin de réaliser les objectifs de la Décennie d'Action et d'améliorer le sort des personnes les plus laissées pour compte.

“ **Les volontaires jouent un rôle crucial non seulement pour la réalisation des ODD mais aussi la production de rapports.**

Que faut-il pour faire du XXI^e siècle le siècle du volontariat ?

Anton Bilokon, volontaire auprès de la Société ukrainienne de la Croix-Rouge, et Saja Awad, volontaire des Nations Unies dans l'État de Palestine

Le début de la Décennie d'Action est une occasion idéale de clarifier et de structurer notre vision commune du volontariat. C'est là un défi écrasant, mais il nous pousse à redoubler d'efforts pour faire du Programme de développement durable à l'horizon 2030 une véritable réussite. En tant que volontaires pour le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour VNU, nous entendons agir pour réaliser les changements qui sont à portée de main. Nous accueillons avec entrain les occasions de déployer nos capacités et de consacrer notre temps et notre énergie à atteindre les ODD. Nous aimerions que les politiques et les programmes gouvernementaux reflètent davantage la motivation des volontaires et leur accordent davantage de soutien afin que nous puissions faire la différence.

Nous savons qu'en matière de volontariat, ce n'est pas l'augmentation du nombre de participants qui pèse réellement dans la balance. Un milliard de personnes agissent déjà grâce au volontariat ! Le défi consiste à maximiser leur contribution aux ODD. Par exemple, dans certains contextes, le taux de volontariat est élevé mais, en raison d'un soutien défaillant, les efforts des volontaires sont moins concluants qu'ils pourraient l'être. Bien sûr, le volontariat existe partout, que les gouvernements l'encouragent ou non. Cependant, un certain nombre de politiques, d'investissements et de partenariats sont nécessaires pour que les gouvernements et les autres acteurs créent un environnement favorable aux actions qui peuvent être déployées à grande échelle, tirant parti du potentiel sous-utilisé des volontaires, qui n'ont besoin que d'une occasion et d'un investissement propices pour commencer à agir.

Ainsi, nous pensons qu'il faut accorder une plus grande attention à plusieurs questions : que se passe-t-il une fois l'action des volontaires accomplie ? Quelles sont les structures ou stratégies qui pourraient permettre un impact plus durable ? Comment pouvons-nous établir des liens avec les groupes marginalisés afin de les aider à réaliser leurs objectifs ? Quels sont les mécanismes qui peuvent aider les volontaires à agir à plus grande échelle ? Ces questions sont fondamentales pour la pertinence et la durabilité du volontariat. Il est important de tenir compte de notre point de vue dans le processus d'élaboration de nouvelles idées.

Bien qu'un système de soutien du volontariat fort soit plus important que jamais, un soutien extérieur trop marqué peut avoir des effets indésirables. Il faut atteindre un équilibre entre soutien et autonomie, entre autonomisation des volontaires et orientation de ces derniers. Les volontaires doivent pouvoir trouver leurs propres solutions et participer à la prise des décisions qui les concernent. Les gouvernements et les autres acteurs peuvent nous fournir des outils, des plateformes et des espaces à ces fins.

Les systèmes de communication et de connexion réduisent les distances entre nous, établissent des liens entre les échelons local et mondial et touchent les personnes issues de différents milieux. L'un de nos projets consiste à créer une plateforme mondiale afin de mettre en contact les volontaires et d'encourager le partage d'idées en matière de volontariat. Cette plateforme pourrait en outre assurer une plus grande appropriation, par exemple en favorisant l'élection de représentants des volontaires aux niveaux régional ou mondial.

La Décennie d'Action appelle tous les secteurs de la société à agir aux échelles locale, nationale et mondiale de manière à déclencher une dynamique inarrêtable. Une action collective, c'est-à-dire menée par chaque personne et chaque partie prenante, est nécessaire pour faire face aux défis qui nous attendent. Pour donner au volontariat des fondations solides, il faut inclure tout le monde au lieu de limiter le volontariat à des groupes ou des nations spécifiques. C'est en substance l'éthique du développement équitable et durable. Renforcer l'idée que « le volontariat est ouvert à tous » nous permettra de miser sur une approche collective pour réaliser les ODD d'ici à 2030 et au-delà !

“ Il faut atteindre un équilibre entre soutien et autonomie, entre autonomisation des volontaires et orientation de ces derniers.

Annexes



Annexe A. Termes et concepts

Aux fins du présent rapport, le **volontariat** est compris comme étant un large éventail d'activités entreprises librement, pour le bien du public, et pour lesquelles la rémunération monétaire ne constitue pas la principale motivation (Assemblée générale des Nations Unies, 2002).

Le **volontariat formel** fait en général référence à des volontaires s'engageant sur une base régulière et donnant de leur temps à une organisation de la société civile, à une organisation gouvernementale ou à une entreprise du secteur privé (VNU, 2015).

Le **volontariat informel** a lieu en dehors des structures organisationnelles et prend différentes formes comprenant les activités communautaires et la mobilisation de citoyens à grande échelle, par exemple pour intervenir en situation de crise humanitaire (VNU, 2015).

Annexe B. Pays faisant état des contributions positives du volontariat aux ODD dans les Rapports des Examens Nationaux Volontaires 2016-2019

2016 (4 sur 22)			
Estonie	France	République de Corée	Suisse
2017 (15 sur 43)			
Belgique	Belize	Chypre	Costa Rica
Danemark	Éthiopie	Guatemala	Indonésie
Italie	Jordanie	Malaisie	Nigéria
Portugal	Slovénie	Thaïlande	
2018 (29 sur 46)			
Andorre	Arabie saoudite	Australie	Bahreïn
Bhoutan	Cabo Verde	Canada	Émirats arabes unis
Équateur	Espagne	Grèce	Guinée
Hongrie	Irlande	Jamaïque	Kiribati
Liban	Lituanie	Mali	Malte
Mexique	Niger	Pologne	République démocratique populaire lao
Singapour	Slovaquie	Sri Lanka	Togo
Viet Nam			
2019 (25 sur 47)			
Azerbaïdjan	Burkina Faso	Cambodge	Cameroun
Chili	Côte d'Ivoire	Croatie	Ghana
Guyana	Indonésie	Iraq	Islande
Israël	Kazakhstan	Lesotho	Liechtenstein
Mongolie	Nouvelle-Zélande	Pakistan	Philippines
République centrafricaine	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sierra Leone	Timor-Leste
Turquie			

Annexe C. Pays rendant compte des objectifs du Plan d'action dans le cadre de leurs Examens Nationaux Volontaires 2016-2019

Objectif	Nombre de pays ayant communiqué des données			
	2016	2017	2018	2019
1. Montrer que le volontariat peut être un moyen d'assurer l'appropriation par la population du Programme 2030	4 pays <i>Estonie, France, République de Corée, Suisse</i>	10 pays <i>Belgique, Belize, Chypre, Costa Rica, Danemark, Jordanie, Nigéria, Portugal, Slovénie, Thaïlande</i>	26 pays <i>Albanie, Andorre, Arabie saoudite, Australie, Bahreïn, Bhoutan, Canada, Émirats arabes unis, Équateur, Grèce, Guinée, Hongrie, Irlande, Jamaïque, Liban, Malte, Mexique, Niger, Pologne, République démocratique populaire lao, Singapour, Slovaquie, Sri Lanka, Soudan, Togo, Viet Nam</i>	18 pays <i>Cambodge, Cameroun, Chili, Côte d'Ivoire, Croatie, Ghana, Indonésie, Iraq, Islande, Israël, Lesotho, Nouvelle-Zélande, Pakistan, République centrafricaine, Royaume-Uni, Sierra Leone, Timor-Leste, Turquie</i>
2. Volontariat intégré dans les politiques et les plans nationaux	0 pays	7 pays <i>Chypre, Éthiopie, Guatemala, Indonésie, Italie, Jordanie, Thaïlande</i>	10 pays <i>Espagne, Guinée, Kiribati, Liban, Lituanie, Niger, Pologne, Singapour, Sri Lanka, Togo</i>	12 pays <i>Azerbaïdjan, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guyana, Indonésie, Iraq, Kazakhstan, Lesotho, Philippines, Royaume-Uni, Turquie</i>
3. Mesure du volontariat comme partie intégrante de la compréhension du bien-être et du développement	0 pays	1 pays <i>Jordanie</i>	4 pays <i>Arabie saoudite, Australie, Sri Lanka, Togo</i>	2 pays <i>Mongolie, Royaume-Uni</i>

Annexe D. Pays ayant contribué au Plan d'action à travers les Analyses de la Situation Nationale

Région	Pays	
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale	Bénin Burkina Faso Cameroun	Niger Togo
Afrique de l'Est et Afrique australe	Burundi Éthiopie Madagascar Malawi	Mozambique Ouganda Zambie Zimbabwe
États arabes	État de Palestine Iraq	Somalie Soudan
Europe et Communauté d'États indépendants	Allemagne Autriche Azerbaïdjan Chypre Croatie Fédération de Russie France Kazakhstan	Malte Monténégro Pays-Bas République tchèque Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Asie et Pacifique	Afghanistan Cambodge Chine	Inde Sri Lanka Thaïlande
Amérique latine et Caraïbes	Brésil Chili Équateur Mexique	Paraguay Pérou Uruguay

Annexe E. Liste des pays ayant effectué au moins une mesure du volontariat entre 2007 et 2019

Pays	Année
Afrique du Sud	2010, 2014, 2018
Albanie	2011
Algérie	2012
Allemagne	2012, 2015
Andorre	2017
Arabie saoudite	2018
Argentine	2013
Arménie	2008
Australie	2010, 2014, 2016
Autriche	2011, 2015
Azerbaïdjan	2008, 2009
Bangladesh	2010, 2016, 2017
Bélarus	2015, 2016
Belgique	2013, 2014, 2015
Bésil	2012, 2016, 2017, 2018, 2019
Brunéi Darussalam	2016, 2017
Bulgarie	2010, 2015
Cabo Verde	2012
Canada	2010, 2013, 2018
Chili	2015
Chine	2008
Chypre	2015
Colombie	2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019
Costa Rica	2016, 2017, 2018, 2019
Croatie	2015
Danemark	2009, 2015
Dominique	2011, 2013
Équateur	2012

Pays	Année
Espagne	2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019
Estonie	2010, 2015
États-Unis d'Amérique	2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019
Éthiopie	2013
Fédération de Russie	2014, 2016, 2017, 2018, 2019
Finlande	2009, 2015, 2017
France	2010, 2013, 2015, 2016
Ghana	2009
Grèce	2014, 2015, 2017
Guatemala	2011
Honduras	2009
Hongrie	2010, 2011, 2014, 2015, 2017
Iran (République islamique d')	2009
Irlande	2013, 2015
Islande	2015
Israël	2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019
Italie	2008, 2009, 2013, 2015
Japon	2013, 2016
Kazakhstan	2012, 2017, 2018, 2019
Kenya	2009, 2016
Kirghizistan	2015
Lettonie	2015
Lituanie	2015
Luxembourg	2014, 2015
Macédoine du Nord	2009, 2015
Mali	2017
Malte	2015
Maroc	2012
Mexique	2018
Mongolie	2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019
Népal	2015, 2018
Nigéria	2015
Norvège	2011, 2015
Nouvelle-Zélande	2008, 2010, 2012, 2016, 2018

Pays	Année
Oman	2008
Ouganda	2017
Panama	2011
Pays-Bas	2012, 2015, 2016, 2017
Pérou	2017
Pologne	2010, 2013, 2014, 2015, 2016
Portugal	2012, 2015, 2018
Qatar	2012
République de Corée	2011, 2013, 2014, 2015, 2017, 2019
République de Moldova	2012, 2015
République démocratique populaire lao	2013
République tchèque	2013, 2015
République-Unie de Tanzanie	2014
Roumanie	2012, 2015
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2015, 2017
Serbie	2010, 2015
Seychelles	2016, 2017
Singapour	2012, 2014, 2016
Slovaquie	2015
Slovénie	2015
Sri Lanka	2017
Suède	2011, 2012, 2015
Suisse	2010, 2011, 2013, 2015, 2016
Suriname	2012
Tadjikistan	2016
Thaïlande	2009, 2013
Turquie	2015
Venezuela (République bolivarienne du)	2013

NOTES

1 Assemblée générale des Nations Unies, 2015a.

2 La Décennie d'action appelle à « accélérer la mise en œuvre de solutions durables face aux défis majeurs auquel le monde est confronté, de la pauvreté et de l'égalité des sexes aux changements climatiques, aux inégalités et à la résorption des écarts financiers ». En septembre 2019, le Secrétaire général de l'ONU a invité « tous les secteurs de la société à se mobiliser en faveur d'une décennie d'action dans trois domaines : une action à l'échelle mondiale, visant à assurer un plus grand leadership, davantage de ressources et des solutions qui auront plus d'impact sur les objectifs de développement durable ; une action locale, qui intègre les transitions nécessaires dans les politiques, budgets, institutions et mécanismes de gouvernance des États, des villes et des autorités locales ; et une action individuelle, menée par les jeunes, la société civile, les médias, le secteur privé, les syndicats et les universités, entre autres, afin de créer un mouvement irréversible faisant avancer ces objectifs ». (Assemblée générale des Nations Unies, 2020)

3 Assemblée générale des Nations Unies, 2015c.

4 La Réunion Technique Mondiale sera coprésidée par le Programme des volontaires des Nations Unies (VNU) et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), conformément aux résolutions A/RES/70/129 et A/RES/73/140 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

5 Le Plan d'action a été élaboré conjointement par les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les volontaires en vue de réfléchir à la meilleure manière de tenir compte du volontariat et de maximiser son influence au cours de la prochaine décennie et au-delà. La résolution A/RES/70/129, *Intégrer le volontariat aux activités axées sur la paix et le développement : plan d'action pour la décennie à venir et au-delà*, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015, propose un cadre mondial qui permet aux acteurs de soutenir le volontariat et de mettre à profit son potentiel pour consolider l'engagement des citoyens et les résultats obtenus en matière de développement durable. Elle a été suivie en 2018 par la résolution A/RES/73/140, qui a encouragé les États membres i) à accroître leur coopération avec les autres acteurs du volontariat en vue de prendre davantage en compte le volontariat dans leurs stratégies nationales de développement, ii) à intégrer des informations concernant les effets du volontariat à leurs examens nationaux volontaires des ODD, et iii) à réaliser des analyses à l'échelle nationale du volontariat en vue des consultations régionales sur le sujet organisées en 2019 dans le cadre des forums régionaux annuels pour le développement durable.

6 FICR, 2015.

7 VNU, 2018a.

8 Le volontariat féminin représente 57 % du volontariat mondial, et ce chiffre atteint 59 % si l'on tient uniquement compte du volontariat informel. VNU, 2018a.

9 VNU, 2018b.

10 PNUD, 2015.

11 VNU, 1999.

12 Plan d'action, 2020a.

13 Assemblée générale des Nations Unies, 2015c.

14 Conformément à la résolution A/RES/67/138 de l'Assemblée générale, VNU a élaboré un projet préparatoire de Plan d'action. Entre août et novembre 2014, des consultations relatives à ce projet ont été organisées en Afrique du Sud, en Australie, au Bahreïn, au Cambodge et au Pérou. Elles ont réuni 500 participants, représentant plus de 180 organismes. Entre août 2014 et mai 2015, ces consultations ont été complétées par une enquête en ligne qui a permis de recueillir l'opinion de plus de 250 participants issus de gouvernements et d'organisations internationales, nationales et locales, mais aussi par deux consultations informelles des États membres organisées à New York.

15 Assemblée générale des Nations Unies, 2015c.

16 Ces sources ont des limites. Ainsi, certaines comportent des analyses subjectives des contributeurs, réalisées à leur propre initiative et parfois non vérifiées. En dépit de ces limites, nous sommes convaincus que la combinaison des divers types de sources et de données, rassemblés à l'échelle mondiale auprès de différentes parties prenantes, portant sur des thèmes variés et employant des méthodes distinctes, constitue

un bon point de départ pour la poursuite des discussions ainsi que l'élaboration d'un programme lors de la réunion technique, et par la suite.

17 Au total, 43 analyses de la situation nationale ont été communiquées au Secrétariat du Plan d'action entre 2017 et 2019. Elles ont principalement été réalisées par les gouvernements, mais aussi par des organisations de la société civile, en concertation avec d'autres parties prenantes, notamment l'ONU, le secteur privé et les organisations qui emploient des volontaires.

18 Organisation des Nations Unies, 2019a.

19 Ces consultations ont été menées par les commissions régionales suivantes : la Commission économique pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies (CEA), la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies (CEE-ONU), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Organisation des Nations Unies (CEPALC) et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale de l'Organisation des Nations Unies (CESAO). Elles ont permis aux États membres et à leurs partenaires de discuter des données et de leurs approches, d'identifier les mesures possibles pour combler les lacunes dans les connaissances et de veiller à ce que les contributions nationales et régionales au Forum politique de haut niveau pour le développement durable tiennent compte des apports des volontaires à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

20 Plan d'action, 2020c.

21 Plan d'action, 2020a.

22 L'enquête mondiale a été traduite dans plus de 20 langues et a reçu plus de 20 000 réponses, dont plus de 80 % en provenance des pays du Sud. Plan d'action, 2020d.

23 MY World est une enquête mondiale destinée aux citoyens, visant à faire entendre leur voix lors des débats officiels sur les ODD. Près de 10 millions de personnes issues de 194 pays ont participé à la première enquête MY World, contribuant à définir les objectifs mondiaux lancés en 2015. Les données recueillies en 2015 peuvent être consultées à l'adresse <http://data.myworld2015.org/>.

24 Assemblée générale des Nations Unies, 2015a.

25 Le volontariat a été reconnu comme essentiel à la participation des jeunes gens aux consultations des Plans d'action régionaux et aux consultations complémentaires ; mentionnons à cet égard celle organisée conjointement avec l'Union africaine à Kigali, au Rwanda. Plusieurs examens nationaux volontaires et analyses de la situation nationale, notamment au Royaume-Uni, donnent également des exemples de personnes financièrement défavorisées qui travaillent comme volontaires pour acquérir des qualifications tout en aidant leur communauté. National Council for Voluntary Organisations, 2018, et Plan d'action, 2019k.

26 Par exemple, en Guinée, des volontaires contribuent à la protection de l'environnement ; en Jamaïque, ils sont formés à la gestion des risques de catastrophe ; au Canada, des immigrants agissent comme volontaires pour assurer les services communautaires ; en Allemagne, des initiatives menées par des volontaires répondent aux besoins immédiats des réfugiés et des demandeurs d'asile. Gouvernement du Canada, 2018, gouvernement de la Jamaïque, 2018, gouvernement de la Guinée, 2018, et Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 2017.

27 Par exemple, en Espagne, le gouvernement publie des conseils concernant la manière dont les citoyens peuvent participer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par le biais du volontariat. Gouvernement de l'Espagne, 2018.

28 Par exemple, des plateformes en ligne mettent en relation les volontaires avec des organisations de la société civile en Israël et en Russie. Gouvernement d'Israël, 2019, et gouvernement de la Russie, 2018. Notons le nombre remarquable d'exemples, parmi ceux communiqués au sujet de plateformes numériques, qui incluent l'utilisation de technologies de pointe, telles que l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique. Cela souligne à la fois le potentiel des solutions technologiques pour surmonter les contraintes liées aux ressources et le lien étroit entre les innovations en ligne de la dernière décennie et la production participative menée par les volontaires. À titre d'exemple, la plateforme en ligne de partage de compétences au Liban, mise en lumière par l'appel en ligne en faveur de l'adoption de bonnes pratiques, repose sur l'apprentissage automatique. Plan d'action, 2020c.

29 Par exemple, des fédérations provinciales de volontaires existent en Chine ; au Chili, le Conseil national des jeunes volontaires constitue un espace de partage des bonnes pratiques (<http://www.injuv.gob.cl/>) ; en Uruguay, le Réseau national pour le dialogue sur le volontariat et l'engagement social soutient plusieurs organisations qui emploient des volontaires (<http://www.mesadevoluntariado.org.uy/>). Gouvernement de la Chine, 2018.

- 30** Il existe de plus en plus de réseaux nationaux de soutien, par exemple CentraRSE au Guatemala (<https://centrarse.org/>) et de coalitions mondiales, notamment le Conseil mondial des bénévoles d'entreprise (GCVC) de l'Association internationale pour l'effort volontaire (<https://www.iave.org/corporations/gcvc/>) et IMPACT2030 (<https://www.impact2030.com/home>).
- 31** Gouvernement du Cambodge, 2018. Parmi ces mesures, on compte également un dispositif de certification en Croatie et des passeports pour les volontaires en Autriche. Gouvernement de l'Autriche, 2018, et gouvernement de la Croatie, 2018.
- 32** Gouvernement du Kazakhstan, 2019, et gouvernement de la Slovaquie, 2018.
- 33** Gouvernement du Togo, 2018.
- 34** Une autre exception est la prise en compte dans les rapports des personnes âgées qui se portent volontaires pour aider les jeunes en Azerbaïdjan. Gouvernement de l'Azerbaïdjan, 2018.
- 35** Les volontaires et les organisations qui emploient des volontaires ont soutenu des processus de consultation en vue de l'établissement de rapports nationaux sur les ODD dans le cadre des examens nationaux volontaires au Sri Lanka. Gouvernement du Sri Lanka, 2018.
- 36** Certains pays, notamment la Russie (dans son analyse de la situation nationale), ont également souligné que la participation des groupes de volontaires à l'évaluation et au suivi de la réalisation des ODD devait faire l'objet d'études plus poussées. Gouvernement de la Russie, 2018.
- 37** En Nouvelle-Zélande, des volontaires ont organisé des concours de plaidoirie afin d'aider à définir les priorités du public concernant les ODD et d'élargir les débats relatifs au développement durable en impliquant des acteurs au-delà du cercle des conseillers politiques gouvernementaux. Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, 2019.
- 38** Par exemple, la Plateforme intégrée des organisations de la société civile pour les ODD en Sierra Leone a permis aux volontaires de mieux faire entendre leur point de vue en tant que partenaires pour le développement national. Gouvernement de la Sierra Leone, 2019.
- 39** Au Niger et en République démocratique populaire lao, des volontaires recueillent des données relatives à la réalisation des ODD en vue d'éclairer les politiques locales et nationales dans le cadre des dispositifs plus vastes de suivi des ODD. Gouvernement de la République démocratique populaire lao, 2018, et gouvernement du Niger, 2018.
- 40** Dans le monde entier, les volontaires ont fait part de leurs commentaires à l'échelle locale dans un même domaine : l'écologie. Ainsi en est-il de Singapour, où des volontaires s'investissent dans la préservation de l'environnement. Gouvernement de Singapour, 2018.
- 41** En Tanzanie, des volontaires ont créé une plateforme citoyenne en ligne pour la reddition de comptes, qui établit un lien direct entre les citoyens et leurs représentants au Parlement. Plan d'action, 2020c.
- 42** En Arménie, des jeunes et des réfugiés collaborent pour sensibiliser la population au changement climatique. Plan d'action, 2020c.
- 43** En 2019, l'Irlande a lancé une consultation publique afin d'éclairer le processus d'élaboration de sa stratégie nationale de volontariat pour la période de 2020 à 2025. Cette consultation a reçu plus de 90 réponses, issues de la société civile, de volontaires, de réseaux et d'autres parties prenantes. Les lois sur le volontariat promulguées au Paraguay ont également été élaborées par le biais d'un processus consultatif auquel ont participé des organisations de volontaires, des experts juridiques et universitaires ainsi que le gouvernement. Gouvernement de l'Irlande, 2019, et gouvernement du Paraguay, 2018.
- 44** Gouvernement des Émirats arabes unis, 2017.
- 45** Organisées notamment par des groupes marginalisés et vulnérables, ces campagnes de sensibilisation portaient entre autres sur les principaux problèmes qui les touchaient et les solutions connexes. À titre d'exemple, des volontaires de la République démocratique populaire lao ont diffusé des émissions de radio en vue de sensibiliser aux questions relatives aux moyens d'existence, à l'éducation et à la santé. Gouvernement de la République démocratique populaire lao, 2018.
- 46** Ainsi, lors de la consultation régionale pour l'Afrique organisée dans le cadre du Plan d'action, une organisation employant des volontaires a souligné le rôle clé du volontariat pour autonomiser les personnes handicapées et les aider à libérer tout leur potentiel afin de favoriser et mener leur propre politique de développement. Plan d'action, 2019g.
- 47** Parmi les exemples révélateurs, mentionnons une initiative à Singapour, dans le cadre de laquelle des femmes volontaires étendent leurs réseaux socioprofessionnels et bénéficient de l'aide et des conseils de dirigeantes ; mais aussi un projet mené au Libéria, où des femmes volontaires travaillent à la consolidation de la paix et à la résolution des conflits, notamment en assurant la réinsertion des combattants démobilisés, en

construisant des centres communautaires et en organisant des débats. Gouvernement de Singapour, 2018, et Plan d'action, 2019a.

48 Ces exemples comprennent le programme turc Sabancı de volontariat en entreprise qui s'efforce de changer les normes défavorables à l'entrepreneuriat féminin, ou encore le dispositif Beti Bachao, Beti Padhao Yojana en Inde, qui mobilise des volontaires (essentiellement des femmes) pour sensibiliser la population à l'importance de l'éducation des filles. Plan d'action, 2020c, et gouvernement de l'Inde, 2018.

49 Voir la contribution de la France dans le cadre de la consultation régionale organisée par la CEE-ONU. Plan d'action, 2019i.

50 D'après un rapport de VNU publié en 2018, sur 91 pays étudiés, environ la moitié disposaient de lois ou de politiques nationales visant l'inclusion de certaines catégories sous-représentées de volontaires (par exemple les femmes, les personnes âgées, les jeunes, les membres de minorités, les membres de populations autochtones ou les personnes handicapées). VNU, 2018b.

51 La Côte d'Ivoire a étendu son dispositif national afin d'encourager la participation dans une zone géographique plus vaste. Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2019.

52 Assemblée générale des Nations Unies, 2015c.

53 Plan d'action, 2019e.

54 Par exemple, aux Pays-Bas, les municipalités se sont vu déléguer la responsabilité de soutenir et de promouvoir le volontariat. Commission européenne, 2010.

55 D'après une initiative de production participative de données relatives à l'infrastructure du volontariat actuellement en cours, fondée sur un ensemble de données recueillies pour le *Rapport sur l'état du volontariat dans le monde 2018*. Les données seront accessibles via le portail de connaissances sur le volontariat qui sera inauguré lors de la Réunion Technique Mondiale. VNU, 2020.

56 Par exemple, les lois promulguées par l'Émirat de Dubaï en 2018 ou l'actualisation des lois sur le volontariat au Brésil de 2017. Gouvernement du Brésil, 2018, et Plan d'action, 2019e.

57 Au Burundi, de nouvelles lois relatives au volontariat ont été passées en juillet 2018 en vue de contribuer directement à la réalisation des huit piliers de la stratégie nationale de développement durable à l'horizon 2025, en particulier les objectifs d'amélioration de l'emploi et des revenus des ménages et de réduction de la pauvreté. Gouvernement du Burundi, 2018.

58 Par exemple, la nouvelle politique relative aux jeunes du Kiribati porte sur le volontariat en tant que moyen d'inclure les jeunes dans les efforts nationaux de développement. Dans les États arabes, 17 % de la population est âgée de 15 à 24 ans ; plusieurs pays, notamment le Bahreïn et le Maroc, ont donc mis en place des politiques nationales qui soulignent la valeur du volontariat et sa contribution à une meilleure employabilité des jeunes. D'après une analyse actuellement menée par VNU, au moins 35 États membres des Nations Unies ont intégré le volontariat à leurs lois, politiques, plans, stratégies et dispositifs nationaux relatifs aux jeunes. Gouvernement de Kiribati, 2018, VNU, 2015b, gouvernement de Bahreïn, 2018, et VNU, 2020.

59 Par exemple, en Équateur, le Secrétariat national pour la réduction des risques et les urgences a mis en place une initiative visant à intégrer le volontariat aux plans locaux de réduction des risques de catastrophe afin d'améliorer les capacités et de partager leurs expériences en Birmanie, les volontaires font partie intégrante du plan d'action du pays pour la réduction des risques de catastrophe. Gouvernement de l'Équateur, 2018, et gouvernement de la Birmanie, 2017.

60 À titre d'exemple, la consultation conjointe du Plan d'action et de l'Union africaine à Kigali, au Rwanda, a mis en avant l'importance des organismes et des plateformes de coordination pour accroître l'appropriation. Plan d'action, 2019j.

61 Ainsi, en Pologne, un organisme national rassemble tous les courants de volontariat en vue de faciliter la coordination ; de même, le Mexique a établi en 2015 une plateforme nationale de volontariat en collaboration avec l'Institut national de développement social. Gouvernement de la Pologne, 2018, et gouvernement du Mexique, 2018.

62 Gouvernement de Madagascar, 2018.

63 En Afrique, de nombreux pays, dont le Botswana, le Burkina Faso, Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, l'Eswatini, la Mauritanie, Maurice, la République démocratique du Congo et les Seychelles ont mis en place des projets nationaux de volontariat. En Asie, l'Inde à elle seule fait part de 15 projets nationaux différents. Gouvernement de l'Inde, 2018, et Plan d'action, 2019a.

64 Par exemple, l'Australie et la Hongrie. Gouvernement de l'Australie, 2018, et gouvernement de la Hongrie, 2018.

65 Gouvernement de l'Azerbaïdjan, 2018.

66 Par exemple, des programmes internationaux de la République de Corée ont été présentés lors de la consultation régionale du Plan d'action pour l'Asie et le Pacifique dans le cadre de la coopération internationale au développement. La Chine prévoit aussi des programmes de volontariat international dans sa politique de développement outre-mer et dans sa stratégie régionale de « la Ceinture et la Route ». Gouvernement de la Chine, 2018, et Plan d'action, 2019b.

67 Y compris par l'intermédiaire de l'Alliance des groupes de volontaires, qui représente des volontaires et des organisations employant des volontaires issus de plus de 150 pays en tant que groupe de parties prenantes au Conseil économique et social des Nations Unies (<https://sustainabledevelopment.un.org/majorgroups/volunteers>).

68 Par exemple, le volontariat en complément d'autres initiatives de la société civile, d'entités multipartites et de l'ensemble de la société. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes mentionne les volontaires à six reprises et le Pacte mondial sur les migrations ne mentionne leur existence qu'une fois. Aucune mention des volontaires ne figure dans le Nouvel agenda urbain. Un nouveau rapport des Nations Unies sur la réponse aux répercussions socio-économiques de la COVID-19 mentionne les volontaires une seule fois. Organisation des Nations Unies, 2020.

69 À titre d'exemple, un plan de 2018 sous la houlette de l'Union européenne en faveur des jeunes demandeurs d'emploi, déscolarisés ou exclus des dispositifs de formation promeut le volontariat comme moyen de fédérer les jeunes, de renforcer la solidarité et d'améliorer l'employabilité. Des organismes intergouvernementaux régionaux tels que l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN) encouragent le volontariat parmi leurs membres pour renforcer l'intégration et une identité commune. De même, le cadre d'action de l'Union africaine pour l'institutionnalisation du volontariat des jeunes en Afrique vise à développer « une infrastructure de volontariat des jeunes aux niveaux national et régional dans le cadre des plans stratégiques ». Commission européenne, 2018, ASEAN, 2016, et Union africaine, 2012.

70 Par exemple, l'initiative Volontariat international de Réciprocité au Togo facilite les échanges de volontaires entre le Togo et d'autres pays ; le Cambodge et la Malaisie échangent des volontaires opérant dans les domaines de l'éducation et de la santé ; en Amérique latine, le programme de l'Alliance du Pacifique pour le volontariat de la jeunesse facilite quant à lui les échanges entre le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou. Gouvernement du Cambodge, 2018, Gouvernement du Chili, 2018, et Plan d'action, 2019f.

71 Par exemple, un programme national au Brésil vise à encourager la participation active de la société au Programme de développement durable à l'horizon 2030. On peut citer d'autres exemples, comme des projets de volontaires au Qatar et en Arabie saoudite qui invitent la population à se porter volontaires dans le cadre des objectifs de développement national. Gouvernement du Brésil, 2018, Plan d'action, 2019e, et Qatar Charity, 2020.

72 Gouvernement du Burkina Faso, 2019.

73 Tous les rapports de synthèse régionaux du Plan d'action ont souligné le manque d'attention accordée au soutien et à l'intégration des volontaires informels. L'absence de volontaires informels dans les interventions en cas de catastrophe a été pointée du doigt lors de l'événement en marge du Plan d'action consacré au volontariat humanitaire, organisé conjointement par le secrétariat du Plan d'action, la FICR et le gouvernement du Kenya, à la 33e Conférence internationale de la FICR qui s'est tenue à Genève en 2019. FICR, 2019a.

74 Dans les examens nationaux volontaires pour 2016-2019, seulement 4 % des pays ont fait part de projets visant à mesurer le volontariat. Environ 60 % des analyses de la situation nationale faisaient part de projets en vue de procéder à des mesures, actuellement ou à l'avenir, et selon une analyse du programme VNU, 95 États membres ont mesuré le volontariat entre 2007 et 2019. VNU, 2020.

75 Dans la région ONU-CEE, six des dix pays qui ont soumis des analyses de la situation nationale ont décrit leurs méthodes de mesure. Il s'agit notamment d'une enquête sur la participation sociale et l'aide sociale au Canada, d'enquêtes spécialisées conduites en Allemagne et de modules liés à des enquêtes sur la population active en Moldavie. Plan d'action, 2019c.

76 États arabes : Algérie, Arabie saoudite, Maroc, Oman, Qatar. Afrique : Afrique du Sud, Cabo Verde, Éthiopie, Ghana, Kenya, Mali, Nigéria, Ouganda, République-unie de Tanzanie, Seychelles. VNU, 2020.

77 Ainsi, un message clé formulé à l'issue de la consultation régionale du Plan d'action pour l'Afrique pouvait se résumer ainsi : faute de données suffisantes, il est difficile de plaider en faveur du volontariat comme forme de développement et de favoriser son intégration dans les efforts visant à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 pour l'Afrique. Les participants à la réunion ont indiqué que les données sur la contribution des volontaires ne sont pas recueillies de manière systématique

et que les pouvoirs publics et les autres partenaires doivent travailler de concert pour recueillir et améliorer la qualité des données sur le volontariat. Plan d'action, 2019g.

78 Plan d'action, 2019f.

79 Comme l'ont indiqué des pays lors de la consultation sur le Plan d'action à Moscou et de la consultation régionale de la CESAO.

80 OIT, 2018a.

81 L'Afghanistan, la Jordanie, le Koweït et l'État de Palestine ont tous exprimé leur volonté d'élaborer des outils statistiques. OIT, 2018a, gouvernement de Jordanie, 2018, et Plan d'action, 2019e.

82 Certains pays le font déjà, comme Madagascar où une étude de référence a mesuré la valeur économique du volontariat, tandis que la Norvège publie régulièrement des statistiques indiquant la contribution des volontaires au PIB. Gouvernement de Madagascar, 2018, et Assemblée générale des Nations Unies, 2018b.

83 Gouvernement du Bhoutan, 2018.

84 Par exemple, l'anthologie de Butcher et Einolf sur le volontariat dans les pays du Sud, l'étude de cinq pays en Afrique australe de Patel *et al.*, le projet Volunteering in Conflicts and Emergencies Initiative (ViCE) portant sur les expériences de volontaires locaux et les recherches menées à l'initiative du Center for Social Development de l'Université de Washington sur le vieillissement productif et le volontariat des aînés. Butcher et Einolf, 2017, CSD, 2011, Patel, *et al.*, 2007, et Croix-Rouge suédoise, 2020.

85 Par exemple, la Singapore International Foundation inclut la valeur économique des volontaires dans les rapports de projet et les rapports annuels (<https://www.sif.org.sg/>) et IMPACT2030 a lancé une boîte à outils pour mesurer les contributions apportées aux ODD. Des projets tels que les recherches effectuées par Volunteer Services Overseas (VSO) et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) dans le cadre de l'étude ViCE basée sur l'écoute de témoignages contribuent à guider les efforts de mesure à plus grande échelle. IMPACT2030, 2020, et Croix-Rouge suédoise, 2020.

86 Voir, par exemple, Patel, *et al.*, 2007.

87 Par exemple, le dernier rapport « Comment va la vie ? » de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'intéresse particulièrement au volontariat. OCDE, 2020.

88 Le Plan d'action Challenge Innovation demande aux innovateurs de trouver des idées pour utiliser les données existantes sur le travail des volontaires afin de mieux comprendre des approches analytiques et d'autres sources, indicateurs et modèles de développement de données. Les sept articles seront publiés dans le cadre d'une anthologie pour la Réunion Technique Mondiale. Ils orienteront également l'élaboration d'une boîte à outils par le programme VNU, laquelle permettra de mesurer le travail des volontaires.

89 Sont incluses les organisations employant des volontaires et les plateformes d'organisations employant des volontaires garantissant que le temps et les contributions des volontaires sont consignés, que des techniques de traitement du langage naturel sont appliquées aux analyses et que de grands ensembles de données sont organisés pour offrir un aperçu des profils et des actions des volontaires. On peut prendre pour exemple une plateforme numérique au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord permettant aux volontaires de consigner leurs heures et de renseigner leurs compétences. Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, 2019.

90 Plan d'action, 2019j.

91 Plan d'action, 2020e.

92 L'Arabie saoudite a chiffré à 12 millions de dollars les contributions que ses 55 832 volontaires nationaux ont apportées à l'économie en 2017, tandis que la Mongolie a estimé à environ 2 millions de dollars les avantages économiques apportés par ses 27 312 volontaires. Gouvernement de Mongolie, 2019, et gouvernement d'Arabie saoudite, 2018.

93 Plan d'action, 2020b.

94 Chancel et Demailly, 2015.

95 Les 20 contributeurs et les 20 thèmes ont été sélectionnés dans le cadre d'un processus de présélection prenant en considération les avis du Groupe de travail technique du Plan d'action et du Groupe consultatif d'experts du Plan d'action, ainsi que les quatre pistes de travail jalonnant le processus de planification de la Réunion Technique Mondiale de 2020. La sélection finale a été effectuée par le Secrétariat du Plan d'action à partir d'un ensemble de critères visant à assurer une représentation équilibrée sur le plan régional et sectoriel et entre les genres. Chaque auteur a été invité à envoyer une contribution écrite à titre volontaire, sans recevoir de compensation financière. Lorsque certains auteurs n'étaient pas disponibles, d'autres ont été retenus.

96 ONU-Femmes, 2020.

97 VNU, 2018a.

- 98** ONU-Femmes, 2019.
- 99** OIT, 2018b.
- 100** UNFPA, 2011.
- 101** Voir <https://www.unwomen.org/fr/get-involved/beijing-plus-25/about>.
- 102** HCR, 2020.
- 103** Organisation des Nations Unies, 2019b.
- 104** VNU, 2018a.
- 105** PBI, 2016.
- 106** Constanza, 2015.
- 107** Par exemple, des volontaires autochtones apportent leur soutien à des communautés Pueblo et Navajo aux États-Unis. Hartigan Shea, 2020.
- 108** OIT, 2020.
- 109** CEE-ONU, 2018.
- 110** Kaseke, 2013.
- 111** Par exemple, des volontaires informels aident des veuves et des orphelins au moment des labours, du désherbage et de la récolte. Kaseke, 2013.
- 112** VNU, 2018a.
- 113** Butcher et Einolf, 2017.
- 114** PNUD, 2018.
- 115** Voir, par exemple, Russell, *et al.*, 2019.
- 116** Fondation sur l'opinion publique, 2019.
- 117** Association des centres de volontaires, 2019.
- 118** CIVICUS, IAVE ET VNU, 2008.
- 119** CIVICUS, 2020a.
- 120** CIVICUS, 2020b.
- 121** CIVICUS, 2020c.
- 122** Duignan, 2019.
- 123** Tata, 2020.
- 124** Tata, 2018.
- 125** Laurie et Baillie Smith, 2017.
- 126** Thomas *et al.*, 2018.
- 127** Griffiths *et al.*, 2018.
- 128** Les sociétés nationales de la République démocratique du Congo, de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone apportent à leurs volontaires un soutien similaire. FICR, 2019b.
- 129** De même, la Société du Croissant-Rouge yéménite a établi un fonds de solidarité volontaire qui a encouragé la Société de la Croix-Rouge en République démocratique du Congo à lancer son propre fonds. Croix-Rouge suédoise, 2017.
- 130** Croix-Rouge suédoise, 2018.
- 131** Haddad, 2015.
- 132** Plan d'action, 2020a.
- 133** Gouvernement du Togo, 2013.
- 134** Pour en savoir plus, voir <https://www.spc.int/updates/news/2019/05/launch-of-the-wake-up-project-to-engage-pacific-youth-in-prevention-and>.
- 135** Le projet a abouti au déploiement de plus de 600 enseignants et infirmiers ou infirmières à la retraite dans les îles Marshall, au Nauru, au Tuvalu et au Vanuatu entre 2012 et 2019.
- 136** Mati et Perold, 2012, et Mati, 2016.
- 137** Butcher et Einolf, 2017.
- 138** <https://ecofun.id/>.
- 139** Assemblée générale des Nations Unies, 2015a.
- 140** Assemblée générale des Nations Unies, 2015b.

BIBLIOGRAPHIE

Assemblée générale des Nations Unies, 2002. A/RES/56/38. Résolution adoptée par l'Assemblée générale. *Recommandations relatives à l'appui au volontariat*. New York : Assemblée générale des Nations Unies.

Assemblée générale des Nations Unies, 2015a. A/69/700. Rapport de synthèse du Secrétaire général. *La dignité pour tous d'ici à 2030 : éliminer la pauvreté, transformer nos vies et protéger la planète*. New York : Assemblée générale des Nations Unies.

Assemblée générale des Nations Unies, 2015b. A/RES/70/1. *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. New York : Assemblée générale des Nations Unies.

Assemblée générale des Nations Unies, 2015c. A/70/118. Rapport du Secrétaire général. *Intégrer le volontariat dans les activités de la décennie à venir*. New York : Assemblée générale des Nations Unies.

Assemblée générale des Nations Unies, 2015d. A/RES/70/129. Résolution adoptée par l'Assemblée générale. *Intégrer le volontariat aux activités axées sur la paix et le développement : plan d'action pour la décennie à venir et au-delà*. New York : Assemblée générale des Nations Unies.

Assemblée générale des Nations Unies, 2015e. A/RES/70/1. Résolution adoptée par l'Assemblée générale. *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. New York : Assemblée générale des Nations Unies.

Assemblée générale des Nations Unies, 2018a. A/RES/73/140. Résolution adoptée par l'Assemblée générale. *Le volontariat à l'appui du Programme de développement durable à l'horizon 2030*. New York : Assemblée générale des Nations Unies.

Assemblée générale des Nations Unies, 2018b. A/73/254. Rapport du Secrétaire général. *Plan d'action visant à intégrer le volontariat au programme de développement durable à l'horizon 2030*. New York : Assemblée générale des Nations Unies.

Assemblée générale des Nations Unies, 2020. Déclaration prononcée devant l'Assemblée générale sur les priorités du Secrétaire général pour 2020. 22 janvier. Disponible à l'adresse : <https://www.un.org/sg/en/content/sg/speeches/2020-01-22/remarks-general-assembly-priorities-for-2020>.

Association des centres de volontaires, 2019. Rapport final du programme « Young in Soul » pour 2019. À paraître.

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), 2016. *Projet de la communauté socioculturelle de l'ASEAN 2025*. Djakarta : ASEAN.

Brigades de paix internationales (PBI), 2016. *I Think, Therefore I Resist: Grassroots Experiences of Alternative Protection and Promotion of Human Rights in the Context of Large-Scale Economic Investments*. Londres : PBI.

Butcher, Jacqueline et Einolf, Christopher J., éd., 2017. *Perspectives on Volunteering: Voices from the South*. Cham : Springer International.

Center for Social Development (CSD), 2011. « Lors d'une conférence, des participants chinois et américains partagent des meilleures pratiques sur le vieillissement productif ». 13 décembre 2011. Disponible à l'adresse : <https://csd.wustl.edu/at-conference-chinese-americans-share-best-practices-on-productive-aging/>.

Chancel, Lucas et Demailly, Damien, 2015. « Brief for GSDR 2015. Beyond GDP indicators: to what end? » Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/5769Beyond%20GDP%20Indicators%20to%20what%20end_rev.pdf.

CIVICUS, 2020a. *Monitor Tracking Civic Space*. Document disponible à l'adresse <https://monitor.civicus.org/>.

CIVICUS, 2020b. Plateforme *Innovation for Change*. Document disponible à l'adresse <https://www.civicus.org/index.php/fr/ce-que-nous-faisons/innovover/innovation-for-change>.

CIVICUS, 2020c. Plateforme du groupe DIGNA (Diversity and Inclusion Group for Networking and Action). Document disponible à l'adresse <https://www.civicus.org/index.php/fr/ce-que-nous-faisons/renforcer/diversite-inclusion>.

CIVICUS, Association internationale pour l'effort volontaire et Programme des volontaires des Nations Unies (VNU), 2008. *Volunteering and Social Activism: Pathways for Participation in Human Development*. Document disponible à l'adresse <https://www.issuelab.org/resources/20349/20349.pdf>.

Commission européenne, 2010. *Volunteering in the European Union: Country Report Netherlands*. Agence exécutive « Éducation, audiovisuel et culture », Direction générale de l'éducation et de la culture. Bruxelles : Commission européenne.

Commission européenne, 2018. *Mobiliser, connecter et autonomiser les jeunes : une nouvelle stratégie européenne en faveur de la jeunesse*. Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité européen des régions. COM(2018) 269 final. Bruxelles : Commission européenne.

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), 2018. *Structural transformation, employment, production and society (STEPS) profile – Eswatini*. Document disponible à l'adresse <https://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/STEPS/2018/eswatini-country-profile.pdf>.

Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), 2019. *Social Policy Brief 2019. Bridging the Inequality Gap Among Young People in the Arab Region*. Beyrouth : CESAO.

Conseil maltais pour le secteur volontaire, 2019. *National Strategy on Volunteering 2020–2025*. Disponible à l'adresse : <https://maltacvs.org/wp-content/uploads/2020/02/National-Strategy-on-Volunteering-2020-2025-Report-Rivedut-min.pdf>.

Conseil national des organisations bénévoles (NCVO), 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat du Royaume-Uni*. Approuvée par les responsables politiques des gouvernements du pays de Galles, de l'Écosse et de l'Irlande du Nord et soutenue par le Bureau de la société civile du Royaume-Uni. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Costanza, Jennifer, 2015. « Indigenous Peoples' Right to Prior Consultation: Transforming Human Rights From the Grassroots in Guatemala ». *Journal of Human Rights*, vol 14, n° 2, p. 260-285.

Croix-Rouge suédoise, 2017. *Volunteer Insurance: ViCE Pop-Up Innovation Lab*. 28-30 mars, Tegucigalpa, Honduras. Document disponible à l'adresse <http://www.rcrcvice.org/wp-content/uploads/2017/05/2017-Volunteer-Insurance-Innovation-Lab-ViCE-EN.pdf>.

Croix-Rouge suédoise, 2018. *Security Guide: Be Careful*. Stockholm : Croix-Rouge suédoise. Document disponible à l'adresse https://kunskapsbanken.rodakorset.se/hc/sv/article_attachments/360005007658/Safety_guide_Be_careful_v2.pdf

Croix-Rouge suédoise, 2020. *Volunteering in Conflicts and Emergencies*. Disponible à l'adresse : <http://www.rcrcvice.org/>.

Duignan, Paul, 2019. « Citizens' assembly should think the unthinkable about climate change ». *Stuff* du 7 novembre. Document disponible à l'adresse <https://www.stuff.co.nz/environment/climate-news/117146470/citizens-assembly-should-think-the-unthinkable-about-climate-change>.

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), 2015. *Étude mondiale sur le volontariat : rapport*. Genève : FICR.

Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), 2019a. 33^e *Conférence internationale*. Genève : FICR. Disponible à l'adresse : <https://rcrcconference.org/about/33rd-international-conference/>.

Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), 2019b. *Résolution 5 : La sûreté et la sécurité des volontaires de l'humanitaire. Rapport de progrès 2015-2019*. Genève : FICR.

Fondation sur l'opinion publique (FOM), 2019. *Research on the potential for the development of volunteerism in the Russian Federation*. Document disponible à l'adresse <https://edu.dobro.ru/upload/uf/2fd/2fd7679e24de4adb1c7db90c52d481ed.pdf>.

Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), 2011. Une « école des maris » encourage les Nigériens à améliorer la santé de leur famille. 20 avril. Document disponible à l'adresse <https://www.unfpa.org/fr/news/une-%C2%AB-%C3%A9cole-des-maris-%C2%BB-encourage-les-nig%C3%A9riens-%C3%A0-am%C3%A9liorer-la-sant%C3%A9-de-leur-famille>.

Gouvernement de l'Arabie saoudite, 2018. *Towards Saudi Arabia's Sustainable Tomorrow: First National Voluntary Review 2018-1439*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/20230SDGs_English_Report972018_FINAL.pdf.

Gouvernement de l'Australie, 2011. *National Volunteering Strategy*. Disponible à l'adresse : <https://www.volunteeringtas.org.au/wp-content/uploads/2015/11/other5.pdf>.

Gouvernement de l'Australie, 2018. *Report on the Implementation of the Sustainable Development Goals*. Disponible à l'adresse : <https://www.dfat.gov.au/sites/default/files/sdg-voluntary-national-review.pdf>.

Gouvernement de l'Azerbaïdjan, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat de l'Azerbaïdjan*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement du Bhoutan, 2018. *Sustainable Development and Happiness: Bhutan's Voluntary National Review Report on the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19369Bhutan_NSDGR_Bhutan_2018.pdf.

Gouvernement de la Birmanie, 2017. *Plan d'action de la Birmanie sur la réduction des risques de catastrophe, 2017*. Comité national de gestion des catastrophes. Nay Pyi Taw : Birmanie.

Gouvernement du Brésil, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat du Brésil*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement du Burkina Faso, 2019. *Rapport national volontaire de mise en œuvre des objectifs de développement durable (2016-2018)*. Disponible à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=30022&nr=1135&menu=3170>.

Gouvernement du Burundi, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat du Burundi*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement du Cambodge, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat du Cambodge*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement du Cambodge, 2019. *Cambodia's Voluntary National Review 2019 on the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Disponible à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=30022&nr=1644&menu=3170>.

Gouvernement du Chili, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat du Chili*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement du Chili, 2019. *2° Informe Nacional Voluntario: Chile 2019, Agenda 2030*. Disponible à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=30022&nr=1607&menu=3170>.

Gouvernement de la Chine, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat de la Chine*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement de Chypre, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat de Chypre*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement de la Côte d'Ivoire, 2019. *Rapport volontaire d'examen national de la mise en œuvre des objectifs de développement durable en Côte d'Ivoire*. Disponible à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=30022&nr=1610&menu=3170>.

Gouvernement de Dubaï, 2018. Loi n° 5 de 2018 régissant le travail volontaire dans l'Émirat de Dubaï. Disponible à l'adresse : [https://dlp.dubai.gov.ae/Legislation%20Reference/2018/Law%20No.%20\(5\)%20of%202018.pdf](https://dlp.dubai.gov.ae/Legislation%20Reference/2018/Law%20No.%20(5)%20of%202018.pdf).

Gouvernement de l'Égypte, 2015. *Sustainable Development Strategy: Egypt's Vision 2030 and Planning Reform*. Présentation à la réunion du Groupe d'experts sur les approches intégrées de la planification et de la mise en œuvre du développement durable, tenue à New York du 25 au 27 mai 2015. Disponible à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/15262EI-Megharbell,%20Egypt%20NSDS%2020150527.pdf>.

Gouvernement des Émirats arabes unis, 2017. *UAE and the 2030 Agenda for Sustainable Development: Excellence in Implementation*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/20161UAE_SDGs_Report_Full_English.pdf.

Gouvernement de l'Espagne, 2018. *Spain's Report for the 2018 Voluntary National Review*. Disponible à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=30022&nr=893&menu=3170>.

Gouvernement de la Fédération de Russie, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat de la Russie*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement de Guinée, 2018. *Contribution nationale volontaire à la mise en œuvre des ODD au forum politique de haut niveau, juillet 2018*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19612Guinea_RNV_GUINEE_Version_restructure_4.pdf.

Gouvernement du Guyana, 2019. *Guyana First Voluntary National Review*. Juillet 2019. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/24297Guyana_VNR2019_FINAL_REPORT_070819.pdf.

Gouvernement de la Hongrie, 2018. *Voluntary National Review of Hungary on the Sustainable Development Goals of the 2030 Agenda: Transformation towards sustainable and resilient societies*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/20137Voluntary_National_Review_of_Hungary_v2.pdf.

Gouvernement de l'Inde, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat de l'Inde*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement de l'Indonésie, 2019. *Voluntary National Reviews (VNR): Empowering People and Ensuring Inclusiveness and Equality*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/2380320190708_Final_VNR_2019_Indonesia_Rev3.pdf.

Gouvernement de l'Iraq, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat de l'Iraq*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement de l'Irlande, 2018. *Voluntary National Review 2018: Report on the Implementation of the 2030 Agenda to the UN High-level Political Forum on Sustainable Development*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19382Ireland_Voluntary_National_Review_2018.pdf.

Gouvernement de l'Irlande, 2019. *Public Consultation on Draft National Volunteering Strategy 2020-2025*. Disponible à l'adresse : <https://www.gov.ie/en/consultation/fc55b9-public-consultation-on-draft-national-volunteering-strategy-2020-202/>.

Gouvernement d'Israël, 2019. *Implementation of the Sustainable Development Goals*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23576ISRAEL_13191_SDGISRAEL.pdf.

Gouvernement de la Jamaïque, 2018. *Voluntary National Review Report on the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19499JamaicaMain_VNR_Report.pdf.

Gouvernement de la Jordanie, 2017. *Jordan's Way to Sustainable Development: First National Voluntary Review on the Implementation of the 2030 Agenda*. Disponible à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/16289Jordan.pdf>.

Gouvernement du Kazakhstan, 2019. *Kazakhstan: Voluntary National Review 2019: On the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Disponible à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=30022&nr=1146&menu=3170>.

Gouvernement de Kiribati, 2018. *Kiribati Voluntary National Review and Kiribati Development Plan Mid-Term Review*. Disponible à l'adresse : <http://www.mfed.gov.ki/sites/default/files/Kiribati%20VNR%202018.pdf>.

Gouvernement du Lesotho, 2019. *The Kingdom of Lesotho: Voluntary National Review on the Implementation of the Agenda 2030 Report 2019*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23777Lesotho_VNR_Report_2019_Final.pdf.

Gouvernement du Liban, 2011. *Stratégie nationale de développement social du Liban*. Beyrouth : Ministère des Affaires sociales.

Gouvernement de Madagascar, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat de Madagascar*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement du Mexique, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat du Mexique*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement du Mexique, 2019. *Informe Nacional Voluntario para el Foro Político de Alto Nivel Sobre Desarrollo Sostenible*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19667Mexico_INFORME_NACIONAL_VOLUNTARIO_290618_PRINT_2.pdf.

Gouvernement de Mongolie, 2019. *Mongolia Voluntary National Review Report 2019: Implementation of the Sustainable Development Goals*. Disponible à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=30022&nr=1217&menu=3170>.

Gouvernement du Niger, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat du Niger*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, 2019. *He Waka Eke Noa: New Zealand's Progress Towards the SDGs - 2019*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23333New_Zealand_Voluntary_National_Review_2019_Final.pdf.

Gouvernement de l'Ouganda, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat de l'Ouganda*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement du Pakistan, 2019. *Pakistan's Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development Voluntary National Review*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/233812019_06_15_VNR_2019_Pakistan_latest_version.pdf.

Gouvernement du Paraguay, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat du Paraguay*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement du Pérou, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat du Pérou*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement de la Pologne, 2018. *Implementation of the Sustainable Development Goals in Poland: The 2018 National Report*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19409Poland_VNR_20180615.pdf.

Gouvernement de la République démocratique populaire lao, 2018. *République démocratique populaire lao Voluntary National Review: On the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19385Lao_Final_VNR_19_June_2018_web.pdf.

Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, 2019. *Voluntary National Review of progress towards the Sustainable Development Goals*. Disponible à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=30022&nr=1185&menu=3170>.

Gouvernement de la Serbie, 2016. *Roma Inclusion Strategy Adopted*. Unité Inclusion sociale et Réduction de la pauvreté. Disponible à l'adresse : <http://socijalnoukljucivanje.gov.rs/en/roma-inclusion-strategy-adopted/>.

Gouvernement de la Sierra Leone, 2019. *2019 VNR Report on SDGs in Sierra Leone*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23378Sierra_Leone_VNR_FINAL.pdf.

Gouvernement de Singapour, 2018. *Towards a Sustainable and Resilient Singapore*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19439Singapores_Voluntary_National_Review_Report_v2.pdf.

Gouvernement de la Slovaquie, 2018. *Voluntary National Review of the Slovak Republic on the Implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19604Slovakia_Agenda2030_VNR_Slovakia.pdf.

Gouvernement du Sri Lanka, 2018. *Voluntary National Review on the Status of Implementing the Sustainable Development Goals*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19677FINAL_SriLankaVNR_Report_30Jun2018.pdf.

Gouvernement du Timor-Leste, 2019. *Report on the Implementation of the Sustainable Development Goals: From Ashes to Reconciliation, Reconstruction and Sustainable Development: Voluntary National Review of Timor-Leste 2019*. Disponible à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=30022&nr=1573&menu=3170>.

Gouvernement du Togo, 2013. *Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (SCAPE) 2013-2017*. Document disponible à l'adresse <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/95034/111729/F-973837252/TGO-95034.pdf>.

Gouvernement du Togo, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat du Togo*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement de la Tunisie, 2010. Loi n° 2010-26 du 21 mai 2010 relative aux activités de volontariat. *Journal Officiel de la République tunisienne*, 21 mai 2010. Disponible à l'adresse : <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/SERIAL/84215/93475/F373244027/TUN-84215.pdf>.

Gouvernement de la Turquie, 2019. *Turkey's 2nd VNR 2019: Sustainable Development Goals: "Strong Ground towards Common Goals"*. Disponible à l'adresse : https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/23862Turkey_VNR_110719.pdf.

Gouvernement de la Zambie, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat de la Zambie*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Gouvernement du Zimbabwe, 2018. *Analyse de la situation nationale sur le volontariat du Zimbabwe*. Présentée au Secrétariat du Plan d'action en 2018. Document non publié.

Griffiths, Mark *et al.*, 2018. *Theme Paper 6: Trauma and Psychosocial Support*. Stockholm : Croix-Rouge suédoise. Document disponible à l'adresse http://www.rcrcvice.org/wp-content/uploads/2018/06/ViCE-HUB_Theme-Paper-6_Trauma-and-Psychosocial-Support.pdf

Haddad, Tania, 2015. « Volunteering in the Arab World: Bringing Back People into Politics? » *Democracy and Security*, vol. 11, n° 2, p. 145-159.

Hartigan Shea, Rachel, 2020. « "I needed to do something": How Indigenous people are building solidarity ». *National Geographic* du 15 mai. Document disponible à l'adresse <https://www.nationalgeographic.com/photography/features/2020/05/i-needed-to-do-something-how-indigenous-people-building-solidarity/>.

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 2017. « Les réfugiés ouvrent de nouveaux horizons pour les habitants d'une ville allemande ». 11 mai 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2017/5/59196013a/refugies-ouvrent-nouveaux-horizons-habitants-dune-ville-allemande.html>.

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 2020. *La Convention de 1951 relative au statut des réfugiés*. Document disponible à l'adresse <https://www.unhcr.org/fr-fr/convention-1951-relative-statut-refugies.html>.

Holcombe-James, Indigo, 2020. « Coronavirus: as culture moves online, regional organisations need help bridging the digital divide ». *The Conversation*, 7 avril. Disponible à l'adresse : <https://theconversation.com/coronavirus-as-culture-moves-online-regional-organizations-need-help-bridging-the-digital-divide-135050>.

IMPACT2030, 2020. *Unified Measurement Framework and Guide*. Disponible à l'adresse : <https://www.impact2030.com/whatwedo/measure>.

Kaseke, Edwin, 2013. « Informal Social Security in Eastern and Southern Africa. A paper prepared for the SASPEN and FES international conference on social protection for those working informally, Johannesburg, 16–17 September ». Document disponible à l'adresse http://www.saspens.org/conferences/informal2013/Paper_Kaseke_FES-SASPEN-16SEP2013-INT-CONF-SP4IE.pdf

Laurie, Nina et Baillie Smith, Matt, 2017. « Unsettling geographies of volunteering and development ». *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 43, n° 1, p. 95–109.

Mati, Jacob M., 2016. « Horizontality: The ignored particularity of African Volunteering ». Document de la 12^e Conférence internationale de l'ISTR, disponible à l'adresse https://cdn.ymaws.com/www.istr.org/resource/resmgr/WP_Stockholm/Mati_Horizontality.pdf.

Mati, Jacob M. et Perold, Helene, 2012. *Youth volunteer exchange programmes in Southern and Eastern Africa: Models and effects*. VOSESA, Canada World Youth et Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Document disponible à l'adresse http://www.vosesa.org.za/reports/120625_Youth_volunteer_exchange_programmes.pdf.

ONU-Femmes, 2019. *Le progrès des femmes dans le monde 2019-2020 : les familles dans un monde en changement*. Document disponible à l'adresse <https://www.unwomen.org/fr/digital-library/progress-of-the-worlds-women>.

ONU-Femmes, 2020. « Youth volunteers combat online misinformation on COVID-19 in Arab States ». 6 mai 2020. Document disponible à l'adresse <https://www.unwomen.org/en/news/stories/2020/5/feature-youth-volunteers-combat-covid-19-misinformation>.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2020. *Comment va la vie ? 2020 : Mesurer le bien-être*. Paris : OCDE.

Organisation des Nations Unies, 2019a. *Base de données des examens nationaux volontaires*. Disponible à l'adresse : <https://sustainabledevelopment.un.org/vnrs/>.

Organisation des Nations Unies, 2019b. Journée internationale des peuples autochtones. 9 août. Document disponible à l'adresse <https://www.un.org/fr/events/indigenousday/>.

Organisation des Nations Unies, 2020. *Shared responsibility, global solidarity: Responding to the socio-economic impacts of COVID-19*. Disponible à l'adresse : <https://unsdg.un.org/resources/shared-responsibility-global-solidarity-responding-socio-economic-impacts-covid-19>.

Organisation internationale du Travail (OIT), 2018a. *National practices in measuring volunteer work: A critical review*. 20^e Conférence internationale des statisticiens du travail, 10 au 19 octobre 2018. ICLS/20/2018/Room document 12. Genève : OIT.

Organisation internationale du Travail (OIT), 2018b. *Un travail et des emplois pour l'avenir du travail décent*. Genève : OIT. Document disponible à l'adresse https://www.ilo.org/global/publications/books/WCMS_712833/lang--fr/index.htm.

Organisation internationale du travail (OIT), 2020. *La protection sociale en Afrique*. Document disponible à l'adresse <https://www.ilo.org/africa/areas-of-work/social-protection/lang--fr/index.htm>.

Patel, Leila, Perold, Helene, Mohamed, Salah Elzein, et Carapinha, Rene, 2007. *Five-Country Study on Service and Volunteering in Southern Africa*. Université de Washington à Saint-Louis et Center for Social Development (CSD). Rapport de recherche n° 07-19.

Plan d'action, 2019a. *Rapport de synthèse du Plan d'action visant à intégrer le volontariat au Programme de développement durable à l'horizon 2030*.

Document de réflexion présenté lors du Forum régional africain sur le développement durable de 2019. Disponible à l'adresse : https://www.unv.org/sites/default/files/print_pdf/Plan%20of%20Action%20Synthesis%20Report_UNECA_fr.pdf.

Plan d'action, 2019b. *A Plan of Action Synthesis Report on Integrating Volunteering into the 2030 Agenda in Asia and the Pacific*. Disponible à l'adresse : https://www.unv.org/sites/default/files/POA_UNESCAP_Synthesis%20Report_2019.pdf.

Plan d'action, 2019c. *Rapport de synthèse du Plan d'action sur l'intégration du volontariat dans le programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe*. Disponible à l'adresse : https://www.unv.org/sites/default/files/POA_UNECE_Synthesis%20Report_2019_FR.pdf.

Plan d'action, 2019d. *A Plan of Action Synthesis Report on Integrating Volunteering into the 2030 Agenda in Latin America and the Caribbean*. Disponible à l'adresse : https://www.unv.org/sites/default/files/print_pdf/ECLAC-final-www.pdf.

Plan d'action, 2019e. *A Plan of Action Synthesis Report on Integrating Volunteering into the 2030 Agenda in the United Nations Economic Commission for Western Asia (ESCWA) Region*. Disponible à l'adresse : https://www.unv.org/sites/default/files/ESCWA_final_www.pdf.

Plan d'action, 2019f. *Analyse des consultations régionales du Plan d'action pour l'intégration du volontariat dans le Programme 2030*. Document non publié.

Plan d'action, 2019g. *Consultation régionale sur l'intégration du volontariat dans le Programme 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine*. Rapport sur l'événement parallèle tenu le 17 avril 2019 en marge du Forum régional africain sur le développement durable. Document non publié.

Plan d'action, 2019h. *Consultation régionale sur l'intégration du volontariat dans le Programme 2030 dans la région Asie-Pacifique*. Rapport de synthèse. Document non publié.

Plan d'action, 2019i. *Consultation régionale sur le Plan d'action pour intégrer le volontariat dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans la région de la CEE-ONU*. Document final définitif. Document non publié.

Plan d'action, 2019j. *Shape the Future of Volunteering Online Conversations*. Disponible à l'adresse : <https://www.unv.org/planofaction/dialogues>.

Plan d'action, 2019k. *Plan d'action 2030 et document final de Kigali sur l'Agenda 2063*. Document non publié.

Plan d'action, 2020a. *Les pratiques de volontariat au XXI^e siècle*. Rapport de recherche réalisé à la demande du Secrétariat du Plan d'action pour intégrer le volontariat dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Bonn : VNU.

Plan d'action, 2020b. *Measuring Volunteering for the 2030 Agenda: Toolbox of Principles, Tools and Practices*. Rapport de recherche réalisé à la demande du Secrétariat du Plan d'action pour intégrer le volontariat dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Bonn : VNU.

Plan d'action, 2020c. *Faites-nous part de vos Expériences et Innovations sur le Volontariat au service des Objectifs de Développement Durable (ODD)*. Appel à contributions lancé par le Secrétariat du Plan d'action pour intégrer le volontariat dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Disponible à l'adresse : <https://www.unv.org/fr/Faites-nous-part-de-vos-Experiences-et-Innovations-sur-le-Volontariat>.

Plan d'action, 2020d. *Votre avis nous intéresse pour aider les volontaires à dessiner le monde que vous voulez voir*. Enquête mondiale sur le volontariat lancée par le Secrétariat du Plan d'action pour intégrer le volontariat dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Disponible à l'adresse : <https://poa.un75.online/?lang=fr>.

Plan d'action, 2020e. *Flourishing in the New Normal. Reimagining Volunteering: 2030 and beyond*. Note d'information commanditée par le Secrétariat du Plan d'action pour intégrer le volontariat dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Bonn : VNU.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2015. *Rapport sur le développement humain 2015 : Le travail au service du développement humain* New York : PNUD.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2018. *Ageing, Older Persons and the 2030 Agenda for Sustainable Development*. New York : PNUD.

Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), 1999. *Volunteering and Social Development*. Note d'information publiée à des fins de discussion lors d'une réunion d'experts. New York, 29-30 novembre.

Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), 2015a. *Rapport sur l'état du volontariat dans le monde : Transformer la gouvernance*. Bonn : VNU.

Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), 2015b. *Volontariat de la jeunesse arabe pour un meilleur avenir. Évaluation à mi-parcours 2015*. Bonn : VNU.

Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), 2018a. *Rapport sur l'état du volontariat dans le monde : le fil qui nous relie*. Bonn : VNU.

Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), 2018b. *Global Trends in Volunteering Infrastructure*. Note d'information pour le Rapport sur l'état du volontariat dans le monde 2018. Bonn : VNU.

Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), 2018c. *The Scope and Scale of Global Volunteering*. Note d'information pour le Rapport sur l'état du volontariat dans le monde 2018. Bonn : VNU.

Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), 2019. « Strengthening the social inclusion of young Roma through UN Community Volunteer opportunities ». 19 décembre. Disponible à l'adresse : <https://www.unv.org/Success-stories/Strengthening-social-inclusion-young-Roma-through-UN-Community-Volunteer>.

Programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), 2020. Portail de connaissances sur le volontariat. Disponible à l'adresse : <http://www.knowledge.unv.org>.

Qatar Charity, 2020. About Volunteer. Disponible à l'adresse : <https://www.qcharity.org/en/qa/volunteer/main>.

Russell, Allison R., Nyame-Mensah, Ama, de Wit, Arjen et Handy, Femida, 2019. « Volunteering and Wellbeing Among Ageing Adults: A Longitudinal Analysis ». *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, vol. 30, n° 1, p. 115-128.

Tata Trusts, 2018. *Annual Report 2017-2018*. Document disponible à l'adresse <https://www.tatatrusters.org/upload/pdf/annual-report-2017-18-sir-dorabji-tata-trust-and-allied-trusts.pdf>.

Tata Trusts, 2020. « Empowering communities through localised planning ». 16 janvier. Document disponible à l'adresse <https://www.tatatrusters.org/our-stories/article/empowering-communities-through-localised-planning>.

Thomas, Nisha et al., 2018. *Theme Paper 2: The dangers of being local*. 22 juin. Stockholm : Croix-Rouge suédoise.

Union africaine (UA), 2012. *Cadre d'action de l'Union africaine pour l'institutionnalisation du volontariat des jeunes en Afrique*. Addis Abeba : UA.

PLAN D'ACTION POUR INTÉGRER LE VOLONTARIAT DANS LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030

Le Plan d'action pour intégrer le volontariat dans le programme de développement durable à l'horizon 2030 constitue un plan-cadre sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies en vertu duquel les gouvernements, les entités des Nations Unies, les organisations faisant appel à des volontaires, le secteur privé, la société civile (y compris le monde universitaire et d'autres parties prenantes) joignent leurs forces pour intégrer le volontariat dans la planification et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable. Cette mission s'appuie sur trois axes :

- a) renforcer le sentiment que le programme de développement appartient aux peuples ;
- b) intégrer le volontariat au cœur des stratégies de mise en œuvre nationales et mondiales ; et
- c) mesurer le volontariat.



www.unv.org/planofaction



#volunteerSDGs



unv.poa@unv.org



Plan d'Action
pour intégrer le volontariat
dans le Programme 2030